

Recueil des Actes Administratifs

TOME 1/5

Janvier 2015

SOMMAIRE

Délibérations.....	Tome I page 1
Séance du 22 janvier 2015	
Décisions	Tome I page 61
Séance du 22 janvier 2015	
Arrêtés Réglementaires.....	Tome I page 130
Janvier 2015	

Recueil des Actes Administratifs

Délibérations

**Adoptées en séance du Conseil municipal
Du 22 janvier 2015**

Ordre du jour du Conseil municipal

Séance Publique du jeudi 22 janvier 2015
18h00 – Salle du Conseil municipal

Adoption de l'ordre du jour

Adoption du procès-verbal du Conseil municipal précédent

Articles L 2122-22 et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales –
Lecture des décisions prises depuis la dernière séance publique du Conseil municipal

- 1 Démocratie participative Mise en place des Conseils de quartier 2015-2020

Urbanisme, aménagement durable

- 2 Parking public Nouveau St-Roch Servitude Ville - SNCF garantissant la pérennité des fonctionnalités répondant aux besoins des voyageurs de la gare ferroviaire Montpellier St-Roch
- 3 Acquisition de l'ancienne caserne de gendarmerie de Celleneuve Convention Etat / Ville
- 4 MONTPELLIER GRAND CŒUR Lancement d'une étude de diagnostics d'immeubles et programmes de travaux à déclarer d'utilité publique sur un secteur délimité "Faubourg du Coureau-Cours Gambetta"
- 5 MONTPELLIER GRAND CŒUR Opération de dynamisation commerciale et artisanale dans le quartier Figuerolles (rue du Général Vincent)
- 6 MONTPELLIER GRAND COEUR Avenant de prolongation d'un an de la convention de suivi de la tranche 1 du dossier " FISAC " (Fonds d'intervention pour les services, l'artisanat et le commerce).

Sécurité

- 7 Stationnement sur voirie Mise en oeuvre du paiement à distance

Education

- 8 Modification de la carte scolaire à la rentrée de septembre 2015

Démocratie de proximité et Maisons pour Tous

- 9 Mise à disposition de salles à titre gratuit dans les Maisons pour tous

Enfance

- 10 Convention cadre Ville de Montpellier / Caf de l'Hérault / Conseil général / Adages, pour l'expérimentation d'un Service d'Accueil Familial d'Insertion (S.AF.I.)
- 11 Conventions de partenariat Ville/Caisse d'Allocations Familiales/ Conseil Général pour le fonctionnement du service Relais d'Assistants Maternels « Antigone » et « Mosson »

Culture

- 12 Lieux culturels Attribution de subventions à l'association La Vista - Théâtre de la Méditerranée Convention de partenariat Exercice 2015
- 13 Lieux culturels Attribution d'une subvention à l'association Music Events Convention de partenariat Exercice 2015
- 14 Culture et Patrimoine Attribution d'une subvention à l'association Coeur de Livres Exercice 2015
- 15 Projets et Structures Attribution de subvention à l'association Illusion et Macadam Exercice 2015
- 16 Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et l'association Le Lait sur le feu pour l'accueil de jeunes adolescents au Cinéma Nestor Burma

Ressources humaines de la collectivité

- 17 Remboursement au Centre de Gestion de la Fonction Publique territoriale de l'Hérault des frais engagés pour l'organisation des sélections professionnelles
- 18 Adhésion à la mission remplacement du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de l'Hérault
- 19 Renouvellement mise à disposition de deux agents de catégorie C auprès du Groupement d'Intérêt Public (GIP)
- 20 Protection fonctionnelle des agents et élus de la Ville

Finances de la collectivité

- 21 TARIFS 2015 Complément et précision
- 22 Attributions de subventions - Exercice 2015
- 23 Utilisation de la plateforme OpenData de Montpellier Méditerranée Métropole
- 24 Convention de servitudes au profit d'ERDF - Extension EFFIA STATIONNEMENT - parking Marché aux Fleurs - Place des Martyrs de la Résistance

- 25 Marchés de communication institutionnelle Autorisation de signer la convention constitutive du groupement de commandes publiques entre la Commune de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole
- 26 Ecole maternelle Anne Frank - Désignation d'un nouveau représentant

Séance publique du jeudi 22 janvier 2015

Convoqué le vendredi 16 janvier 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 22 janvier 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Jacques DOMERGUE, Alex LARUE, Patricia MIRALLES, Caroline NAVARRE.

Absents :

Clare HART.

Démocratie participative Mise en place des Conseils de quartier 2015-2020

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La majorité municipale porte un intérêt tout particulier à la mise en place d'une réelle démocratisation des instances participatives.

La participation des habitants à la parole publique a été prévue par la loi dès 1991, avec le texte créant un principe de consultation préalable des habitants pour toute opération modifiant les conditions de vie des quartiers. La loi sur la démocratie locale de 2002 a, quant à elle, rendu obligatoire pour les communes de plus de 80 000 habitants la mise en place de Conseils de quartier, et l'organisation de leur fonctionnement.

Le bilan de l'offre de participation des habitants à l'action publique proposée au cours des mandats précédents, a mis en lumière un réel manque de représentativité de l'ensemble des habitants dans ces instances, notamment au sein de la population jeune et féminine, ce qui a pu générer une insatisfaction et une réticence des habitants de la Ville vis-à-vis de ces dispositifs.

La création de nouveaux Conseils de quartier a donc pour but de garantir à tous un espace de liberté de paroles et d'initiatives basé sur des principes d'autonomie, d'égalité, de laïcité, de pluralité, de parité et de proximité.

Elle se doit de répondre aux exigences des Montpelliérains, en mettant en œuvre un partage réciproque des informations, en toute transparence. Aux côtés des associations et des représentants du monde socio-professionnel, les habitants pourront ainsi faire valoir leur expertise d'usage, émettre des avis sur les projets municipaux et apporter un éclairage nécessaire à la prise de décision des élus.

La démocratie de proximité doit se baser sur un partenariat répondant aux attentes des citoyens tout en préservant l'intérêt général dans un souci de mieux vivre ensemble. La Ville de Montpellier mobilisera en réponse toutes les énergies au service de la participation citoyenne.

Délimitation des quartiers :

Dans un souci de rationalité, il est proposé de conserver les 7 quartiers initialement définis correspondant aux 7 quartiers INSEE de la ville, à savoir :

1. Le Quartier Centre (Ecusson et ses faubourgs) : Figuerolles, Gambetta, Antigone, Beaux - Arts, Boutonnet, Arceaux, Gare, Aubes)
2. Le Quartier Hôpitaux Facultés (Aiguelongue, Plan des 4 Seigneurs, Malbosc)
3. Le Quartier Port Marianne (Pompignane, Millénaire, Grammont, Odysseum)
4. Le Quartier Prés d'Arènes (Saint Martin, Aiguerelles, Tournezy)
5. Le Quartier Croix d'Argent (Lemasson, Pas du Loup, Estanove)
6. Le Quartier Mosson (Paillade, Hauts de Massane, Celleneuve)
7. Le Quartier Cévennes (Alco, Chamberte, Martelle)

Durée du mandat des Conseils de quartier:

Les membres des Conseils de quartier sont élus pour 3 ans, renouvelable pour 2 ans supplémentaires, jusqu'à la fin du mandat municipal en cours.

Composition des collèges du Conseil de quartier :

1. Un collège d'habitants majoritaire et paritaire (femmes/hommes) à raison d'un membre pour 1000 habitants. Les membres sont tirés au sort à partir des listes électorales. Afin d'assurer une représentation minimale des jeunes au sein de ce collège, 2 membres seront tirés au sort sur la liste électorale des moins de 25 ans.
2. Un collège « associations et acteurs socio-professionnels du quartier » à raison d'un membre pour 4000 habitants. Pris sur une liste de volontaires, ils seront tirés au sort si leur nombre excède le quota requis.

Fonctionnement des Conseils de quartier :

Ce fonctionnement proposé s'appuie sur un programme de travail partagé entre les membres des Conseils de quartier et la Municipalité. Une présentation par Monsieur le Maire, l'équipe municipale et des représentants de l'administration au printemps prochain, permettra aux membres nouvellement élus de ces Conseils de prendre connaissance du bilan et des axes de travail de l'équipe municipale, ainsi que des projets relatifs au quartier.

Les Conseils de quartier auront ainsi une base de travail leur permettant de réfléchir et de participer :

- Aux projets de la Ville (aménagement du territoire, urbanisme, vivre ensemble) sur lesquels ils pourront donner leur avis (cet avis sera annexé à la délibération municipale).
- A des sujets à leur propre initiative.

Les Conseils de quartier assureront le suivi des groupes de travail mis en place pour chaque projet de programme, et formuleront des avis à partir des contributions des groupes de travail.

Ils se réuniront au minimum 4 fois par an.

Participation au Conseil de quartier :

Elle interviendra à deux niveaux :

1. En qualité de membre du Conseil de quartier : après avoir été tiré au sort ou désigné, le nouveau membre aura pour mission de préparer le programme de travail partagé avec la Ville, d'assurer le suivi des groupes de travail pour chaque projet, d'émettre des avis à partir des contributions des groupes de travail.
2. En qualité de participant à un groupe de travail, en fonction de ses affinités ou de son expertise, en intégrant un groupe de travail du Conseil : ces groupes de travail seront ouverts à tous (habitants, usagers, acteurs socio-professionnels). Ils seront limités dans le temps et porteront sur un objectif précis. 3 référents seront désignés par les membres du Conseil de Quartier pour faire le lien avec les instances municipales et pour rendre compte aux autres membres du Conseil de Quartier de leurs travaux. Le groupe de travail sera un lieu d'information, de présentation de projets, d'échanges, de débats et d'élaboration de contributions (synthèse, points faibles ou forts, préconisations). Si un sujet intéresse plusieurs quartiers, un groupe de travail inter-quartiers pourra être constitué.

Les élus et représentants de l'administration de la Ville de Montpellier seront uniquement présents lors des phases de présentation des projets ou sur invitation du Conseil pour information.

Une fois par an, le Conseil de quartier organisera une réunion publique, où sera représentée la Ville de Montpellier, pour rendre compte de son action et échanger sur un thème d'actualité.

Moyens mis à disposition :

Chaque Conseil de quartier disposera d'un budget de fonctionnement de 3 000€ (à utiliser pour l'organisation de moments de convivialité, la venue d'experts, la garde d'enfants pendant les réunions...) et de créneaux horaires dans la Maison pour Tous ou la salle municipale la plus proche.

Une somme de 600 000€ d'investissement sur des projets portés par les Conseils de quartier labellisés « démocratie participative » sera inscrite au budget 2015 de la Ville.

Enfin, une somme de 26 000 € sera affectée pour des sessions de formation, à la demande, sur le fonctionnement de la collectivité (budget, compétences, organisation des services ...).

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le principe de la mise en place de nouveaux Conseils de quartier pour un mandat de 3 ans, renouvelable pour deux années supplémentaires ;
- D'approuver les modalités de fonctionnement de ces Conseils de quartier telles que décrites dans la présente délibération ;
- D'autoriser l'imputation des dépenses prévues par la mise à disposition de moyens aux Conseils de quartier, sur le budget 2015 de la Ville.

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Publiée le : 23 janvier 2015

Séance publique du jeudi 22 janvier 2015

Convoqué le vendredi 16 janvier 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 22 janvier 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Jacques DOMERGUE, Alex LARUE, Patricia MIRALLES, Caroline NAVARRE.

Absents :

Clare HART.

Parking public Nouveau St-Roch **Servitude Ville - SNCF garantissant la pérennité des fonctionnalités** **répondant aux besoins des voyageurs de la gare ferroviaire Montpellier St-** **Roch**

Par décret en date du 23 décembre 2014, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a été transformée en Montpellier Méditerranée Métropole à compter du 1er janvier 2015.

Cette création a eu pour effet le transfert de la compétence relative à l'Aménagement de l'espace métropolitain détenue par la Ville de Montpellier à son établissement public de coopération intercommunale.

Néanmoins, par convention conclue avec Montpellier Méditerranée Métropole, la commune de Montpellier assure de manière transitoire du 1er janvier 2015 au 31 décembre 2015, toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors et qui relèvent désormais de Montpellier Méditerranée Métropole.

La Commune intervient donc à l'affaire objet de la présente délibération au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole.

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Lors du conseil municipal du 4 février 2008, la Ville a adopté le principe de réalisation du futur quartier Nouveau Saint-Roch sous forme de zone d'aménagement concerté (ZAC) et a défini les objectifs d'aménagement de l'opération ainsi que les modalités relatives à la concertation du public.

Par délibération du 24 juillet 2008, ont été approuvés le dossier de création de la ZAC, ainsi qu'un protocole d'accord pour l'acquisition des terrains de la ZAC, liant la SNCF, RFF et la Ville.

Par ailleurs, à l'issue d'une procédure de mise en concurrence et par délibération du 4 mai 2009 le conseil municipal a approuvé les termes d'une concession d'aménagement qui a dès lors été signée avec la Société d'Equiperment de la Région Montpelliéraine (SERM).

Une nouvelle phase de concertation a ensuite été organisée durant l'élaboration du dossier de réalisation de la ZAC Nouveau Saint-Roch. Le conseil municipal, par délibération du 26 juillet 2010, a établi le bilan définitif de la concertation et a arrêté le dossier de réalisation. En conséquence, par délibération du 4 octobre 2010, le conseil municipal a approuvé le dossier de réalisation de la ZAC.

Parallèlement, un protocole relatif aux principes de financement et de réalisation du projet de PEM Saint-Roch liant la Ville, l'Agglomération, la Région, l'Etat, la SNCF et RFF, a été approuvé par délibération du 14 décembre 2009. La convention de financement des travaux d'extension et de modernisation de la gare St-Roch a été approuvée par délibération du 9 mai 2011. Cet équipement modernisé a été inaugurée le 2 décembre 2014.

Ces différents projets approuvés, et pour partie réalisés, mènent à la suppression des capacités de stationnements sur les emprises de la SNCF : d'une part du fait de l'extension de la gare sur l'ancien parking « courte durée » et d'autre part du fait de la vente progressive du foncier RFF et SNCF à la SERM pour la réalisation de la ZAC Nouveau Saint-Roch.

Les protocoles et conventions sus mentionnés actent l'objectif commun de réalisation d'un véritable pôle d'échanges multimodal, comprenant, outre l'extension et la modernisation de la gare, la réalisation d'un parking public dont l'organisation devra répondre aux besoins spécifiques du centre-ville, des commerces, des services et des résidents du quartier, ainsi qu'aux utilisateurs de la gare Saint-Roch.

Aussi, la SNCF, la Ville et les partenaires ont convenus de la nécessité que le parking réponde de manière pérenne au besoin des usagers de la gare Saint-Roch quel qu'en soit le maître d'ouvrage.

Conformément au protocole d'accord foncier de 2008 et au traité de concession de 2009, qui prévoyait la possibilité pour la Ville de confier à la SERM la réalisation d'un parking, la Ville et la SNCF sont convenues de la réalisation du parking public par la Ville. Cette mission a été concédée à la SERM dans le cadre de la ZAC Nouveau Saint-Roch. En ce sens, un parking de 800 places a été intégré au programme des équipements publics par délibération du conseil municipal du 23 juillet 2012.

En contrepartie, la SNCF a souhaité avoir l'assurance que les fonctionnalités spécifiques répondant aux besoins des voyageurs soient garanties de manière pérenne.

Aussi, comme le permet l'article L.2122-4 du code général de la propriété des personnes publiques, il est convenu entre les parties de la création d'une servitude, au bénéfice de la SNCF, grevant le parking public dans la mesure où cette dernière est compatible avec l'affectation globale de l'équipement. Le parking étant un bien de retour de la ZAC à la Ville de Montpellier, cela suppose que la Ville approuve formellement les termes de la servitude selon le projet joint à la présente délibération.

Celle-ci consiste à s'engager sur la mise en œuvre d'un espace de stationnement visant une facilité d'accès au parking pour permettre la dépose par véhicule des voyageurs à la gare (quart d'heure gratuit, tarification adaptée). Cet objectif est en tout état de cause tout à fait conforme aux attentes de la Ville pour le bon fonctionnement de ce parc de stationnement. Afin de s'adapter à l'évolution constatée des usages dans le temps, notamment en fonction de l'évolution de la desserte par TGV, une clause permettra de modifier, en concertation avec la SNCF, le dispositif prévu dans cette servitude.

L'ouvrage concerné, conçu par l'agence d'architecture Archikubik, se situe en bordure des voies ferrées, à proximité du pont de Sète et de la gare. Il est en cours de réalisation par l'aménageur en vue d'une ouverture avant mi 2015.

Montpellier Méditerranée Métropole a été créée par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à compter du 1^{er} janvier 2015 en application du décret 2014-1605 du 23-12-2014 publié au Journal Officiel du 26 Décembre 2014.

Cette création a eu pour effet le transfert de la compétence relative aux parcs de stationnement détenue par la Ville de Montpellier à son établissement public de coopération intercommunale.

Néanmoins, par convention conclue avec Montpellier Méditerranée Métropole, la commune de Montpellier assure de manière transitoire du 1^{er} janvier 2015 au 31 décembre 2015, toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors et qui relèvent désormais de Montpellier Méditerranée Métropole à l'exception des procédures relevant du Code de l'Urbanisme et de la prise en charge des contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU.

La Commune intervient donc à la convention de servitude objet de la présente délibération au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal, au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole :

- d'approuver les termes de la convention de servitude entre la Ville de Montpellier et la SNCF annexée à la délibération,
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjointe déléguée, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

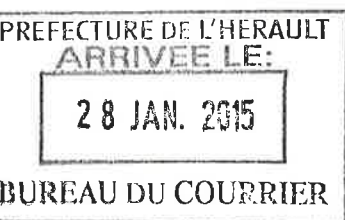
Le Conseil Adopte.

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,
Agissant au nom et pour le compte
de Montpellier Méditerranée Métropole**



Philippe SAUREL

Publiée le : 23 janvier 2015



Séance publique du jeudi 22 janvier 2015

Convoqué le vendredi 16 janvier 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 22 janvier 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khandaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Jacques DOMERGUE, Alex LARUE, Patricia MIRALLES, Caroline NAVARRE.

Absents :

Clare HART.

Acquisition de l'ancienne caserne de gendarmerie de Celleneuve Convention Etat / Ville

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le terrain de l'ancienne caserne de gendarmerie de Celleneuve à Montpellier, d'une superficie de 3 hectares, fait partie de la liste des terrains de l'Etat arrêtée le 21 juin 2013 dont la cession est officiellement proposée pour la construction de logements sociaux dans le cadre de la mise en œuvre de la loi n° 2013-61 du 18 janvier 2013, relative à la mobilisation du foncier public en faveur du logement.

Dès le départ fin 2011 de l'état-major de Gendarmerie, transféré sur le site de l'ancienne Ecole d'Application de l'Infanterie, la Ville de Montpellier a manifesté son intérêt pour cette vaste emprise, immédiatement desservie par la ligne 3 de tramway, et a lancé une étude de programmation urbaine.

Cette étude qui porte sur un périmètre plus vaste que l'emprise de la seule Gendarmerie par souci de cohérence urbaine, a permis de définir un parti d'aménagement s'appuyant notamment sur un programme mixte et équilibré intégrant les espaces publics nécessaires à sa desserte et à sa qualité de vie, et de préciser le potentiel constructible du site.

En 2013, le groupe Languedoc Mutualité, propriétaire de la clinique Beausoleil située sur un terrain immédiatement voisin de l'ancienne Gendarmerie, a manifesté son intention de développer un grand pôle sanitaire mutualiste à Montpellier en développant cette clinique. Il est apparu optimal, comme alternative à une densification excessive du site historique, de développer ce projet ambitieux sur une partie du foncier de l'ancienne Gendarmerie, située en vis-à-vis.

Au moment où les deux autres grandes cliniques du centre-ville de Montpellier se réimplantent en périphérie, le projet du groupe Languedoc Mutualité garantira le développement d'une offre de soins et de services mutualistes au plus près des habitants du cœur de ville et permettra la création d'emplois dans ce secteur du territoire communal faiblement pourvu en activités. Ce programme se déploierait en cohérence avec le projet urbain et paysager conçu par la Ville.

L'intérêt de ce projet est également partagé par les services de l'Etat, en complémentarité avec la volonté de développer, sur les terrains dont l'Etat n'a plus d'usage pour ses propres services, une offre de logements, notamment sociaux.

Les deux parties se proposent de formaliser leur accord de principe sur ce projet et s'engagent mutuellement à finaliser dans les meilleurs délais la cession et la transformation de ce site.

Une fois un accord définitif intervenu entre l'Etat et la Ville de Montpellier, l'acquisition des terrains de l'ancienne caserne de gendarmerie de Celleneuve fera l'objet d'une délibération précisant l'objet et les conditions essentielles de cette opération (prix, conditions particulières, ...).

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver les termes de cette convention entre l'Etat et la Ville de Montpellier,
- d'autoriser Monsieur le Maire ou Madame l'Adjointe déléguée à signer tout acte ou document relatif à cette affaire.

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 23 janvier 2015

Séance publique du jeudi 22 janvier 2015

Convoqué le vendredi 16 janvier 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 22 janvier 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Jacques DOMERGUE, Alex LARUE, Patricia MIRALLES, Caroline NAVARRE.

Absents :

Clare HART.



MONTPELLIER GRAND CŒUR

Lancement d'une étude de diagnostics d'immeubles et programmes de travaux à déclarer d'utilité publique sur un secteur délimité "Faubourg du Courreau-Cours Gambetta"

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

L'opération Grand Cœur a pour objectif la réhabilitation du parc immobilier de logements du quartier centre, grâce à diverses interventions en faveur de l'habitat ; elle vise également à créer les conditions favorables de ce réinvestissement immobilier patrimonial, par diverses actions en vue de l'amélioration du cadre de vie et de l'environnement urbain.

Sur le volet amélioration de l'habitat, l'opération Grand Cœur se traduit par la mise en œuvre de divers moyens et dispositifs réglementaires et opérationnels, dont il apparaît que la complémentarité permet d'intervenir de façon significative sur le parc de logements, en liant les problématiques de l'habitat, de la mixité sociale et de l'amélioration du cadre de vie.

Compte tenu des enjeux et objectifs de l'opération, et pour créer une réelle dynamique visible et susceptible d'avoir le plus grand effet d'entraînement, il est apparu indispensable d'intervenir sur certains périmètres et d'y concentrer les moyens mobilisés.

C'est le cas du secteur du Faubourg du Courreau qui a fait l'objet depuis 2004 de deux OPAH-RU (Opérations programmées d'amélioration de l'habitat – Renouvellement Urbain) de 2004 à 2015. Ces dispositifs permettent aux propriétaires occupants et bailleurs ainsi qu'aux copropriétés de mobiliser des subventions pour la réhabilitation de leur patrimoine et pourtant, depuis 2004, seuls 11 immeubles ont été concernés par des travaux et 6 logements ont fait l'objet d'une réhabilitation.

Afin de maintenir la lutte contre l'habitat indigne et d'inciter les propriétaires à réhabiliter leur patrimoine, et en cohérence avec les autres actions engagées, il est proposé de demander à la SAAM

(Société d'aménagement de l'agglomération montpelliéraine) agissant dans le cadre de la concession d'aménagement Nouveau Grand Cœur, de mener une étude de diagnostic afin de définir les immeubles et logements qui au regard de leur état de vétusté, d'insalubrité, voire d'insécurité, devront faire l'objet d'un programme de travaux obligatoires, déclaré d'utilité publique par arrêté préfectoral, après enquête publique.

En conséquence, vu les articles L313-4, L313-4-1 et R313-24 du code de l'urbanisme, vu les dossiers d'enquêtes publiques annexés, il est demandé au Conseil municipal :

- d'approuver le lancement de l'étude de diagnostic et d'élaboration des programmes de travaux pour les immeubles et logements qui le justifieront,
- d'approuver la délimitation du périmètre du secteur « Faubourg du Courreau - Cours Gambetta » correspondant à cette démarche, annexé à la présente délibération,
- d'autoriser Monsieur le Maire, son représentant, ou Madame l'Adjointe déléguée, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

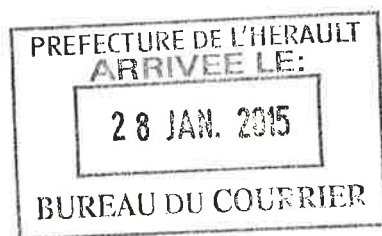
Le Conseil Adopte.



Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

Publiée le : 23 janvier 2015



Séance publique du jeudi 22 janvier 2015

Convoqué le vendredi 16 janvier 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 22 janvier 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Jacques DOMERGUE, Alex LARUE, Patricia MIRALLES, Caroline NAVARRE.

Absents :

Clare HART.

MONTPELLIER GRAND CŒUR

Opération de dynamisation commerciale et artisanale dans le quartier Figuerolles (rue du Général Vincent)

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

En cohérence avec les Ateliers des métiers d'art, "pépinière" d'entreprises d'artisanat d'art, créé par la Ville boulevard de Bonnes Nouvelles, et pour compléter le circuit des métiers d'art comptant 7 boutiques dans le Nord Ecusson (ouverture début 2015), 7 nouveaux locaux vont être réhabilités, rue du Général Vincent dans le faubourg Figuerolles, afin d'être en mesure d'accueillir des artisans dans des conditions d'installation attractives.

Réalisée par la SERM (Société d'équipement de la région montpelliéraine), dans le cadre de la concession Grand Cœur et intégrée à son bilan prévisionnel, cette opération vise à remettre sur le marché des locaux à vocation artisanale selon une orientation «commerces-ateliers». Il s'agit de recréer une activité économique par une présence artisanale dans un secteur de renouvellement urbain.

Cette opération entre également dans le cadre du Projet de rénovation urbaine du centre-ville de Montpellier (PRU Centre) bénéficiant ainsi de subventions de l'Agence nationale de rénovation urbaine (ANRU) et de Montpellier Agglomération.

Comme pour les locaux de Nord Ecusson, il s'agit de locaux artisanaux « prêts à l'emploi », avec un aménagement « optimal » eu égard aux spécificités d'exploitation des artisans. Les locataires n'auront (contrairement à des locaux commerciaux) aucune dépense d'aménagement ou de mise aux normes à réaliser (aménagements pour personnes à mobilité réduite, vitrines, électricité,...).

Les locaux ont à ce jour été acquis par l'aménageur, les travaux vont être engagés (ravalement de façades, réfection des parties communes, travaux d'aménagement intérieur). L'objectif est de réaliser la commercialisation de ces locaux au cours du second trimestre 2016.

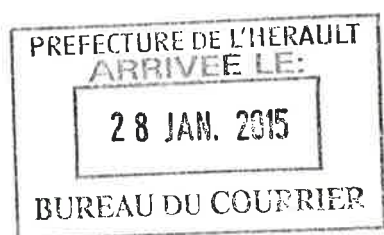
Les artisans disposeront de la possibilité d'acquérir le local pour pérenniser leur implantation. Le prix de cession sera calculé sur la base d'un remboursement mensuel (prêt sur 15 ans, taux de 3,5%) équivalent au loyer mensuel qu'ils paieront dans un premier temps.

Les candidatures seront instruites sur la base d'un dossier à retirer à la Mission Grand Cœur, et les critères de choix témoigneront du savoir-faire, de la pérennité de l'activité et de la capacité économique. A terme, les locaux seront attribués sur décision de la Ville.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- de confirmer le montage de cette opération de dynamisation commerciale dans le quartier Figuerolles et son calendrier,
- d'approuver les critères et la méthode de sélection des candidats à la location puis à l'acquisition de ces locaux,
- d'autoriser Monsieur le Maire, son représentant, ou Madame l'Adjointe déléguée, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil Adopte.



Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Publiée le : 23 janvier 2015

Séance publique du jeudi 22 janvier 2015

Convoqué le vendredi 16 janvier 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 22 janvier 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Jacques DOMERGUE, Alex LARUE, Patricia MIRALLES, Caroline NAVARRE.

Absents :

Clare HART.



MONTPELLIER GRAND CŒUR

Avenant de prolongation d'un an de la convention de suivi de la tranche 1 du dossier " FISAC " (Fonds d'intervention pour les services, l'artisanat et le commerce).

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par délibération en date du 14 décembre 2009, le Conseil municipal a approuvé le dépôt de la demande de subvention au Fonds d'intervention pour les services, l'artisanat et le commerce (FISAC), géré par le ministère du commerce et de l'artisanat, afin de conduire un programme d'actions en faveur du développement du cœur marchand.

Par délibération en date du 29 mars 2010, le Conseil municipal a validé la sollicitation auprès du FISAC d'une subvention pour l'ensemble du programme partenarial, ainsi que le lancement de la tranche 1. Le coût total prévisionnel de cette tranche s'élève à 1.236.354 € HT, pour laquelle il a été sollicité une subvention de 232.264 €.

En date du 26 octobre 2011, la décision n°11-0135 d'attribution de subvention du FISAC a accordé à la Ville de Montpellier, pour cette tranche, une subvention d'un montant de 193.509€ se répartissant comme suit :

- une subvention de fonctionnement de 53.859 € pour les actions suivantes :
 - o dispositif d'aide à la requalification des devantures : 2500 €
 - o signalétique des commerces : 7500 €
 - o étude halles et marchés : 5000 €
 - o chèque promotionnel déplacement : 37621 €
 - o guide pratique : 1238 €
- une subvention d'investissement de 139.650 € pour les actions suivantes :
 - o dispositif d'aide à la requalification des devantures (études préalables) : 16250 €
 - o dispositif d'aide à la requalification des devantures (travaux) : 113334 €

- signalétique interactive : 3345 €
- jalonnement dynamique des parkings : 6721 €

Ce programme d'actions ainsi que les montants ont fait l'objet d'une convention de suivi (pièce annexe n°1), validée par le Conseil municipal en date du 24 juillet 2014, et co-signée par M. le Maire de la Ville de Montpellier et le représentant local du ministère du commerce et de l'artisanat (la Direccte) le 18 septembre 2014.

A la suite de la signature de cette convention, la Direccte a procédé au versement, courant octobre 2014, de l'acompte de la subvention tel que mentionné dans la convention de suivi.

En termes de bilan, la majorité des opérations cofinancées dans le cadre de cette opération ont été ou sont sur le point d'être clôturées (étude halles et marché, guides pratique et d'accessibilité au centre-ville, jalonnement dynamique des parkings). L'action relative à la signalétique interactive des commerces a été supprimée, et l'action chèques promotionnels-déplacements est encore active à ce jour.

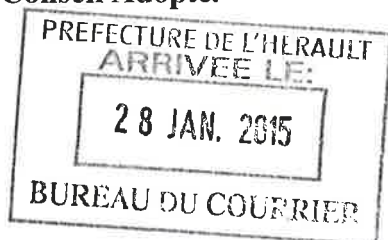
Cependant, le bilan 2012-2014 relatif au « dispositif d'aide à la requalification des devantures commerciales » s'avère décevant. En effet, durant cette période, seulement six commerçants ont pu requalifier leur devanture grâce aux subventions de la Ville et du Fisac. Au regard de ce constat, de nouvelles mesures sont à l'étude pour améliorer et relancer cette action.

Pour engager cette relance dans de bonnes conditions et en conservant l'aide actuelle du Fisac, il est soumis au présent avis du Conseil municipal, après acceptation de la Direccte, de solliciter la signature d'un avenant à la convention de suivi pour la prolonger d'une année, reportant sa date d'échéance au mois d'octobre 2015.

En conséquence il est demandé au Conseil municipal :

- d'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou l'Adjointe déléguée, à signer l'avenant de prolongation (pièce annexe n°2) de la convention de suivi pour le financement de la tranche 1 du Fisac ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou l'Adjointe déléguée, à signer tout autre document relatif à cette affaire.

Le Conseil Adopte.



Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

Publiée le : 23 janvier 2015

Séance publique du jeudi 22 janvier 2015

Convoqué le vendredi 16 janvier 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 22 janvier 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Jacques DOMERGUE, Alex LARUE, Patricia MIRALLES, Caroline NAVARRE.

Absents :

Clare HART.

Stationnement sur voirie Mise en oeuvre du paiement à distance

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de Montpellier a souhaité équiper l'ensemble de ses fonctionnaires relevant de la filière sécurité du nouveau système de verbalisation par voie électronique.

Ce dispositif agréé par l'Agence Nationale de Traitement Automatisé des Infractions (ANTAI) a pour vocation de sécuriser l'ensemble de la procédure dédiée à la gestion des procès-verbaux.

Il introduira la mise en place d'un nouveau moyen de paiement dans la gestion du stationnement sur voirie et apportera de nouvelles facilités au bénéfice des usagers.

En effet, ces derniers pourront désormais s'acquitter par internet, téléphone fixe ou mobile de leur redevance ou abonnement à distance. Les déplacements à l'horodateur ne seront donc plus indispensables.

En outre, il permettra à chaque usager de s'acquitter de manière précise du règlement du temps de stationnement souhaité,

Il conduira à terme, à la disparition partielle du ticket de stationnement car le contrôle traditionnellement assuré par les Agents de Surveillance de la Voie Publique, s'organisera de manière dématérialisée par l'interrogation d'une base centrale de paiement à partir des terminaux de chaque agent verbalisateur.

Dans cette perspective, il proposé aux différentes catégories d'abonnés du stationnement de bénéficier de ces nouvelles prestations en remplacement des modes de paiements existants (parcmètre individuel embarqué, carte oxygène résident, carte à gratter). Pour ce faire, le remboursement des formules de paiement en cours et/ou du matériel mis à leur disposition pourra s'organiser dans les conditions suivantes :

- **Pour les parcmètres individuels** : remboursement du matériel à hauteur de 20 € et du solde non utilisé ;
- **Pour la carte Oxygène résident** : remboursement du solde non utilisé ;
 - o Remboursement plafonné à 15 € pour les cartes défectueuses et pour lesquelles le solde n'est pas lisible ;
- **Pour les cartes à gratter** : remboursement du coût de deux cartes maximum.

La gestion de ces demandes de remboursement usagers sera assurée dans le cadre de l'actuel marché de gestion du stationnement sur voirie.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver le dispositif de remboursement proposé ;
- d'autoriser les remboursements sur les crédits inscrits au BP 2015 (nature 678/928 LC 11732) ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 23 janvier 2015

Séance publique du jeudi 22 janvier 2015

Convoqué le vendredi 16 janvier 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 22 janvier 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Jacques DOMERGUE, Alex LARUE, Patricia MIRALLES, Caroline NAVARRE,

Absents :

Clare HART.

Modification de la carte scolaire à la rentrée de septembre 2015

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

L'article 80 de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales impose au Maire de soumettre au Conseil Municipal les modifications concernant la carte scolaire.

Lors de l'inscription scolaire d'un enfant dans une école publique, désormais sous la responsabilité de la commune, les familles doivent se conformer à cette délibération et un certificat d'inscription leur est alors délivré.

Des modifications de la carte scolaire doivent être opérées pour la rentrée 2015 sur deux quartiers :

Port-Marianne sud

Après l'ouverture de l'école primaire Michel de l'Hospital en 2007 et de l'école primaire Chengdu, en septembre 2013, une 3^e école primaire André Malraux ouvrira en septembre 2015. Il est donc nécessaire de procéder à des ajustements sur la carte scolaire, afin d'équilibrer les effectifs dans les 3 écoles situées dans le quartier.

Cette école ouvrira partiellement dès la rentrée de septembre 2015 et accueillera tous les niveaux scolaires, de la petite section au CM2.

Ce rééquilibrage induira un transfert de classes vers l'école André Malraux depuis ses voisines, Michel de l'Hospital et Chengdu. Ainsi ces deux écoles récupéreront l'usage de certains locaux (salle de psychomotricité, salle informatique...), aujourd'hui utilisés en salle de classe, au bénéfice des élèves.

Madame la Directrice académique des services de l'Education nationale est informée de ces modifications qu'elle pourra accompagner, le moment venu, des évolutions de postes d'enseignants nécessaires.

Le périmètre de l'école Malraux intégrera une partie des logements livrés dans la ZAC Port Marianne et modifie le zonage actuel des écoles primaires Michel de l'Hospital et Chengdu.

Malbosc

Dans un souci constant de meilleure répartition des effectifs scolaires et de mixité sociale, le périmètre de l'école primaire François Mitterrand intègre désormais des rues précédemment rattachées au secteur nord des écoles Yourcenar/Rabelais.

Il est à noter que ces modifications de secteur ont été présentées aux parents d'élèves élus des groupes scolaires concernés.

Considérant :

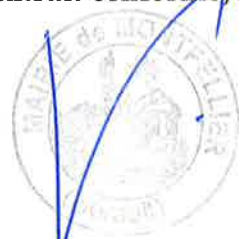
- que le redécoupage des périmètres scolaires s'impose dans deux secteurs : **Port Marianne** et **Malbosc** afin de rééquilibrer les effectifs scolaires.
- que l'ouverture de l'école primaire André Malraux en septembre 2015 nécessite la création d'un périmètre scolaire propre à cette école
- que le secteur de Malbosc nécessite un redécoupage des périmètres scolaires des écoles Yourcenar/Rabelais et Mitterrand pour une meilleure répartition des effectifs scolaires,

Après étude, il est demandé au Conseil Municipal :

- de valider les nouveaux secteurs scolaires présentés qui entreront en vigueur à la rentrée de septembre 2015
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut à Madame l'Adjointe au Maire déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 23 janvier 2015

Séance publique du jeudi 22 janvier 2015

Convoqué le vendredi 16 janvier 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 22 janvier 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Jacques DOMERGUE, Alex LARUE, Patricia MIRALLES, Caroline NAVARRE.

Absents :

Clare HART.

Mise à disposition de salles à titre gratuit dans les Maisons pour tous

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Les Maisons Pour tous de la Ville de Montpellier hébergent chaque année un nombre considérable d'associations.

Dans un souci d'homogénéisation du traitement de ces occupations, le Conseil Municipal du 25 juillet 2011 a validé des modèles de convention de mise à disposition permettant le traitement de toutes les situations (occupations ponctuelles ou annuelles).

Il est demandé aujourd'hui au Conseil municipal de bien vouloir se prononcer sur les aspects financiers liés à ces occupations.

Le Code général de la propriété des personnes publiques prévoit que toute occupation du domaine public donne lieu au paiement d'une redevance.

Le même texte prévoit cependant une exception en permettant que de telles occupations puissent être accordées gratuitement aux associations à but non lucratif qui concourent à la satisfaction d'un intérêt général.

Cette occupation à titre gratuit constitue toutefois une redevance en nature qui doit être valorisée à ce titre tant dans les comptes de l'association que dans le budget de la Ville.

Dans ce cadre, il est donc proposé au Conseil municipal de se prononcer sur les associations bénéficiaires de cette gratuité.

A cet effet, un tableau est joint en annexe décrivant le nom de l'association, le type de mise à disposition envisagée et le montant valorisable de celle-ci.

Cette gratuité se justifie à plusieurs titres :

- L'investissement bénévole de l'association dans la vie du quartier
- L'objet humanitaire, caritatif, citoyen de l'association ou son caractère d'intérêt général,
- La participation de l'association au projet de la Maison pour tous.

Pour cette saison 2014/2015, les Maisons pour tous de la Ville de Montpellier proposent donc d'ajouter aux précédentes validations:

- La mise à disposition annuelle de salle à titre gratuit à 1 association, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 270€

L'association concernée est:

MPT CHAMSON : BOSPHORE 270€

- La mise à disposition ponctuelle de salle à titre gratuit à 10 associations, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 1975€.

Les associations concernées sont :

MPT CHAMSON : ARFR 110€

MPT RICOME : BIEN VIVRE AU COURREAU ET AU PLAN CABANE 55€

MPT GUILLERME : AURAL 110€

MPT CAMUS : COOPERATIVE SCOLAIRE ECOLE G SIMENON 105€

MPT PAUL EMILE VICTOR : Cie Intermezzo 110€, APIEU 385€

MPT VOLTAIRE : RECREA SON 110€, CIE INTERMEZZO 110€

MPT VILLON : UFOLEP 550€, MILJAM 330€.

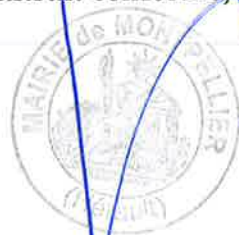
Le montant de la subvention en nature est calculé en fonction des tarifs appliqués dans les Maisons pour tous, tels que votés lors du Conseil municipal du 25 juillet 2011.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- D'approuver le tableau joint en annexe décrivant les associations bénéficiaires de mise à disposition de locaux à titre gratuit ;
- D'approuver la signature avec ces associations des conventions nécessaires selon les modèles approuvés lors de la séance du Conseil Municipal du 25 juillet 2011
- D'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 23 janvier 2015

Séance publique du jeudi 22 janvier 2015

Convoqué le vendredi 16 janvier 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 22 janvier 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Jacques DOMERGUE, Alex LARUE, Patricia MIRALLES, Caroline NAVARRE.

Absents :

Clare HART.

Convention cadre Ville de Montpellier / Caf de l'Hérault / Conseil général / Adages, pour l'expérimentation d'un Service d'Accueil Familial d'Insertion (S.A.F.I.)

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

L'avenant n°2 au Contrat Enfance Jeunesse 2011-2014 approuvé par Délibération du Conseil Municipal n°2014/401 du 02/10/14 a retenu le projet de création de 4 places au sein d'un Service d'Accueil Familial d'Insertion (SAFI), géré par l'association ADAGES, structure compétente dans le domaine de l'insertion.

Désireux d'offrir une avancée qualitative dans ce domaine, la Ville de Montpellier, la Caf, le Conseil Général et l'association Adages ont décidé de signer une convention pour expérimenter un tel service.

Ce service a pour objectif de proposer aux enfants des familles bénéficiaires du Rsa qui sont en parcours d'insertion professionnelle, un accueil en crèche familiale pendant une durée temporaire de 3 mois, renouvelable une fois, le temps de trouver un mode d'accueil en crèche collective. La durée de ce dispositif expérimental court jusqu'au 31 décembre 2015. Puis, dans le cadre du Contrat Enfance Jeunesse 2015-2018, sa reconduction annuelle sera conditionnée à une évaluation favorable de la part du comité de pilotage constitué par la Ville, la CAF et le Conseil Général.

Chacun des partenaires interviendra et accompagnera ces familles de la manière suivante :

- La Ville de Montpellier, conformément à l'avenant du n°2 du CEJ précité, s'engage à financer, d'une part, les 4 places du SAFI au moyen d'une prestation de service horaire et, d'autre part, une partie du poste de coordination au moyen d'une prestation forfaitaire actualisée annuellement. La Ville s'engage également à mobiliser dans les établissements municipaux les places nécessaires, à concurrence de 1 place pour 20 places d'accueil, soit environ 60 places au total, dans la mesure de ses disponibilités.

Ce dispositif vient compléter celui qui a été mis en place dans le cadre du protocole d'accord signé entre la Ville de Montpellier et la CAF de l'Hérault pour favoriser l'offre d'accueil des enfants des familles bénéficiaires du

RSA en parcours d'insertion sociale ou professionnelle prévu par la Délibération du Conseil Municipal n°2012/589 du 17/12/12.

-La Caf s'engage à la mise en œuvre et au pilotage du dispositif avec l'ensemble des différents partenaires et à accompagner financièrement le SAFI ainsi que la Ville de Montpellier à hauteur de 55% dans le cadre du CEJ.

-Le Conseil Général s'engage également à la mise en œuvre et au pilotage du dispositif avec l'ensemble des différents partenaires et à financer le SAFI dans le cadre de l'Apré (Aide personnalisée pour le retour à l'emploi).

-L'association Adages s'engage à assurer et organiser l'activité du SAFI et à rendre compte de l'activité aux instances d'évaluation pour la validation et la poursuite de l'expérimentation.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- D'approuver les termes de la convention pour l'expérimentation d'un Service d'Accueil Familial d'Insertion (SAFI) signée entre la Ville de Montpellier, la Caf, le Conseil Général et l'association Adages ;
- De prévoir la participation financière municipale du SAFI et d'imputer la dépense sur les crédits inscrits au budget de la Ville au chapitre 926.
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjointe déléguée à l'Enfance, à signer la convention ci-jointe, et tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 23 janvier 2015

Séance publique du jeudi 22 janvier 2015

Convoqué le vendredi 16 janvier 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 22 janvier 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Jacques DOMERGUE, Alex LARUE, Patricia MIRALLES, Caroline NAVARRE.

Absents :

Clare HART.

Conventions de partenariat Ville/Caisse d'Allocations Familiales/ Conseil Général pour le fonctionnement du service Relais d'Assistants Maternels « Antigone » et « Mosson »

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de Montpellier compte actuellement six Relais d'Assistants Maternels (RAM) qui regroupent plus de 966 assistantes maternelles indépendantes et offrent une capacité d'accueil pour environ 2 250 enfants. Ces relais ont un rôle d'information auprès des familles en recherche d'une assistante maternelle ainsi qu'un rôle d'animation pour les assistantes maternelles et d'accompagnement des parents dans une démarche de recherche d'un mode de garde en accueil familial.

Le financement du poste d'animatrice de chaque RAM et du fonctionnement de ces relais est assumé à la fois par la Ville, la Caisse d'Allocations Familiales et le Conseil Général dans le cadre d'un partenariat formalisé par une convention tripartite.

Arrivées à leur terme, il est proposé au Conseil Municipal de renouveler les conventions relatives au fonctionnement :

- du service Relais Assistants Maternels « Mosson » situé 476 avenue de Barcelone ;
- du service Relais Assistants Maternels « Antigone » situé 438 Boulevard Antigone.

Ces deux conventions seront reconduites expressément par période successive de 1 an pour une durée maximale de 4 ans sans que ce délai ne puisse excéder le 31 décembre 2019.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- D'approuver le renouvellement des deux conventions jointes en annexe,
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut Madame l'Adjointe Déléguée, à signer tous documents ou actes relatifs à cette affaire.

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 23 janvier 2015

Séance publique du jeudi 22 janvier 2015

Convoqué le vendredi 16 janvier 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 22 janvier 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Jacques DOMERGUE, Alex LARUE, Patricia MIRALLES, Caroline NAVARRE.

Absents :

Clare HART.

Lieux culturels Attribution de subventions à l'association La Vista - Théâtre de la Méditerranée Convention de partenariat Exercice 2015

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

L'association La Vista - Théâtre de la Méditerranée porte depuis quinze ans la même ambition : être un lieu ouvert à la diversité culturelle, à tous les publics, être un tremplin unique pour la création et la diffusion de spectacles vivants, un lieu de résidence d'artistes, d'accueil des écoles, de collaborations étroites avec les Maisons Pour Tous du quartier et, au-delà, un centre de découverte du spectacle et de son univers. Ce lieu est accessible aux montpelliérains et en particulier aux habitants du quartier Figuerolles dans lequel le théâtre est implanté.

Sur la saison 2013/2014 le théâtre a accueilli 19 631 spectateurs, pour les spectacles tout publics et jeune public dont 3 292 spectateurs sur le « Pass Vista ». 80% des spectacles présentés étaient des créations. La programmation du lieu s'articule autour de spectacles tout public et spectacles jeune public. Le lieu comprend ; une salle de spectacle et deux salles indépendantes mises à disposition pour des résidences, des répétitions, des stages et des ateliers. 12 compagnies ont été accueillies en résidence sur une durée de 356 jours. L'équipe comprend 6 salariés permanents sur différents temps de présence.

Ce lieu, totalement intégré dans la friche artistique de la cour Vergne, contribue par sa programmation et ses actions à tisser un lien indispensable entre les habitants et les artistes.

Désirant proposer à un large public l'accès à ses spectacles, le théâtre La Vista développe également à travers le « Pass Vista » une politique tarifaire exemplaire, un véritable projet d'insertion par la culture visant à créer du lien entre le théâtre, les artistes et les habitants des quartiers sensibles à travers trente-quatre structures socio-éducatives. Ainsi, grâce à la carte Vista, les habitants peuvent voir un spectacle pour 2 € seulement.

Pour la mise en œuvre de ces actions, l'association La Vista – Théâtre de la Méditerranée a sollicité une subvention de 60 000 euros en fonctionnement et une subvention de 18 000 euros en projet.

Présentation simplifiée du compte de Résultat 2013 et du budget Prévisionnel 2015 de l'association La Vista, théâtre de la Méditerranée.

Compte de résultat simplifié exercice 2013 et budget prévisionnel 2015					
Charges	CR 2013	BP 2015	Produits	CR 2013	BP 2015
Achats	12 925	16 700	Marge brute / Ventes	53 815	72 000
Services extérieurs	21 005	25 450	Autres produits	6 001	-
Autres services extérieurs	28 019	23 550			
Salaires et charges	166 353	157 800	Subventions		
Impôts et Taxes	2 478	2 400	DRAC et Préfecture	17 500	18 000
Dotations amortissements	14 393	7 300	Ville	65 000	88 400
Autres charges	-581	47 700	Région LR	33 000	36 000
-	-	-	Conseil Général	19 500	19 500
-	-	-	Préfecture ACSE	8 000	9 000
-	-	-	CAF	3 000	4 000
-	-	-	- TVA s/ Subventions	-22 653	- 700
-	-	-	Produits de gestion courante	2 717	400
-	-	-	Transferts de charges	33 086	24 100
-	-	-	Produits financiers et exceptionnels	15 120	9 500
Total	244 601	280 200	Total	234 086	280 200
			Bénéfice	-10 515	

En considération il est proposé d'attribuer à cette association une subvention de 12 500 euros pour son fonctionnement et de 3 750 euros pour le dispositif « Pass Vista » et de passer une convention de partenariat, jointe en annexe, avec ladite association. Le budget étant également joint en annexe.

Tableau d'attribution

Code association	Nom Association	Nature	Montant
4472	La Vista - Théâtre de la Méditerranée	F	12 500 €
4472	La Vista - Théâtre de la Méditerranée	P	3 750 €
		TOTAL	16 250 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1596, nature 6574, fonction 923

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver la convention de partenariat annexée à la présente délibération,
- de décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus pour un montant total de 16 250 euros, sous réserve de signature de la convention de partenariat ;
- de prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2015 de la Ville, Chapitre 923, nature 6574, LC 1596 ;
- d'autoriser Monsieur Le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,


Philippe SAUREL

Séance publique du jeudi 22 janvier 2015

Convoqué le vendredi 16 janvier 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 22 janvier 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Jacques DOMERGUE, Alex LARUE, Patricia MIRALLES, Caroline NAVARRE.

Absents :

Clare HART.

Lieux culturels Attribution d'une subvention à l'association Music Events Convention de partenariat Exercice 2015

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

L'association Music Events gère un lieu de fabrique culturelle en lien étroit avec la population gitane du quartier : La Chapelle Gély, une ancienne chapelle désacralisée implantée au cœur de la cité Gély.

Ce lieu de plus de 1000 m² a été acheté par la Ville au diocèse en 2007 pour un montant de 90 000 € et de 2007 à 2010 divers travaux ont été effectués pour un montant de 750 000 €.

Les locaux ont été mis à disposition de l'association Music Events à titre gracieux. La valorisation annuelle du lieu s'élève à 44 550 €.

La Chapelle Gély expérimente, depuis plusieurs années des configurations, des contenus servant la mise en lien entre spectateurs et artistes, habitants et lieu artistique d'avant-garde.

Elle développe de nombreuses activités artistiques de diffusion, de résidences d'artistes, de recherche et de création. Ses actions culturelles s'inscrivent dans la durée et sont un moyen de faire évoluer le quartier dans lequel elle est installée, la culture en lien avec son territoire et sa population étant un levier essentiel pour changer les comportements, pour dépasser les clivages et cultiver la mixité des cultures et le respect des différences.

Depuis le 1^{er} août 2014, l'association s'est dotée d'un nouveau bureau dont le principal objectif est de faire évoluer le projet tant dans son contenu artistique que dans son implication dans le territoire. Sous la présidence de Pierre Deniset et sous la direction artistique d'Etienne Schwarcz, le nouveau projet artistique de la Chapelle Gély s'inscrit sur une durée de 4 ans de 2013 à 2017.

La Chapelle Gély met le corps au centre de ses expériences artistiques et humaines, le "corps" comme outil, un paysage et un réceptacle pour celui qui imagine mais aussi celui qui est là et qui vit un moment construit et

partagé. Le spectacle est alors partagé au cœur d'un espace, les spectateurs construisent avec les créateurs l'événement, ce moment de vie engagé, ce temps inventé ensemble. La Chapelle s'inscrit dans un territoire qui doit inspirer une façon de concevoir et de créer.

Le lieu articule ses actions autour de 3 pôles :

- Musiques nomades
- Écritures sonores contemporaines
- Écritures numériques

Ces 3 pôles déclinent 3 projets de transmission :

- Projets éducatifs
- « Taktik » : projet éducatif innovant
- Projets de territoires

Pour mettre en œuvre ce projet, l'association Music Events qui emploie 9 salariés représentant 4 Équivalents Temps-Plein initie et accompagne différentes activités qui ont pour objectif de « dé-ghettoïser » ce quartier classé Zone Urbaine Sensible depuis 2009.

Elle mène également de manière importante des actions de médiation culturelle éducative portant sur l'environnement et la revalorisation des espaces verts en lien direct avec la population du quartier et des élèves de l'école primaire Frédéric Bazille et du collège Font-Carrade. En mobilisant les enfants du quartier il s'agit de lutter contre le vandalisme et de responsabiliser les habitants.

Considérant que les activités de l'association Music Events développées à La Chapelle Gély s'inscrivent pleinement dans la politique culturelle d'intégration de la Ville il est proposé d'attribuer à l'association Music Events une subvention pour le fonctionnement d'un montant de 20 000 euros et de passer une convention de partenariat, jointe en annexe, avec la dite association. Le budget prévisionnel du programme des activités 2015 est également joint en annexe.

Présentation des comptes simplifiés de l'association Music Events.

Compte de résultat simplifié exercice 2013 et budget prévisionnel 2015					
Charges			Produits		
	CR 2013	BP 2015		CR 2013	BP 2015
Achats	40 422	96 200	Produits exploitation	23 912	32 750
Services extérieurs	44 120	38 550	Subventions	167 888	272 850
Impôts et Taxes	4 194	7 300	<i>DRAC</i>	-	- 10 000
Salaires et charges	139 447	161 050	<i>Contrat de Ville</i>	-	5 700
Autres Charges	2 936	13 500	<i>Ville</i>	125 000	149 000
Charges de gestion	-	-	<i>Région</i>	17 488	21 000
Dotations aux amortissements	2 853	-	<i>CG34</i>	15 200	26 200
Charges exceptionnelles	18 018	-	<i>Agglo</i>	10 000	20 000
-	-	-	<i>Réserve parlementaire</i>		6 700
			<i>Caf</i>		5 000
			Autres subventions (fonds européens, Sacem,		40 250

			fondations, ASP CAE CUI et ASP Service Civique)		
-	-	-	Autres financements		
-	-	-	Produits financiers et exceptionnels	1 747	-
Total	252	361	Total	197	316
	350	600		186	600
Déficit :			-	-55 164	-

Contribution en nature

Mise à disposition des locaux Mairie « la Chapelle Gély » :
44 550 €

Tableau d'attribution

N° asso.	Association	Nature	Montant
2326	Music Events	F	20 000 €
	Total		20 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1596, nature 6574, fonction 923.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver la convention de partenariat annexée à la présente délibération ;
- de décider de l'affectation de la subvention telle que définie ci-dessus pour un montant de 20 000 euros, sous réserve de signature de la convention de partenariat ;
- de prélever cette somme sur les crédits inscrits au budget 2015 de la Ville, chapitre 923, nature 6574, LC 1596 ;
- D'approuver la mise à disposition des locaux précités qui constituent des aides en nature et dire que les montants valorisés de ces aides seront ainsi inscrits au titre de subventions dans le compte administratif de la Ville et dans les comptes de l'association ;
- d'autoriser Monsieur Le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 23 janvier 2015

Séance publique du jeudi 22 janvier 2015

Convoqué le vendredi 16 janvier 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 22 janvier 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Jacques DOMERGUE, Alex LARUE, Patricia MIRALLES, Caroline NAVARRE.

Absents :

Clare HART.

Culture et Patrimoine

Attribution d'une subvention à l'association Cœur de Livres

Exercice 2015

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

L'Association Cœur de Livres (ancienne « Comédie du livre, Littérature et Bande dessinée ») a pour but de promouvoir le livre et la pratique de la lecture sur le territoire de la ville de Montpellier, de réunir l'ensemble de la librairie indépendante et de lui servir de lieu de réflexion, d'organiser avec ces libraires des actions collectives de valorisation du rôle de ces acteurs essentiels de la chaîne du livre, de permettre la rencontre entre écrivains, professionnels du livre et les publics de la ville.

En 2010 et 2011, lors de la réforme de la manifestation Comédie du Livre entreprise par la Ville et l'association, cette dernière a vu ses objectifs, statuts et composition fortement modifiés : elle accueille désormais l'ensemble des librairies indépendantes, s'est ouverte à d'autres acteurs et professionnels du livre. Ses missions sur la Comédie du Livre ont été recentrées autour de la coordination de la librairie indépendante et de ses actions pendant la manifestation, la prise en charge des auteurs invités – hors littératures étrangères invitées – par chaque libraire et la participation, aux côtés de la Ville de Montpellier organisatrice, à la réflexion sur la programmation générale ; surtout, elle développe désormais à l'année des actions de médiation et de la valorisation de la lecture et du livre sur le territoire de la ville.

Elle est, à ce titre, une interlocutrice régulière du Centre National du Livre et de Languedoc-Roussillon Livre et Lecture, future Agence Régionale du Livre, de la Médiathèque départementale, du réseau des médiathèques de l'Agglomération. Elle bénéficie par ailleurs du soutien financier de l'État (Centre National du Livre + DRAC : 30 000 euros en 2014), de la Région Languedoc-Roussillon (44 545 euros en 2014) et du Conseil Général (2 000 euros).

Dans le cadre d'un partenariat avec la Ville de Montpellier, elle participe à l'organisation et la programmation de la Comédie du Livre.

Cette dernière, organisée par les services de la ville et financée par celle-ci, consiste en trois jours de rencontres littéraires permettant au public de découvrir une littérature étrangère ; elle favorise la rencontre entre écrivains et lecteurs montpelliérains et met en valeur le réseau des librairies indépendantes qui maille le territoire de la ville ; elle offre des moments de découverte de toutes les formes que revêt la création littéraire. La 30^{ème} édition se déroulera les 29, 30 et 31 mai 2015 sur l'Esplanade Charles-de-Gaulle et mettra à l'honneur les littératures ibériques.

Conformément à ses missions, Cœur de Livres apporte aide, assistance financière et assure un rôle de médiation auprès des librairies indépendantes, afin de permettre la venue d'auteurs pendant la Comédie du Livre et de favoriser ainsi leur rencontre avec les publics de la ville.

Pour préparer et compléter les trois jours sur la littérature contemporaine et les auteurs invités, l'association Cœur de Livres continue en 2015 à proposer au public montpelliérain, en amont de la manifestation, un cycle de rencontres mensuelles autour des grandes figures du patrimoine littéraire des pays invités : Les Rencontres Littéraires. Ces dernières doivent permettre au public montpelliérain de se familiariser avec les grands auteurs, les grandes œuvres, les courants littéraires qui ont inspiré les auteurs qui sont invités lors de la Comédie du livre. Pour cela, un écrivain, scénariste, dessinateur, poète... français est invité chaque mois à partager la passion et l'intérêt qu'il éprouve pour une grande figure littéraire des pays invités. La forme retenue est celle du dialogue, ou de la table ronde, et la médiation est assurée, la plupart du temps, par des enseignants de l'Université Montpellier 3.

Les rencontres auront lieu salle Pétrarque, mise à disposition à cette occasion par la Ville à l'association, ce qui correspond à une aide en nature de la Ville à hauteur de 3000 euros.

Le programme des Rencontres Littéraires du premier semestre 2015, autour des littératures ibériques, est le suivant :

- jeudi 22 janvier - autour de **Miguel de Cervantès** avec Olivier Weber (modération Jean-Marie Dinh)
- jeudi 26 février - autour de **José Saramago** avec Carmen Castillo (modération Dominique Aussenac)
- jeudi 26 mars - autour de **Luís de Camões** avec Sébastien Lapaque (modération Dominique Aussenac)
- jeudi 30 avril - autour de **Fernando Pessoa** avec Stanislas Grassian (modération Jean-Marie Dinh)
- vendredi 29 mai - autour de **Federico García Lorca** avec Serge Mestre (pendant la Comédie du livre - modération Dominique Aussenac)

Par ailleurs, l'association développe également à l'année, en concertation avec l'ensemble des librairies indépendantes basées sur le territoire de la ville, ainsi qu'avec des représentants des autres métiers du livre et de lecture publique, une programmation originale permettant la rencontre entre écrivains et publics les plus nombreux et divers possible : rencontres littéraires, actions de médiation auprès du jeune public et des scolaires, valorisation et programme de découverte des métiers et acteurs du livre, week-end de la librairie indépendante, journée de lectures littéraires.

Parce qu'elle juge importante la présence sur son territoire d'une association à même de coordonner les actions des librairies indépendantes et d'impulser avec elles une action collective autour de la présence du livre et de la rencontre entre écrivains et publics, la Ville de Montpellier continue à soutenir l'association *Cœur de Livres* et ses projets.

Pour cela elle met gracieusement à disposition de cette association des locaux situés à l'Hôtel de Varennes, 2, place Pétrarque, au premier étage, dont la valeur locative peut être estimée à 15 000 euros par an.

L'association Cœur de Livres a déposé une première demande de subvention de 80 000 euros pour son fonctionnement ; n° de dossier 002573.

Compte de résultat simplifié exercice 2013 et budget prévisionnel 2015					
Charges	CR 2013	BP 2015	Produits	CR 2013	BP 2015
Achats et services	101 598	113 509	Subventions	211 778	218 910
Salaires et Charges de personnel	106 219	105 200	DRAC	4 000	11 000
Impôts et Taxes	1 423	1 231	CNL	22 000	22 000
Autres Charges	4	80	Ville	104 500	126 900
Dotations amortissements	682	658	Région	47 000	45 000
Charges financières	43	3	Agglomération	-	0
Charges exceptionnelles	-	2	Conseil général	2 000	2 000
-	-	-	Offre culturelle (DRAC/Réus. Educ.)	-	0
-	-	-	Contrat aidé	14 889	0
-	-	-	Autres partenaires	17 389	12 010
-	-	-	Cotisations	825	825
			Autres produits	74	1 773
Totaux	209 969	220 683	Totaux	212 677	220 983
Excédent :	2 707	-	Perte :		

Mise à disposition annuelle des locaux situés à l'Hôtel de Varennes, 2 place Pétrarque : 15 000 euros.

Mise à disposition de la salle Pétrarque pour les 5 Rencontres Littéraires : 3 000 euros.

Considérant que le rôle joué par l'association Cœur de Livres auprès des librairies indépendantes est indispensable à la réussite de la manifestation « La Comédie du Livre » organisée et financée par la Ville, que ce rôle se joue dans le cadre d'un partenariat durable avec la Ville ; considérant aussi son rôle dans la construction collective d'une programmation – Comédie du Livre - qui contribue de manière décisive au rayonnement littéraire de la Ville de Montpellier ; considérant enfin que cette association, par les actions qu'elle porte à l'année sur le territoire de la ville - *Rencontres littéraires, Escapades en librairie, Raconte moi le livre, Lectures de traverse* - contribue fortement à la sensibilisation des publics – jeunes et scolaires en premier lieu – aux métiers du livre, au monde de l'écrit et de la création littéraire ; il est proposé d'attribuer à l'association Cœur de Livres une première subvention au titre de l'exercice 2015 de 40 000 euros pour son fonctionnement et de passer une convention de partenariat, jointe en annexe ainsi que le budget prévisionnel global 2015.

Tableau d'attribution

Code association	Nom Association	Nature	Montant
1876	Cœur de Livres	F	40 000 €
	TOTAL		40 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1596, nature 6574, fonction 923

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la convention de partenariat annexée à la présente délibération ;
- d'approuver la mise à disposition des locaux précités qui constituent une aide en nature et dire que le montant valorisé de cette aide sera ainsi inscrit au titre de subventions dans le compte administratif de la Ville et dans les comptes de l'association ;
- de décider de l'affectation de la subvention telle que définie ci-dessus, sous réserve de signature de la convention de partenariat ;
- de prélever cette somme sur les crédits inscrits au budget 2015 sur les imputations citées ci-dessus avec la nature 6574 pour un montant de 40 000 €;

- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 23 janvier 2015

Séance publique du jeudi 22 janvier 2015

Convoqué le vendredi 16 janvier 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 22 janvier 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Jacques DOMERGUE, Alex LARUE, Patricia MIRALLES, Caroline NAVARRE.

Absents :

Clare HART.

Projets et Structures Attribution de subvention à l'association Illusion et Macadam Exercice 2015

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Illusion et Macadam est une association de mutualisation de compétences culturelles et d'accompagnement à la structuration de projet artistique. Production et diffusion d'œuvres artistiques, production d'événements, information, ressource, ingénierie et conseil font partie de ses champs d'activités.

Pendant de nombreuses années elle accompagnée l'association « La méridionale des spectacles » pour la réalisation du Festival à 100%. C'est donc tout naturellement qu'elle s'est substitué dès 2014 à cette association quand il a été question de projeter ce festival vers une ambition et un professionnalisme renforcé. Dès 2014 elle devenue le producteur du « Festival Tropisme ».

Un festival atypique qui propose une programmation originale s'appuyant sur des artistes émergents tant au plan national qu'international et procure aux artistes locaux une excellente visibilité artistique. Outre la musique on y retrouve des installations vidéo contemporaines, des expositions, des performances, des ateliers, des conférences, des expérimentations culinaires et des workshops.

Cette manifestation qui assume ses partis pris « un festival qui pose des questions sur demain » rencontre un véritable succès auprès du public montpelliérain parmi lequel les étudiants et les jeunes actifs tiennent une place importante.

L'édition 2015 se déroulera du 24 février au 23 mars 2015. La plupart de la programmation se déroulera à la Panacée qui deviendra ainsi le lieu repéré de la manifestation. Celle-ci proposera également à un large public de la musique au Rockstore, au Black Sheep, au HTH.

Des « talks » se dérouleront interrogeant les professionnels sur les transformations qui redéfinissent le secteur culturel, en faisant le lien entre les différents acteurs de l'innovation et d'une économie sociale et culturelle.

Ce projet s'inscrit parfaitement dans la politique de la Ville en faveur des cultures urbaines et contemporaines, du développement des groupes musicaux et du soutien aux artistes émergeants.

Après, il est proposé aujourd'hui l'attribution de subventions en avance, en anticipant le vote du budget municipal, à une association au titre de son projet pour un montant de 40 000 €.

Code association	Nom de l'association	Nature	Montant
	Spectacle vivant - Musique		
4191	ILLUSION ET MACADAM	Projet	40 000 €
		TOTAL	40 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1596, nature 6574, fonction 923.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal:

- De décider de l'affectation de subvention à l'association Illusion et Macadam, sous réserve de signature de la convention type pour un projet;
- De prélever la somme sur les crédits inscrits au budget 2015 sur les imputations citées ci-dessus avec la nature 6574 pour la manifestation pour un montant total de 40 000 €
- D'approuver la convention type annexée à la présente délibération ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer ces conventions et tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 23 janvier 2015

Séance publique du jeudi 22 janvier 2015

Convoqué le vendredi 16 janvier 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 22 janvier 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Kanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Jacques DOMERGUE, Alex LARUE, Patricia MIRALLES, Caroline NAVARRE.

Absents :

Clare HART.

Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et l'association Le Lait sur le feu pour l'accueil de jeunes adolescents au Cinéma Nestor Burma

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre de sa politique culturelle, la Ville de Montpellier a rouvert au public le cinéma municipal Nestor Burma, dans le quartier de Celleneuve. Labellisé art et essai et jeune public, Nestor Burma est avant tout un équipement culturel de proximité, attractif pour les habitants de l'ouest montpellierain.

Selon la volonté de la municipalité, le Cinéma Nestor Burma porte une action forte en faveur de l'éducation à l'image et la sensibilisation des jeunes à l'art cinématographique.

A ce titre, un partenariat est proposé avec l'association Le Lait sur le Feu, afin de mettre en œuvre le projet Traces, soutenu par le dispositif national Passeurs d'Images et dont l'objectif est de proposer un programme d'activités pour un groupe de jeunes adolescents résidant au sein du quartier du Petit Bard et de La Pergola, afin de les sensibiliser à la création cinématographique. Ils bénéficieront à la fois d'une analyse des films projetés et d'une initiation aux métiers du cinéma. Les jeunes seront identifiés et accompagnés par l'association ESSOR, très active sur ce territoire.

Ainsi, deux projections seront proposées au sein du Cinéma Nestor Burma, suivies de rencontres avec des professionnels du cinéma et encadrant une semaine d'ateliers de création qui se dérouleront au sein de la Médiathèque d'Agglomération William Shakespeare. Le court métrage qui sera réalisé par les jeunes cinéastes sera programmé en ouverture de la seconde séance, permettant une présentation de leur travail à leur famille et au public de la salle.

Dans le cadre de ce projet, il est proposé que le Cinéma Municipal Nestor Burma s'implique fortement en proposant de :

- prendre en charge les copies des deux films projetés ;
- mettre à disposition l'Espace Claude Chabrol pour une intervention auprès des jeunes, faisant suite à la première projection au Cinéma Nestor Burma ;

- accueillir la seconde intervention à l'issue de la séance, en salle avec l'ensemble des spectateurs du cinéma, à l'occasion d'une séance publique un dimanche après-midi ;
- diffuser le court métrage réalisé par les jeunes, en amont de la seconde projection, accompagnée d'une présentation conjointe avec l'association Essor ;
- proposer une tarification préférentielle à savoir pour la première projection : 2,70 € par enfant et la gratuité pour les accompagnants ; pour la seconde projection : une exonération par enfant puisqu'ils seront présents en tant qu'apprenti réalisateur ;
- proposer une tarification préférentielle pour les familles qui souhaiteraient participer à la seconde projection soit 2,70 € ;
- mettre à disposition 1 place gratuite par enfant à l'issue de la seconde projection.

Ces rencontres se dérouleront entre la fin du mois de janvier 2015 et le début du mois de mars, et devrait permettre à 12 jeunes de 8 à 12 ans de s'initier aux métiers du cinéma.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver la convention de partenariat annexée à la présente délibération ;
- d'approuver la tarification spéciale prévue par la convention pour la réalisation de cette opération ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'adjoint délégué à signer cette convention et tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 23 janvier 2015

Séance publique du **jeudi 22 janvier 2015**

Convoqué le vendredi 16 janvier 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 22 janvier 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Jacques DOMERGUE, Alex LARUE, Patricia MIRALLES, Caroline NAVARRE.

Absents :

Clare HART.

Remboursement au Centre de Gestion de la Fonction Publique territoriale de l'Hérault des frais engagés pour l'organisation des sélections professionnelles

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La loi n° 2012-347 du 12 mars 2012 (loi « Sauvadet ») a mis en place un dispositif permettant à certains agents contractuels d'accéder à l'emploi titulaire par la voie de sélections professionnelles.

La Ville de Montpellier a fait le choix le plus favorable aux agents d'ouvrir l'ensemble des postes au titre de l'année 2013 afin de leur permettre de bénéficier au plus tôt de l'évolution de leur statut.

Toutefois la nomination était soumise, outre la sélection professionnelle, à l'aptitude physique.

L'un des agents pouvant accéder au cadre d'emplois d'auxiliaire de puériculture n'a pu être nommé en 2013 car ne remplissait pas cette condition. La Ville, par délibération du 17 février 2014, a ouvert un poste en 2014 pour lui permettre de se présenter à nouveau devant la commission de sélection professionnelle.

Par arrêté en date du 21 novembre 2014, Monsieur le Maire a en conséquence ouvert la session de sélection professionnelle pour le recrutement dans le grade d'auxiliaire de puériculture de 1^{ère} classe.

La commission d'évaluation professionnelle chargée d'auditionner le candidat est présidée par une personne qualifiée, désignée par le Président du Centre de Gestion de la fonction publique territoriale de l'Hérault (CDG 34).

La mission de la personne qualifiée ne s'inscrivant pas dans le cadre des missions obligatoires financées par la cotisation obligatoire des collectivités et établissements affiliés au CDG 34, la commune (l'établissement) organisateur de la sélection professionnelle doit rembourser au CDG 34 la rémunération et les frais de missions versés à la personne qualifiée.

Conformément à la délibération n° 2011-12-09-22 du 9 décembre 2011 du Conseil d'administration du CDG 34, la personne qualifiée président de la commission d'évaluation percevra, du CDG 34, une rémunération à la vacation selon le taux suivant :

- * 15,66 euros par audition d'un candidat ayant vocation à être titularisé dans un grade de catégorie C.

En conséquence il est proposé au Conseil Municipal :

- D'autoriser, à l'issue de la session de sélection professionnelle le remboursement au CDG 34 de la rémunération et des frais de missions liés à l'organisation de la sélection professionnelle.

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 23 janvier 2015

Séance publique du jeudi 22 janvier 2015

Convoqué le vendredi 16 janvier 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 22 janvier 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Jacques DOMERGUE, Alex LARUE, Patricia MIRALLES, Caroline NAVARRE.

Absents :

Clare HART.

Adhésion à la mission remplacement du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de l'Hérault

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Les services de la Ville doivent régulièrement faire face aux absences temporaires (congé maternité par exemple) et parfois imprévues (congé maladie ou accident de travail notamment) d'agents municipaux. La priorité est donnée au remplacement de celles-ci par les moyens internes, ou par la mise en oeuvre d'une organisation temporaire permettant d'y pallier.

Toutefois il est dans certains cas indispensable pour la collectivité, afin de garantir le bon fonctionnement des services, et comme l'y autorise la loi 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique territoriale, d'avoir recours à un remplacement temporaire par un agent non titulaire.

Le Centre de gestion de l'Hérault, en vertu de l'article 25 de la loi susvisée qui dispose que les centres de gestion "(...) peuvent mettre des agents à disposition des collectivités et établissements qui le demandent en vue d'assurer le remplacement d'agents momentanément indisponibles ou d'assurer des missions temporaires ou en cas de vacance d'un emploi qui ne peut être immédiatement pourvu.", propose une mission de remplacement qui a pour objectif de pallier ponctuellement les absences de personnel d'une collectivité territoriale en mettant à sa disposition des agents qualifiés pour une durée déterminée.

Aussi, afin d'optimiser les chances de pouvoir recourir à un profil adapté et qualifié pour assurer le remplacement indispensable de certaines absences, il est proposé d'adhérer par convention à cette mission de remplacement proposée par le CDG 34.

Il est à noter que dans ce cadre:

- La collectivité aura le choix pour chaque remplacement qu'elle souhaite effectuer de recourir au non à ce service (l'adhésion n'implique pas d'obligation de passer par ce biais pour tout remplacement qui serait mis en oeuvre)

- La collectivité n'a pas d'obligation de retenir l'un des candidats proposés par le CDG 34 même quand elle a décidé d'y faire appel pour un remplacement, et garde la faculté de recruter par ses propres moyens un candidat de son choix.

Dans les cas où la collectivité déciderait de recourir au service et de retenir l'un des candidats proposés par le CDG 34, ce dernier recruterait par contrat l'agent qui serait mis à disposition de la collectivité.

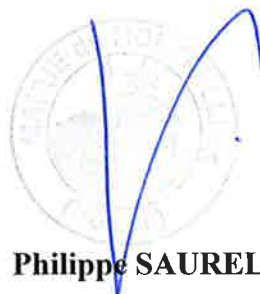
La collectivité rembourserait au CDG 34 le traitement brut chargé de l'agent, et le cas échéant les frais de déplacement, de restauration ou d'hébergement accordés, et verserait au titre de participation aux frais de gestion de la convention une somme égale à 6 % des salaires bruts versés.

Il est conséquence proposé au Conseil Municipal:

- D'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention d'adhésion à la mission de remplacement du centre de gestion de la fonction publique territoriale de l'Hérault telle que jointe en annexe;
- D'inscrire les dépenses correspondantes au budget du personnel.

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 23 janvier 2015

Séance publique du jeudi 22 janvier 2015

Convoqué le vendredi 16 janvier 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 22 janvier 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Jacques DOMERGUE, Alex LARUE, Patricia MIRALLES, Caroline NAVARRE.

Absents :

Clare HART.

Renouvellement mise à disposition de deux agents de catégorie C auprès du Groupement d'Intérêt Public (GIP)

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le Groupement d'Intérêt public (GIP) pour le développement social et urbain de l'agglomération de Montpellier a été prorogé par délibération de son Assemblée Générale réunie le 27 août 2014 pour la période du 01/01/2015 au 31/12/2016.

Les missions principales du GIP sont pour cette nouvelle période:

- L'élaboration du nouveau contrat de ville en étroite liaison avec l'Agglomération, devenue Métropole au 1er janvier 2015 et l'ensemble des partenaires.
- L'accompagnement à la finalisation des trois projets de renouvellement urbain
- La production de connaissances sur les territoires
- L'organisation, la mise en œuvre et le suivi de l'appel à projets du Contrat de ville

Il est proposé de renouveler la mise à disposition auprès du GIP de deux agents à temps complet de catégorie C afin d'assurer :

- Le secrétariat, l'accueil et l'assistance à la direction pour la gestion du GIP
- Le secrétariat et le suivi administratif spécifique des dossiers suivis dans le cadre de l'appel à projet annuel CUCS

Conformément aux dispositions générales relatives au régime de la mise à disposition, et notamment l'article 61-1 de la Loi n°84-53 du 26 janvier 1984, la mise à disposition donne lieu à remboursement.

La mise à disposition prendra fin le 31/12/2016. Le renouvellement de cette mise à disposition pourra être soumis à délibération.

Il est demandé en conséquence au Conseil Municipal :

- D'approuver le renouvellement de la mise à disposition auprès du GIP de deux agents de catégorie C à temps plein et ce jusqu'au 31/12/2016
- D'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention relative à cette mise à disposition.
- D'inscrire les dépenses correspondantes au budget de la Ville.

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 23 janvier 2015

Séance publique du jeudi 22 janvier 2015

Convoqué le vendredi 16 janvier 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 22 janvier 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Jacques DOMERGUE, Alex LARUE, Patricia MIRALLES, Caroline NAVARRE.

Absents :

Clare HART.

Protection fonctionnelle des agents et élus de la Ville

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Aux termes de l'article 11 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, les agents publics, titulaires ou non titulaires, peuvent bénéficier de la protection fonctionnelle.

Cette protection bénéficie également aux élus conformément aux articles L. 2123-34 et L. 2123-35 du code général des collectivités territoriales.

Cette protection peut leur être octroyée par l'administration dans trois hypothèses :

- Lorsque l'agent ou l'élu est victime d'atteinte à son honneur et à son intégrité en raison de ses fonctions (menace, violence, voie de fait, injure, diffamation, outrage) ;
- Lorsque l'agent ou l'élu est poursuivi civilement par un tiers pour faute de service et que le conflit d'attribution n'a pas été élevé ;
- Lorsque l'agent ou l'élu est poursuivi pénalement pour faute de service.

L'agent ou l'élu qui souhaite bénéficier de la protection fonctionnelle doit en faire la demande par écrit à l'autorité territoriale en donnant tous les éléments d'information et justificatifs concernant les faits et les circonstances motivant cette demande.

L'octroi de la protection fonctionnelle par la commune de MONTPELLIER se traduit, outre une assistance de l'agent, par la mise en œuvre de différents moyens :

- Prise en charge des honoraires d'avocat utiles à la défense de la victime en cas de poursuites judiciaires engagées ainsi que les frais annexes de procédure, sur justificatifs ;
- Prise en charge des dommages et intérêts alloués à la victime sur la base de la décision juridictionnelle définitive (la collectivité se retournant ensuite contre l'auteur du dommage pour recouvrer les condamnations proposées), ainsi que les condamnations civiles.

En cas de préjudice subi par la commune, celle-ci pourra également se constituer partie civile (recouvrement des frais liés aux accidents de service notamment).

La protection fonctionnelle accordée n'est pas inconditionnelle. Il appartient à la collectivité de pouvoir apprécier jusqu'à quel point elle apporte son soutien. Ainsi, la prise en charge n'est accordée que jusqu'à la date où la juridiction initialement saisie des faits se sera prononcée.

Toute poursuite de la procédure au-delà de cette étape qui pourrait être souhaitée par la victime, donnera lieu à une nouvelle demande de protection afin de permettre à la collectivité de pouvoir apprécier si sa prise en charge est toujours fondée.


Le Conseil municipal étant compétent, il lui est demandé de se prononcer sur les demandes de protection fonctionnelle telles que précisées dans l'annexe à la présente délibération.

Il est donc proposé au Conseil Municipal :

- D'approuver l'octroi de la protection fonctionnelle dans les modalités ci-dessus évoquées aux élus et agents, et pour les faits tels que désignés dans la pièce annexée à la présente délibération ;
- D'approuver notamment à ce titre les prises en charge financières découlant de cette protection : frais de justice et de représentation, pris en charge des condamnations civiles ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou son adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire ;
- De dire que les dépenses relatives à cette affaire seront prélevées sur les crédits inscrits au budget de la collectivité nature fonction : 6227-920 200.

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 23 janvier 2015

Séance publique du jeudi 22 janvier 2015

Convoqué le vendredi 16 janvier 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 22 janvier 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Jacques DOMERGUE, Alex LARUE, Patricia MIRALLES, Caroline NAVARRE.

Absents :

Clare HART.

TARIFS 2015 Complément et précision

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de Montpellier dans sa délibération du 18 décembre 2014 a validé une évolution de 0% des tarifs du stationnement voirie. Cette mesure traduit un volontarisme de l'équipe municipale en terme de modération tarifaire.

De plus, afin de moderniser le paiement du stationnement sur voirie aux usagers, la Ville déploiera en 2015 le paiement dématérialisé (via Pay by Phone). Ce nouveau système de paiement du stationnement sur voirie permettra aux usagers de bénéficier du confort, s'ils le souhaitent, de régler leur stationnement via leur mobile. Ce service de base se fait à coût constant pour l'utilisateur.

Les usagers faisant le choix d'utiliser ce service à valeur ajoutée pourront optionnellement demander un service supplémentaire qui consiste en l'envoi d'un SMS d'alerte avant la fin du temps de stationnement programmé.

Le tarif de ce service optionnel est :

Service optionnel	Tarif TTC 2015
Envoi d'un SMS pour prévenir de la fin du temps de stationnement programmé	0.15 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'adopter le tarif proposé.

- De préciser que celui-ci sera applicable dès que la présente délibération sera exécutoire,
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 23 janvier 2015

Séance publique du jeudi 22 janvier 2015

Convoqué le vendredi 16 janvier 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 22 janvier 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Jacques DOMERGUE, Alex LARUE, Patricia MIRALLES, Caroline NAVARRE.

Absents :

Clare HART.

Attributions de subventions - Exercice 2015

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire.

Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don. Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant les tableaux ci-dessous.

Dans le cadre de la réussite éducative :

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
6031	COOPERATIVE SCOLAIRE ECOLE VICTOR HUGO	Classes découvertes	CLASSE DE NEIGE	6 670 €
6002	USEP MALBOSC (ECOLE RABELAIS)	Classes découvertes	CLASSE DE NEIGE	5 750 €
6004	COOPERATIVE SCOLAIRE ECOLE JULES SIMON	Classes découvertes	SEJOUR DECOUVERTE A RODEZ	1 980 €
6004	COOPERATIVE SCOLAIRE ECOLE JULES SIMON	Classes découvertes	MULTIPLE FACETTES DU PATRIMOINE	936 €
6004	COOPERATIVE SCOLAIRE ECOLE JULES SIMON	Classes découvertes	CLASSE EQUESTRE	2 430 €
6004	COOPERATIVE SCOLAIRE ECOLE JULES SIMON	Offres culturelles	DANSE AUTOUR DES OEUVRES DE SOULAGES	480 €
525	ASSOCIATION ECOLE	Classes	CLASSE VERTE	8 000 €

	ELEMENTAIRE LEOPOLD- SEDAR-SENGHOR MONTPELLIER	découvertes		
551	OFFICE CENTRAL DE LA COOPERATION A L'ECOLE DE L'HERAULT	Classes découvertes		134 023 €
551	OFFICE CENTRAL DE LA COOPERATION A L'ECOLE DE L'HERAULT	Offres culturelles		49 284 €
5608	OCCE YOURCENAR	Projet	ACHATS VELOS, TRICYCLES...	1 960 €
5272	OCCE ECOLE TERESA	Projet	FRUIT A LA RECRE	1 440 €
TOTAL				212 953 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1495, nature 6574, fonction 922

Dans le cadre de la culture :

Code	Structure	Type	Montant
4527	INSTITUT EURO-MEDITERRANEEN UNIVERSITAIRE MAIMONIDE	Fonctionnement	20 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1596, nature 6574, fonction 923

Dans le cadre de partenariats :

Afin de permettre à certains de nos partenaires d'assurer la continuité de leurs activités et le financement de leurs charges de personnel, il est proposé de leur attribuer une première subvention pour l'exercice 2015.

Code	Structure	Type	Montant
5072	ASSOCIATION DE GESTION DE LA MAISON DE MONTPELLIER A HEIDELBERG	Fonctionnement	25 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1350, nature 6574, fonction 920

4301	AGENCE LOCALE DE L'ENERGIE DE MONTPELLIER	Fonctionnement	47 500 €
------	--	----------------	----------

Les crédits seront prélevés sur la ligne 13256, nature 6574, fonction 920

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des conventions ou des lettres d'engagement;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2015 sur les imputations citées ci-dessus, pour un montant de 305 453 € ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Séance publique du jeudi 22 janvier 2015

Convoqué le vendredi 16 janvier 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 22 janvier 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Jacques DOMERGUE, Alex LARUE, Patricia MIRALLES, Caroline NAVARRE.

Absents :

Clare HART.

Utilisation de la plateforme OpenData de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de Montpellier a ouvert son portail de Données Ouvertes (Open Data) en Juin 2011 ; ce site publie à ce jour plus de 113 jeux de données relatives à l'espace public, aux infrastructures, aux services et aux décisions municipales.

L'agglomération de Montpellier a pour sa part ouvert une plateforme OpenData en Juillet 2012, qu'elle met à disposition des communes membres.

Afin de garantir la cohérence des données disponibles sur le territoire, la ville souhaite proposer l'accès à ses données par le biais de cette plateforme.

La convention proposée établit les conditions d'utilisation par la Ville de Montpellier de la plateforme Open Data de Montpellier Méditerranée Métropole.

Il est proposé au conseil municipal :

- de donner son accord sur l'utilisation par la Ville de Montpellier de la plateforme Open Data de Montpellier Méditerranée Métropole,
- d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer la convention et tout document relatif à cette affaire avec la collectivité susnommée.

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL



Séance publique du jeudi 22 janvier 2015

Convoqué le vendredi 16 janvier 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 22 janvier 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Jacques DOMERGUE, Alex LARUE, Patricia MIRALLES, Caroline NAVARRE.

Absents :

Clare HART.

Convention de servitudes au profit d'ERDF - Extension EFFIA STATIONNEMENT -parking Marché aux Fleurs - Place des Martyrs de la Résistance

Par décret en date du 23 décembre 2014, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a été transformée en Montpellier Méditerranée Métropole à compter du 1er janvier 2015.

Cette création a eu pour effet le transfert de la compétence relative à l'Aménagement de l'espace métropolitain détenue par la Ville de Montpellier à son établissement public de coopération intercommunale.

Néanmoins, par convention conclue avec Montpellier Méditerranée Métropole, la commune de Montpellier assure de manière transitoire du 1er janvier 2015 au 31 décembre 2015, toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors et qui relèvent désormais de Montpellier Méditerranée Métropole.

La Commune intervient donc à l'affaire objet de la présente délibération au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole.

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre de l'aménagement du réseau existant, E.R.D.F. (Electricité Réseau Distribution France) doit restructurer le réseau électrique.

Ces travaux amènent à envisager le passage d'un câble réseau en souterrain, ainsi que la pose d'un coffret de sectionnement afin d'alimenter le futur tarif jaune prévu au niveau -3 du parking du Marché aux Fleurs.

Par conséquent, E.R.D.F. propose à la Ville une convention de servitudes.

Cette convention sera enregistrée à la Conservation des Hypothèques par le notaire de la société E.R.D.F., à ses frais.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal, au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole de bien vouloir :

- D'autoriser la Ville à signer une convention de servitudes avec E.R.D.F. pour la propriété située place des Martyrs de la Résistance, moyennant une indemnité forfaitaire de 50 euros ;
- De dire que ladite convention sera enregistrée à la Conservation des Hypothèques par le notaire de la société E.R.D.F., à ses frais ;
- D'imputer la recette au budget de la Ville ;
- D'autoriser monsieur le Maire, ou à défaut, l'adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil Adopte.

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,
Agissant au nom et pour le compte
de Montpellier Méditerranée Métropole**



Philippe SAUREL

Publiée le : 23 janvier 2015

Séance publique du jeudi 22 janvier 2015

Convoqué le vendredi 16 janvier 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 22 janvier 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Jacques DOMERGUE, Alex LARUE, Patricia MIRALLES, Caroline NAVARRE.

Absents :

Clare HART.

Convention constitutive de groupement de commandes Commune de Montpellier- Montpellier Méditerranée Métropole – Centre Communal d'Action Sociale Marché de communication institutionnelle

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par décret 2014-1605 du 23 décembre 2014 Montpellier Méditerranée Métropole est créée à compter du 1^{er} janvier 2015, suite à la transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Cette transformation entraîne un important transfert de compétences notamment en matière de voirie, d'espaces publics dédiés et de politique de la ville et d'urbanisme. Elle renforce les interactions entre les projets menés par la structure intercommunale et les municipalités, notamment concernant la Ville Centre.

Cette évolution nécessite de développer une réflexion commune en matière de stratégie de communication entre la ville de Montpellier et la Métropole.

Il est donc souhaitable, dans un souci d'harmonisation et de rationalisation, notamment financière mais aussi de lisibilité et de cohérence des actions de communication de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole de mettre en place un groupement de commandes pour la passation d'un marché de communication institutionnelle.

Il est également souhaitable de prévoir la participation à ce groupement du Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier, établissement public communal en charge de l'action sociale, afin notamment de faciliter la complémentarité des actions de communication entre les différentes personnes morales et les politiques publiques portées par chacune d'entre elles à destination de la population montpelliéraine. Le CCAS de Montpellier assure en effet sur le territoire de la ville centre un rôle important d'aide et d'accompagnement social qui interagit avec les actions menées par la municipalité et les politiques qui sont portées et seront développées par Montpellier Méditerranée Métropole notamment en matière de logement, de politique de la ville, d'insertion par l'économique.

Un projet de convention constitutive, jointe à la présente, a été élaboré à cet effet.

Ce projet prévoit la désignation de Montpellier Méditerranée Métropole comme coordonnatrice du groupement.

A ce titre, elle sera chargée de conduire la procédure de passation du marché.

En outre, c'est sa Commission d'Appel d'Offres qui attribuera le marché sur la base d'une analyse concertée entre les membres du groupement des candidatures et offres présentées par les entreprises.

Après signature et notification du marché par la Métropole, chaque membre du groupement en suivra l'exécution pour la part le concernant.

Ce marché portera sur la communication institutionnelle. Il se composera de deux lots :

Lot 1 : communication de développement.

L'objectif est d'apporter aux territoires des membres du groupement, notamment dans le contexte de Métropolisation, une visibilité et une cohérence susceptibles d'en faire un pôle fort de rayonnement et d'attractivité à la fois au niveau local mais surtout national et international. La communication sur le développement des territoires doit se construire prioritairement à partir d'une vision extensive des six axes stratégiques de la métropole :

- Santé,
- Numérique,
- Transports/mobilité,
- Tourisme,
- Agro-écologie et alimentation,
- Culture, patrimoine et égalité des chances.

La communication axée sur le développement devra prendre en compte les grandes tendances d'évolution de la société : métropolisation, périurbanisation, vieillissement, solidarité, ...

Lot 2 : communication de proximité.

L'objectif est de conserver et de renforcer, dans le cadre des lignes directrices établies par le titulaire du lot 1, un lien fort avec les usagers et les habitants des territoires de la Ville de Montpellier, du CCAS de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole.

La communication de proximité s'entend comme la communication des services proposés à la population : logement, eau, assainissement, écoles, solidarité, transport de proximité, propreté, sécurité...

Elle intègre également les enjeux de démocratie locale.

Son périmètre sera avant tout local.

Pour chacun des 2 lots la prestation portera sur la définition d'une stratégie de communication à la fois sur le long terme et pour des manifestations et projets dédiés, la rédaction, la conception voire l'animation de tous supports de communication (affiches, médias papiers, vidéo, internet...).

Le marché alloti prendra la forme d'un marché à bons de commandes sans minimum ni maximum, à l'issue d'une procédure d'appel d'offres restreinte.

Sa durée sera de un an, reconductible trois fois.

Pour les 2 lots Les besoins estimés de la Ville et de Montpellier Méditerranée Métropole s sont chacun estimés à 600 000 euros H.T. annuel soit 2 400 0000 euros H.T. sur la durée totale du marché chacun.

Les besoins estimés du CCAS de Montpellier s'élèvent à 35 000 euros HT annuel

L'estimation globale des besoins du groupement commande s'élève donc à 1 235 000 HT annuel.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le principe d'un groupement de commande avec Montpellier Méditerranée Métropole et le Centre Communal d'Action Sociale pour la passation d'un marché de communication institutionnelle ;
- D'approuver la convention constitutive dudit groupement telle que jointe en annexe à la présente ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut, toute personne ayant délégation pour le faire, à signer cette convention ;
- D'autoriser d'ores et déjà la signature par le représentant de Montpellier Méditerranée Métropole du marché tel que décrit dans la présente délibération au nom de l'ensemble des membres du groupement.

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 23 janvier 2015

Séance publique du jeudi 22 janvier 2015

Convoqué le vendredi 16 janvier 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 22 janvier 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Jacques DOMERGUE, Alex LARUE, Patricia MIRALLES, Caroline NAVARRE.

Absents :

Clare HART.

Ecole maternelle Anne Frank - Désignation d'un nouveau représentant

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Conformément à l'article 17 du décret n° 90-788 du 06 septembre 1990, le Maire ou son représentant, ainsi qu'un conseiller municipal désigné par le Conseil municipal, sont amenés à siéger au sein des conseils d'écoles des établissements scolaires publics de premier degré de la commune.

Lors du Conseil Municipal du 22 mai 2014, la Ville de Montpellier a désigné Mme Marie-Hélène SANTARELLI pour la représenter au sein du Conseil d'Ecole de l'école maternelle Anne Frank.

Madame SANTARELLI souhaitant être remplacée au sein de cette instance, il convient d'y désigner un nouveau représentant.

A été élu :

- Pascal KRZYZANSKI

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Recueil des Actes Administratifs

Décisions

**Rapportées en séance du Conseil municipal
Du 22 janvier 2015**

Communication

**Article L 2122-22 et L 2122-23 du
 Code Général des Collectivités Territoriales :**

En application de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, le maire doit rendre compte des décisions à chacune des réunions obligatoires du conseil municipal. Cette communication ne donne pas lieu à un débat. L'ensemble des décisions, et leurs annexes, sont consultables auprès du Secrétariat Général – Service de l'Assemblée.

**Numéro de
 la décision**
Synthèse de la décision

2014/0406	D'étendre la mission initiale confiée à l'agence A. Garcia-Diaz à l'étude de l'aménagement de l'avenue Augustin Fliche, au vu de la programmation d'un nouvel équipement universitaire, dans le cadre du marché ordinaire de prestation intellectuelle n°3C0346 833 1 « Mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la requalification et la création d'un espace public ». Le présent avenant s'élève à 19 560,00 € HT.
2014/0407	Marché de prestations de maintenance multi technique des installations du parc zoologique de Montpellier attribué à la société SPIE pour un montant annuel de 62620.42 € HT
2014/0408	De conclure un marché avec l'entreprise Signaux Girod pour des travaux de signalisation verticale sur la ville pour un montant total compris entre 600 000 € et 2 000 000 € HT
2014/0412	<p>D'attribuer le marché pour l'achat de fournitures hôtelières :</p> <ul style="list-style-type: none"> - lot n°1 (achat de vaisselle traditionnelle) à la société PROEQUIP pour un montant total de commandes avec minimum de 20 000 € HT et sans maximum - lot n°2 (achat de vaisselle jetable) à la société FIRST DIPALCENPAC pour un montant total de commandes avec minimum de 40 000.00 € HT et sans maximum - lot n°3 (achat de barquettes gastronomiques) à la société RESCASET CONCEPT pour un montant total de commandes avec minimum de 100 000.00 € HT et sans maximum . <p>Ce sont des marchés uniques conclus pour une période d'exécution allant de la notification du marché au 31 décembre 2015, pour une durée maximale de reconduction de trois ans.</p>
2014/0413	D'attribuer le marché pour l'achat de fourniture, entretien et maintenance des matériels de protection incendie à la société SLMI pour un montant total de commandes avec minimum de 100 000 € et sans maximum. C'est un marché unique conclu pour une période d'exécution allant de la date de notification au 31 décembre 2015, pour une durée maximale de reconduction de trois ans à compter de la date de notification.
2014/0414	D'attribuer le marché de service à bons de commande avec un minimum de 3 250,00 Euros H.T. et un maximum de 18 000,00 Euros H.T. sur une durée de 12 mois portant sur la médiation de proximité et urbaine à l'association de Médiation Pénale Montpelliéraine.
2014/0415	Passation d'un avenant n°1 au marché « Zoo de Lunaret – Zone technique : Mission de contrôleur technique L + S + HAND + LE + HYS » avec la société QUALICONSLT afin de lui confier des missions LP + Sei. Le montant de cet avenant s'élève à 3170 € HT.
2014/0416	Depuis de nombreuses années la Ville adhère au Club de la Presse. Il est proposé de confirmer notre adhésion pour l'exercice 2014, pour un montant de 2000 €.
2014/0417	D'approuver l'attribution du marché de service d'assurance dommages aux biens et risques annexes à la Compagnie SMACL.

2014/0418	Il y a lieu de procéder à un MAPA, afin de choisir un prestataire pour participer au sommet économique "Santé" qui se tiendra au Corum le 2 décembre 2014 réunissant les acteurs économiques et institutionnels régionaux. La municipalité est désireuse de contribuer à favoriser les échanges et les coopérations entre les régions pour anticiper et faire face aux enjeux et mutations auxquels les entreprises et les collectivités auront à faire face, c'est pourquoi, à la suite d'une procédure de marché sans publicité ni mise en concurrence, et conformément à l'article 28 du code des Marchés Publics, la société Ecopresse qui a présenté une offre économiquement avantageuse a été retenue, pour un montant de 15 000 € HT.			
2014/0419	Marché relatif à l'achat de denrées alimentaires pour la Cuisine Centrale des Restaurants Scolaires pour une durée d'un an reconductible trois fois. Marché composé de 17 lots faisant chacun l'objet d'un marché séparé.			
	N° et nom d lot	Montant Mini H.T. en €/an	Montant Maxi H.T. en €/an	Nom du candidat retenu
	Lot 1 : Pâtisseries salées cuites fraîches	15 000,00	60 000,00	Pierre Clot/Alpes Frais
	Lot 2 : Pâtisseries salées cuites surgelées	32 000,00	128 000,00	ID Services
	Lot 3 : Pâtisseries sucrées cuites fraîches	12 000,00	48 000,00	ID Services
	Lot 4 : Pâtisseries sucrées cuites surgelées	15 000,00	60 000,00	Pomona Passion Froid
	Lot 5 : Charcuteries	20 000,00	80 000,00	Brake (Variante)
	Lot 6 : Viandes surgelées	40 000,00	160 000,00	Pomona Passion Froid (Variante)
	Lot 7 : Steaks hachés de bœuf cuits surgelés	28 000,00	112 000,00	Davigel
	Lot 8 : Viandes cuites sous vide basse température	60 000,00	240 000,00	Pomona Passion Froid
	Lot 9 : viandes fraîches sous vide	96 000,00	384 000,00	Pomona Passion Froid (Base)
	Lot10 : viandes fraîches de taureau sous vide	4 000,00	16 000,00	Pomona Passion Froid
	Lot 11 : Poissons surgelés	95 000,00	380 000,00	Pomona Passion Froid (Base)
	Lot 12 : Brandade de morue fraîche	7 500,00	30 000,00	Pomona Terrazur
	Lot 13 : Pommes de terre stérilisées 5ème gamme	4 000,00	16 000,00	Brake
	Lot 14 : Légumes 4ème gamme	45 000,00	180 000,00	Pomona Terrazur
	Lot 15 : Légumes surgelés	55 750,00	223 000,00	Pomona Passion Froid
	Lot 16 : Légumes surgelés composés cuits	10 500,00	42 000,00	Brake
	Lot 17 : Produits déshydratés	12 000,00	48 000,00	Cap Traiteur (Base)
		TOTAL estimation (année 1) HT €	551 750,00	2 207 000,00
	TOTAL estimation (sur la durée du marché) HT €	2 207 000,00	8 828 000,00	
2014/0420	De conclure un avenant au marché « Futur parking Nouveau Saint Roch » ayant pour but de modifier les conditions d'exécution de la dernière phase (Analyse et choix du futur prestataire en charge de la gestion du parking) d'un montant de 4050 € HT et de prolonger son délai d'exécution compte tenu de plusieurs modifications imprévisibles lors du lancement du marché.			
2014/0421	D'attribuer à la société PAGES - ODM le marché à bons de commande relatif au récolement et à la cartographie du réseau de régulation du trafic, pour un montant annuel minimum de 10 000 € HT et un montant annuel maximum de 80 000 € HT.			
2014/0422	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans			

	l'affaire Ville c/ Société LE PETIT MERLE SNC
2014/0423	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Madame Marguerite CLEMENTE
2014/0424	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ M. PAULET (RESTAURANT ART MANGO)
2014/0425	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Madame Céline GENTILHOMME
2014/0426	D'exercer le droit de préemption, sur la propriété TISSOT située 5 rue de la Cavallade, cadastrée section SK 9p de 5.765 m ² , pour un montant de 1.580.000 € plus 60.000 € de commission d'agence.
2014/0427	De confirmer notre adhésion aux organismes suivants : ADULLACT (4500 €) et Association Open Data France (800 €) pour l'année 2015.
2014/0428	D'attribuer le marché fournitures de produits horticoles pour une durée de un an renouvelable 3 fois aux entreprises suivantes : <ul style="list-style-type: none"> - lot 1 "amendements et substrats horticoles" ARTERRIS pour un montant annuel maxi de 50 000 € HT - lot 2 "engrais et produits phytosanitaires" TOUCHAT pour un montant annuel maxi de 40 000 € HT - lot 3 "engrais et produits phytosanitaires pour terrains de sports" TOUCHAT pour un montant maxi de 30 000 € HT - lot 4 "produits phytosanitaires et fournitures diverses en production viticole" TOUCHAT pour un montant maxi de 40 000 € HT
2014/0429	Le Crédit Agricole demande la modification d'une condition non essentielle (délai notification Remboursement Anticipé Provisoire) de ses contrats de manière à les rendre éligibles à un dispositif de traitement mis en oeuvre par la Banque de France sous l'égide de la Banque Centrale Européenne. Cette modification a un impact mineur sur la gestion de la trésorerie et ne remet pas en cause l'intérêt initial des contrats dont les caractéristiques essentielles sont maintenues.
2014/0430	La marge appliquée sur ce contrat de prêt, négocié lors de la crise de liquidité, est apparue élevée au regard des conditions financières actuelles de marché et de la qualité de signature de la ville. Une négociation a été entreprise avec le Crédit Agricole qui a accepté de la revoir à la baisse de 80 points (150 points de base au lieu de 230). La durée résiduelle de l'emprunt est ramenée de 27 ans à 20 ans. Cette nouvelle durée est conforme au plan d'amortissement technique des investissements financés par ce contrat et permet de réduire les intérêts payés au global par la Ville.
2014/0431	Conclusion d'un avenant n°1 au marché concernant le groupement d'entreprises EUROVIA MEDITERRANEE / RAZEL-BEC / SOGEA SUD / CITEOS TRAVESSET pour les travaux avenue du Professeur Blayac – Réaménagement en boulevard urbain.
2014/0433	D'attribuer le marché «Services de communications électroniques » à la société Orange pour un montant total maximum sur la durée du marché de 3 200 000 € HT pour le lot 1, SFR 960 000 € HT pour le lot 3, Orange 280 000 € HT pour le lot 4, et une durée de 2 ans tacitement reconductible une fois pour une durée identique.
2014/0434	De conclure un marché pour l'abonnement à une base de données juridiques en ligne et notamment l'accès aux publications des juristes, à destination des élus et agents des directions et services de la Ville de Montpellier avec la Société LEXIS NEXIS pour un montant de 17 653 € HT.
2014/0435	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ SCI VALPARAISO
2014/0436	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ GIRARDI Simone (SARL LAS RAMBLAS)
2014/0437	D'attribuer le marché "l'achat de matériel de sport" : <ul style="list-style-type: none"> - lot n°1 (petit matériel de sport) à la société CASAL SPOR pour un montant total de commandes sans minimum et sans maximum de 120 000 € HT - lot n°2 (gros matériel de sport) à la société CASAL SPORT pour un montant total de commandes sans minimum et sans maximum de 70 000.00 € HT

	<ul style="list-style-type: none"> - lot n°4 (matériel de traçage) à la société TEISSIER SPORT pour un montant total de commandes sans minimum et sans maximum de 6 000.00 € HT. - Aucune offre n'a été proposée concernant le lot n°3, il sera donc déclaré sans suite. <p>Ce sont des marchés uniques conclus pour une période d'exécution initiale allant de la date de la notification du marché au 31 décembre 2015. Le marché peut être reconduit par période successive de 1 an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans (2016 - 2017 - 2018).</p>
2014/0438	Il s'agit d'autoriser la vente de 2 places amodiées pour un montant de 7 470 euros T.T.C. et pour une durée de 10 ans dans le parking Foch-Préfecture/ Marché aux Fleurs.
2014/0439	De conclure un avenant n°2 du marché de Modernisation du système d'alerte crue d'un montant de 71644 € HT.
2014/0440	D'attribuer le marché "l'Achat de vêtements de Ville" à la société ESCASSUT pour un montant de commandes sans minimum et avec un maximum de 30 000.00 € HT. C'est un marché unique conclus avec un opérateur économique pour une durée de 6 mois à compter de la notification du marché.
2014/0442	Pour faciliter l'encaissement des recettes des loyers et des charges des Halles de la ville, il convient de créer une régie de recettes.
2014/0443	Reconduction, pour l'année 2014, de l'adhésion à l'association Clic Maill'âge, pour un montant de 59 870 €.
2014/0444	D'attribuer le marché "l'Achat de rayonnages et cloisons, dépôt ateliers municipaux GAROSUD, Direction Culture et Patrimoine" à la société GLIOZZO MANUTENTION pour un montant total de 28 875 € HT. C'est un marché unique dont la durée d'exécution se confond avec celle de l'exécution du bon de commande.
2014/0445	Par une décision n°2014/0092 du 20 mars 2014 le Marché pour la réalisation d'un diagnostic et la mise en place d'un Conventionnement avec FIPHFP a été attribué au Cabinet Arthur Hunt Consulting. Aujourd'hui ce Cabinet a changé de raison sociale, la modification ne concernant pas la dénomination sociale qui demeure identique soit ARTHUR HUNT CONSULTING mais le numéro d'immatriculation au registre tel que précisé sur l'extrait Kbis annexé à la présente.
2014/0446	La ville souhaite remplacer dans son contrat de maintenance du logiciel droit de cités le module "traducteur majic III" par la prestation de reprise annuelle des fichiers de la Direction Générale des Finances Publiques par le prestataire la société OPERIS dans un souci de plus grande sécurité. Cette modification ne modifie pas le montant annuel du contrat de maintenance.
2014/0447	Décision rectificative abrogeant et remplaçant la décision n°2014/0339 suite à une erreur matérielle (erreur de frappe sur le n° de marché : AB0157 au lieu de 4B0157).
2014/0449	Marché public : scénographie, création graphique et maquettage de catalogue de la Comédie du Livre 2015 à Madame Aurélie TORRE, pour un montant de 30500 € HT.
2014/0450	Résiliation du marché de fourniture de mâts d'éclairage public type tramway attribué à TECHNILUM pour motif d'intérêt général.
2014/0451	Signature du contrat de co-accueil avec l'association Montpellier Danse dans le cadre de la saison 2014-2015 du Théâtre Jean Vilar.
2014/0453	Attribution d'un second avenant au marché relatif à la mission d'accompagnement de la Ville de Montpellier pour la préparation et la mise ne œuvre du PEDT d'un montant de 4 800 € HT.
2015/0001	<p>D'attribuer le marché "l'achat de matériel professionnel de cuisine et électroménager blanc et brun" :</p> <ul style="list-style-type: none"> - lot n°1 à la société SOCAMEL Technologie pour un montant total de commandes de 30 000 € HT, - lot n°2 à la société SALAGER SERRA pour un montant total de 40 000.00 € HT, - lot n°3 à la société SALAGER SERRA pour un montant total de 30 000.00 € HT. - Le lot n°4 a été déclaré infructueux et sera relancé sous forme d'un marché négocié. <p>Ce sont des marchés uniques conclus pour une première période d'exécution allant jusqu'au 31/12/2015 pour une durée maximale de reconduction de trois ans (2016 - 2017 - 2018).</p>
2015/0002	<p>D'attribuer le marché " l'achat de matériel de plomberie - chauffage - arrosage " :</p> <ul style="list-style-type: none"> - lot n°1 à la société LORANS pour un montant total de commandes de 135 000 € HT, - lot n°2 à la société BAURES pour un montant total de commandes de 90 000.00 € HT, - lot n°3 à la société GEA DELBAG pour un montant total de commandes de 20 000.00 €

	<p>HT,</p> <ul style="list-style-type: none"> - lot n°4 à la société AURETEC pour un montant total de commandes de 70 000.00 € HT, - lot n°5 à la société SOMAIR GERVAT pour un montant total de commandes de 70 000.00 € HT. - Le lot n°6 a été déclaré infructueux et sera relancé sous forme d'un marché négocié. <p>Ce sont des marchés uniques conclus pour une première période d'exécution allant jusqu'au 31/12/2015 pour une durée maximale de reconduction de trois ans (2016 - 2017 - 2018). Ce marché est passé pour le groupement de commandes entre la Ville de Montpellier, les communes de Castelnau-le-Lez, Jacou, Pérols, Pignan, Villeneuve-les -Maguelone, le CCAS de Montpellier et la Communauté d'Agglomération de Montpellier, dans les conditions prévues par la convention dudit groupement.</p>
2015/0003	D'exercer le droit de préemption sur la propriété de Madame Nicole ALLEGRE située 16 rue Adam de Craponne, cadastrée section HW 688, pour un montant de 130.500 € plus 12.750 € de commission d'agence.
2015/0004	Lors d'une patrouille de surveillance sur le cours Gambetta afin de dissuader l'installation de vendeurs à la sauvette, Mme BENDALI a été agressée verbalement et Mr CAYE a été agressé physiquement. Mr CAYE a subi un traumatisme du membre supérieur gauche sans ITT. Compte tenu de la mission d'ordre public confiée à Mme BENDALI et à Mr CAYE, et de la gravité des faits, Mr le Maire a décidé d'accorder à ces agents la Protection Fonctionnelle et d'autoriser l'avocat de la Ville à défendre leurs intérêts ainsi que ceux de la Ville, devant toute juridiction.

**Marché ordinaire de prestation intellectuelle
n°3C0346 833 1**
**Mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la
requalification et la création d'un espace public**
**Extension de mission – Etude d'aménagement de
l'avenue Augustin Fliche**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2014/1351/T/R en date du 29 avril 2014 donnant délégation de signature à Madame Stéphanie JANNIN, Adjointe au Maire ;
- Vu la décision d'attribution en date du 02 août 2013 attribuant le marché n° 3C0346 833 1 à l'agence A. Garcia-Diaz ;

Considérant :

- Qu'il est nécessaire d'engager une étude d'aménagement sur l'espace public bordant l'avenue Augustin Fliche, au vu de la programmation d'un nouvel équipement universitaire, plus précisément d'une résidence étudiante par le CROUS de Montpellier, cet espace public ayant notamment été identifié dans le dossier de candidature du projet CAMPUS de la ville de Montpellier et dans les études pré-opérationnelles afférentes de 2011 qui comprend 4 sites sur la Ville de Montpellier.
Afin de réussir l'insertion et l'intégration urbaine et d'établir un rapport cohérent, entre cette future résidence étudiante et l'espace public existant (qui est vieillissant et mal aménagé), notamment en terme de fonctionnalité urbaine, de paysagement, de nivellement, il est donc nécessaire de réaliser une étude d'aménagement et de requalification de cet espace public.
- Que cette étude permettra de définir l'aménagement de ce site situé au droit de l'avenue Augustin Fliche, au sud et dans la continuité de la place Eugène Bataillon, et contribuera donc à l'insertion urbaine et au bon fonctionnement de ces logements universitaires.
- Qu'il convient aujourd'hui de confier par avenant cette étude complémentaire à l'Agence Garcia-Diaz , qui est titulaire du marché initial portant sur les études d'aménagement et de requalification des espaces publics de CAMPUS sur les 4 sites, pour un montant initial de 99 460,00 € HT.
- Que le présent avenant relatif à l'aménagement et à la requalification de l'espace public au droit de l'avenue Augustin Fliche, s'élève à 19 560,00 € HT, soit une augmentation de 19,66 % par rapport au montant initial du marché.

Décide en conséquence :

- Que la mission initiale confiée à l'agence A. Garcia Diaz est étendue à l'étude de l'aménagement de l'avenue Augustin Fliche ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou l'adjoint délégué à signer l'avenant n°1 au marché ordinaire de prestation intellectuelle n°3C0346 833 1.

Montpellier, le 18/12/2014

Madame la Première Adjointe
Stéphanie JANNIN

Publiée le : 19/12/2014
Notifiée le :

Marché de prestations de maintenance multi technique des installations du parc zoologique de Montpellier

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu le Code des Marchés Publics et en particulier l'article 28 ;
- Vu l'arrêté n° 2014/1344/T/R du 29 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Christophe Cour, Adjoint au Maire, délégué à l'Ecologie Urbaine ;

Considérant :

- Que la maintenance préventive, corrective et évolutive des installations du zoo de Montpellier est indispensable à la sécurité et au bien-être des animaux, du personnel et du public, ainsi qu'au bon fonctionnement du site,
- Que le parc zoologique n'est pas en mesure d'effectuer cette maintenance par ses propres moyens ;
- Qu'il est nécessaire de confier à un prestataire extérieur la réalisation des prestations de maintenance multi technique des installations du parc zoologique de Lunaret ;
- Qu'en conséquence, un marché public de services a été lancé, conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics, sous la référence 4D044 ;
- Qu'il ressort du rapport d'analyse des offres que SPIE a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;

Décide en conséquence :

- L'offre de SPIE SUD OUEST - PA Marcel Dassault - 170 rue Henri Farman - BP 70339 - 34435 SAINT JEAN DE VEDAS CEDEX est retenue, pour un montant annuel de 62620.42 euros décomposé comme suit :
 - Maintenance courante (Décomposition du Prix Global et Forfaitaire) : 47980.42 euros HT par an ;
 - Prestations ponctuelles (Bordereau de Prix Unitaires) : 14640 euros HT par an.
- La dépense sera imputée sur le budget de la Ville de Montpellier – Direction Parc Darwin - Nature 2031 - Fonction 823 - Ligne de crédit 2297 ;
- La durée du marché est d'une année à compter de la notification, il peut être reconduit par périodes successives de 1 an, pour une durée maximale de reconduction de 3 ans.
- Monsieur le Maire, ou à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué, est autorisé à signer le marché avec l'entreprise titulaire et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;
- Monsieur le Directeur Général des Services par intérim et Monsieur le Précepteur de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision ;

- La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montpellier – 3 Rue Pitot – 34000 Montpellier

Montpellier, le 10/12/2014

Monsieur l'Adjoint délégué
Christophe COUR

Publiée le : 11/12/2014

Notifiée le :



**MARCHE PUBLIC n°4D0020
TRAVAUX DE SIGNALISATION VERTICALE**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté de délégation n° 2014/1718 du 2 Juin 2014, donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE , Adjoint Délégué ;

Considérant :

- Qu'il est nécessaire de procéder à la passation d'un marché de travaux de signalisation verticale sur la commune de Montpellier ;
- Qu'une consultation a été lancée le 14/08/2014, selon une procédure adaptée, conformément aux articles 28-1 et 77 du Code des marchés Publics sous la forme d'un marché à bons de commande pour une durée initiale de 1 an, qui pourra être reconduite par périodes successives de 1 an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans ;
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants:
 - Valeur technique de l'offre au regard du SOPAQ (Schéma d'Organisation du Plan d'Assurance Qualité (60%)
 - Prix des prestations (40%) ;
- Que la commission d'appel d'offres dans un avis rendu dans sa séance du 25 Novembre 2014 a considéré l'offre de l'entreprise SIGNAUX GIROD GRAND SUD comme étant l'offre économiquement la plus avantageuse ;

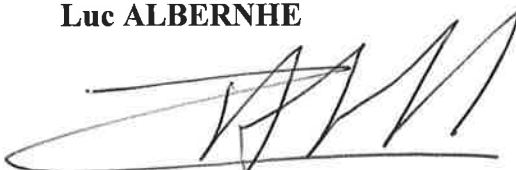
Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché 4D0020 à l'entreprise SIGNAUX GIROD GRAND SUD pour un montant total compris entre un minimum de 600 000 € H.T. et un maximum de 2 000 000 € H.T. ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de la ville pour ce qui concerne les bons de commande émis par la Ville ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'adjoint Délégué à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec l'entreprise retenue.

Montpellier, le 12/12/2014

**Monsieur l'Adjoint délégué
Luc ALBERNHE**

**Publiée le : 15/12/2014
Notifiée le :**



**Attribution d'un marché public en appel d'offres
ouvert pour l'achat de fournitures hôtelières
(4D0039)**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n° 2014/1341/T/R du 29 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Adjoint délégué ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à l'achat de fournitures hôtelières (4D0039) pour les services de la ville.
- Qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 33 3° alinéa 57 à 59 et, 77-1, marchés à bons de commandes avec minimum, (lot n°1 : 20 000 € HT, lot n°2 : 40 000 € HT et lot n°3 : 100 000€ HT) et sans maximum) du Code des Marchés Publics sous la forme d'un marché (N°4D0039), en date du 04 septembre 2014. Le marché est conclu pour une durée initiale allant de la notification du marché au 31 décembre 2015. Le marché peut être reconduit par période successive de un an pour une durée maximale de reconduction de trois ans (2016 – 2017 – 2018).
- Les critères d'analyse pour le jugement des offres du lot n°1 (vaisselle traditionnelle) étaient les suivants : le prix des prestations pour 60% et la valeur technique pour 40%.
- Que la commission d'appel d'offres, dans la séance du 02 décembre 2014, a attribué le marché à la société **PROEQUIP**, route de la Foire 34 470 PEROLS pour le lot n°1, ayant proposé une offre jugée économiquement avantageuse au regard de l'ensemble des critères d'analyse.
- Les critères d'analyse pour le jugement des offres du lot n°2 (vaisselle jetable) étaient les suivants : le prix des prestations pour 60% et la valeur technique pour 40%.
- Que la commission d'appel d'offres, dans la séance du 02 décembre 2014, a attribué le marché à la société **FIRST DIPAL**, 281 avenue du Marché Gare 34 070 MONTPELLIER, pour le lot n°2, ayant proposé une offre jugée économiquement avantageuse au regard de l'ensemble des critères d'analyse.
- Les critères d'analyse pour le jugement des offres du lot n°3 (barquettes gastronomes) étaient les suivants : le prix des prestations pour 60% et la valeur technique pour 40%.
- Que la commission d'appel d'offres, dans la séance du 02 décembre 2014, a attribué le marché à la société **RESCASET CONCEPT**, 2521 route de Tram 38 690 Colombes pour le lot n°3, ayant proposé une offre jugée économiquement avantageuse au regard de l'ensemble des critères d'analyse.

Décide en conséquence :

- D'autoriser la signature du marché « achat de fournitures hôtelières (4D0039) précité :

- A la société PROEQUIP pour le lot n°1 (pour une estimation annuelle de commandes de 40 000 € HT).

- A la société FIRST DIPAL pour le lot n°2 (pour une estimation annuelle de commandes de 90 000 € HT).

- A la société RESCASET CONCEPT pour le lot n°3 (pour une estimation annuelle de commandes de 150 000 € HT).

- De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement, natures 60628 et 60632 et le sur budget investissement 2188, tous chapitres.

- D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec les entreprises retenues par la commission d'appel d'offres,

Montpellier, le 10/12/2014

Monsieur l'Adjoint délégué
Max LEVITA

Publiée le : 11/12/2014

Notifiée le :



**Attribution d'un marché public en appel d'offres
ouvert pour l'achat de fourniture, entretien et
maintenance des matériels de protection incendie
(4D0035)**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n° 2014/1341/T/R du 29 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Adjoint délégué ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à l'achat de fourniture, entretien et maintenance des matériels de protection incendie pour les services de la ville.
- Qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 33 3° alinéa 57 à 59 et, 77-1 (marchés à bons de commandes avec un minimum de 100 000 € HT et sans maximum) du Code des Marchés Publics sous la forme d'un marché (N°4D0035), en date du 09 septembre 2014. C'est un marché unique conclu pour une période d'exécution allant de la date de notification au 31 décembre 2015, pour une durée maximale de reconduction de trois ans (2016-2017-2018).
- Les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient les suivants : le prix des prestations pour 40% et la valeur technique pour 60%.
- Que la commission d'appel d'offres, dans la séance du 02 décembre 2014, a attribué le marché à la société SLMI, ZAE de la Biste, 27 rue Charles Gide 34 670 BAILLARGUES, ayant proposé l'offre jugée économiquement la plus avantageuse au regard de l'ensemble des critères d'analyse.

Décide en conséquence :

- D'autoriser la signature du marché « achat de fourniture, entretien et maintenance des matériels de protection incendie précité :
 - A la société SLMI (pour une estimation annuelle de commandes de 235 000 € HT).
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement, natures 60628, 60632 et 6156 et sur le budget investissement, nature 2188 tous chapitres.
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec l'entreprise retenue par la commission d'appel d'offres,

Montpellier, le 10/12/2014

Monsieur l'Adjoint délégué
Max LEVITA

Publiée le : 11/12/2014
Notifiée le :

**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée concernant un marché de services pour la
Médiation de Proximité et Urbaine entre la Ville de
Montpellier et l'Association de Médiation Pénale
Montpelliéraine
Autorisation de signer le Marché**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n° 2014/1361 du 29 avril 2014 donnant délégation de signature à Madame Marie-Hélène SANTARELLI, adjointe déléguée à la sécurité.

Considérant :

- Qu'il y a lieu de confier à l'Association de Médiation Montpelliéraine un marché de services à bons de commande portant sur la médiation de proximité et urbaine ;
- Qu'en application de l'article 28.II du code des Marchés Publics, le Pouvoir Adjudicateur passe ce marché immatriculé 4B0195 sans publicité ni mise en concurrence préalables avec l'Association de Médiation Montpelliéraine sise 10 avenue de Lodève - 34070 Montpellier ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché de services précité à bons de commande avec un minimum de 3 250,00 Euros H.T. (Trois mille deux cent cinquante Euros H.T.), et un montant maximum de 18 000,00 Euros H.T. (Dix huit mille Euros H.T.) à l'Association de Médiation Montpelliéraine sur une durée de 12 mois à compter de la notification.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2015 de la Direction de la Réglementation et de la Tranquillité Publique - Chapitre 925 - Fonction 208 - Nature 6226 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjointe Déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 10/12/2014

Madame l'Adjointe déléguée
Marie-Hélène SANTARELLI

Publiée le : 11/12/2014

Notifiée le :

Zoo de Lunaret – Zone technique
Mission de contrôleur technique
Avenant n° 1

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;

Vu la décision n° 2013/0322 du 15 novembre 2013 « Zoo de Lunaret – Zone technique : Mission de contrôleur technique L + S + HAND + LE + HYS » ;

- Vu le rapport d'avenant n° 1 ;
- Vu le projet d'avenant n° 1 ;

Considérant :

- Que la Ville a souhaité mettre en conformité la zone technique du zoo au regard des différentes réglementations qui s'y appliquent ;
- Que dans ce cadre, à la suite d'une consultation (marché public à procédure adaptée n° 3B0773), une mission de contrôle technique pour des missions L + S + HAND + LE + HYS a été confiée à la société QUALICONSLT, pour un montant de 31 800 € H.T. ;
- Que suite à la mise en demeure de la DDPP de prendre des mesures de sécurité structurelles et fonctionnelles sur l'enclos des guépards, il convient de confier au contrôleur technique de l'opération des missions LP + Sei ;

Décide en conséquence :

- La passation d'un avenant n°1 au marché « Zoo de Lunaret – Zone technique : Mission de contrôleur technique L + S + HAND + LE + HYS » avec la société QUALICONSLT afin de lui confier des missions LP + Sei.
Le montant de cet avenant s'élève à 3 170 € HT.
- La dépense sera imputée sur le budget 2014 de la ville de Montpellier – Direction Parc Darwin : Nature : 2031 - Fonction : 908232.
- Monsieur le Maire, ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué, est autorisé à signer cet avenant avec l'entreprise titulaire et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.
- Monsieur le Directeur général des services de la Ville par intérim et Monsieur le Percepteur de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.
- La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montpellier – 3 rue Pitot, 34000 MONTPELLIER.

Montpellier, le 23/12/2014

Monsieur l'Adjoint délégué
Christophe COUR

Publiée le : 26/12/2014
Notifiée le :

Cotisation au Club de la Presse pour l'année 2014

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2014/1341/T/R du 30 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, adjoint délégué ;

Considérant :

Depuis de nombreuses années la Ville adhère au Club de la Presse. Il est proposé de confirmer notre adhésion pour l'exercice 2014, Chapitre 920 Nature 6281 pour un montant prévisionnel de 2000 €.

Décide en conséquence :

- D'accepter le versement de la cotisation au Club de la Presse ;
- De prélever le montant de la dépense d'un montant total de 2 000 € sur les crédits inscrits au budget 2014 de la Ville au chapitre 920 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Montpellier, le 11/12/2014

**Monsieur l'Adjoint délégué
Max LEVITA**



Publiée le : 12/12/2014
Notifiée le :



ASSURANCE
Marché public pour la souscription d'assurance
dommages aux biens et risques annexes
Autorisation de signer le marché

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2014/135 du 24 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, adjoint délégué ;

Considérant :

- Que le contrat d'assurance dommages aux biens et risques annexes arrive à échéance le 31 décembre 2014 ;
- Qu'il y a lieu de mettre en concurrence les compagnies d'assurance en application du code des marchés publics afin d'être garanti à cette échéance ;
- Qu'une procédure d'appel d'offres a été lancée le 25 août 2014 conformément aux articles 33, 57, 58 et 59 du code des marchés publics pour un marché d'une durée de 5 ans ;
- Que l'appel d'offres prévoyait en offre de base une franchise de 10 % avec un minimum de 2 000 € et un maximum de 5 000 €, en prestation alternative n°1 une franchise de 10 000 € et en prestation alternative n°2 une franchise de 50 000 € ;
- Que l'appel d'offres prévoyait en prestation supplémentaire éventuelle n°1 la garantie dégâts des eaux, n°2 la garantie vol/vandalisme, n°3 la garantie bris de glace et n°4 l'assurance hôtel de Ville avec une augmentation de la LCI de 49 900 000 € à 90 000 000 €
- Que les critères d'analyse étaient les suivants :

Nature et étendue des garanties (50%)

Tarification (30%)

Modalités et procédures de gestion des dossiers (20 %)

- Que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 25 novembre 2014 a attribué le marché à la Compagnie SMACL 141 avenue Salvador Allende 79031 Niort cedex 9 dont l'offre était économiquement avantageuse.

Décide en conséquence :

- D'approuver l'attribution du marché de service d'assurance dommages aux biens et risques annexes à la Compagnie SMACL pour une prime annuelle de 433 076,01 € HT pour les garanties :

- ❖ Prestation alternative n°1 franchise 10 000 € : taux de prime de 0.80 € HT/m² soit 380 416,01 € HT + 15 660,00 € HT risques techniques parking Hôtel de Ville ;
- ❖ Prestation supplémentaire éventuelle n°4 « assurance de l'Hôtel de Ville » pour une prime de 37 004,81 € HT.

- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'adjoint délégué à signer tous les documents ou actes relatifs à ce marché ;

- De prélever les montants de la dépense sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction 616-920 200.

Montpellier, le 18/12/2014

Monsieur l'Adjoint délégué
Max LEVITA



Publiée le : 19/12/2014

Notifiée le :

**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée en vue de participer au sommet économique
"Santé"**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté 2014/1341/T/R ; du 29/04/ 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA ;

Considérant :

- Que la société Ecopresse organise un sommet économique « Santé » qui se tiendra au Corum le mardi 2 décembre 2014, réunissant les acteurs économiques et institutionnels régionaux ;
- Que la ville de Montpellier est désireuse d'y participer pour des raisons d'intérêt local afin de contribuer à favoriser les échanges et les coopérations entre les régions pour faire face aux enjeux et mutations auxquels les entreprises et les collectivités ont à faire face ;
- Qu'à la suite d'une procédure de marché sans publicité ni mise en concurrence, et conformément à l'article 28 du code des Marchés Publics, la société Ecopresse a présenté une offre économiquement avantageuse concernant : la présence de notre logo sur l'ensemble des supports de communication de la manifestation, la distribution de nos documents dans les malles remises aux congressistes, la promotion sur le site dédié au sommet+ relais sur les réseaux sociaux+ newsletter du Sommet Promotion presse, une page de pub dans le numéro de décembre/janvier, une page de pub dans le programme officiel, 15 invitations à la conférence et au cocktail dînatoire ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à la société Ecopresse pour un montant de 15 000 € HT ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement, chapitre 929.

Montpellier, le

11/12/2014

Publiée le : 12/12/2014

Notifiée le :

MAX LEVITA

**MARCHE PUBLIC - Cuisine Centrale des
Restaurants Scolaires - Achat de denrées alimentaires -
Marché sur Appel d'Offres n° 4D00451300**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n° 2014/1346 en date du 29 avril 2014 donnant délégation de signature à Madame Isabelle MARSALA, adjointe déléguée ;

Considérant :

- Que dans le cadre de sa politique sociale, la Ville de Montpellier a toujours eu pour priorité d'offrir des repas de qualité aux enfants inscrits dans les restaurants scolaires des écoles montpelliéraines ;
- Qu'afin d'assurer le bon fonctionnement de la Cuisine Centrale municipale, pour la partie des marchés de denrées alimentaires arrivant à terme fin 2014, un appel d'offres ouvert a été lancé conformément aux articles 33 alinéa 3, 57 et 59 du Code des Marchés Publics. Il s'agit de marchés à bons de commande avec montants mini et maxi suivant les dispositions de l'article 77 du Code des Marchés Publics ;
- Ces marchés auront une durée de un an (2015) et pourront être renouvelés trois fois pour les années 2016, 2017 et 2018 ;
- Les critères de choix pondérés étaient :
80% pour la qualité des produits au regard des échantillons et de l'examen des fiches techniques dont la fourniture était obligatoire.
20% pour le prix.
- Après ouverture des plis le 24 septembre 2014 et examen des échantillons, la Commission d'Appel d'Offres du 25 novembre 2014 a attribué les marchés de la façon suivante :

N° et nom du lot	Montant Mini H.T. en €/an	Montant Maxi H.T. en €/an	Nom du candidat retenu
Lot N°1 : Pâtisseries salées cuites fraîches	15 000,00	60 000,00	Pierre Clot/Alpes Frais
Lot N°2 : Pâtisseries salées cuites surgelées	32 000,00	128 000,00	ID Services
Lot N°3 : Pâtisseries sucrées cuites fraîches	12 000,00	48 000,00	ID Services
Lot N°4 : Pâtisseries sucrées cuites surgelées	15 000,00	60 000,00	Pomona Passion Froid
Lot N°5 : Charcuteries	20 000,00	80 000,00	Brake (Variante)
Lot N°6 : Viandes surgelées	40 000,00	160 000,00	Pomona Passion Froid (Variante)
Lot N°7 : Steaks hachés de bœuf cuits surgelés	28 000,00	112 000,00	Davigel
Lot N°8 : Viandes cuites sous vide basse température	60 000,00	240 000,00	Pomona Passion Froid
Lot N°9 : viandes fraîches sous vide	96 000,00	384 000,00	Pomona Passion Froid (Base)
Lot N°10 : viandes fraîches de taureau sous vide	4 000,00	16 000,00	Pomona Passion Froid
Lot N°11 : Poissons surgelés	95 000,00	380 000,00	Pomona Passion Froid (Base)
Lot N°12 : Brandade de morue fraîche	7 500,00	30 000,00	Pomona Terrazur
Lot N°13 : Pommes de terre stérilisées 5ème gamme	4 000,00	16 000,00	Brake
Lot N°14 : Légumes 4ème gamme	45 000,00	180 000,00	Pomona Terrazur
Lot N°15 : Légumes surgelés	55 750,00	223 000,00	Pomona Passion Froid
Lot N°16 : Légumes surgelés composés cuits	10 500,00	42 000,00	Brake
Lot N°17 : Produits déshydratés	12 000,00	48 000,00	Cap Traiteur (Base)
TOTAL estimation (année 1) HT €	551 750,00	2 207 000,00	
TOTAL estimation (sur la durée du marché) HT €	2 207 000,00	8 828 000,00	

Décide en conséquence :

- Suite à la décision de la Commission d'Appel d'Offres du 25/11/14, d'attribuer les marchés aux prestataires susvisés,
- De dire que ces marchés auront une durée de un an (2015) et pourront être renouvelés trois fois pour les années 2016, 2017, 2018. Les montants mini et maxi de chaque lot seront ceux de la période initiale et seront identiques sur chaque période de reconduction.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de fonctionnement de la Direction de la Restauration Scolaire : CRB 13000 – Nature 60323 – Fonction 922/511 – Ligne de crédit 1501,
- D'autoriser toute personne ayant reçue délégation à cet effet à signer les marchés avec les entreprises retenues par la Commission d'Appel d'Offres et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 16/12/14

Madame l'Adjointe déléguée
Isabelle MARSALA

Publiée le : 17/12/2014
Notifiée le :





**Avenant n°1 au marché 2M419 : Futur parking
Nouveau Saint Roch – Assistance technique pour la
définition du mode de gestion et le choix du futur
titulaire du parking**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;

Considérant :

- Le marché 2M419 actuellement en cours avec la SCET a pour objet l'assistance technique de la Ville pour la définition du mode de gestion et le choix du futur titulaire du parking Nouveau Saint Roch ;
- Un avenant s'avère indispensable compte tenu de plusieurs modifications imprévisibles lors du lancement du marché, apportées aux futures conditions d'exploitation du parking Nouveau Saint Roch en cours de construction ;
- L'avenant a pour but de modifier les conditions d'exécution de la dernière phase du marché : « Analyse et choix du futur prestataire en charge de la gestion du parking ». La modification de cette phase consiste à augmenter son montant et à prolonger son délai d'exécution ;
- La modification de la phase 4 de l'étude porte sur une augmentation du montant de 4 050 euros HT et 3 jours et 3 heures de travail supplémentaire ;
- Le montant de l'avenant est fixé à 4 050 € H.T, ce qui porte le montant total du contrat à 31 350 € H.T. Soit une augmentation de 14,83 % par rapport au prix initial du marché (27 300 euros HT).

Décide en conséquence :

- d'approuver les termes de l'avenant n°1 au marché 2M419 : « Futur parking Nouveau Saint Roch – Assistance technique pour la définition du mode de gestion et le choix du futur titulaire du parking », tel qu'annexé à la présente décision ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut, l'Adjoint délégué à signer cet avenant ainsi que tous les documents se rapportant à cette affaire.

Montpellier, le 06/01/2015

Madame la Première Adjointe
Stéphanie JANNIN

Publiée le : 07/01/2014
Notifiée le :

Marché Public n°4D0027
**RECOLEMENT ET CARTOGRAPHIE DU RESEAU
DE REGULATION DU TRAFIC**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n° 2014/1718 du 2 juin 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE Adjoint délégué ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de confier à un prestataire extérieur le récolement et la cartographie des installations de régulation du trafic (feux de carrefours, fermetures automatiques, réseaux, armoires de pilotage...) ;
- Qu'un appel d'offres a été lancé le 9 septembre 2014, conformément aux articles 33, 57 à 59 et 77 du Code des Marchés Publics, sous la forme d'un marché à bons de commande, pour une durée de un an à compter de l'ordre de service, reconductible trois fois.
- Que les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient les suivants:
 - Valeur technique de l'offre au regard du Mémoire technique et des pièces annexes (60%)
 - Prix des prestations (40%)
- Que la Commission d'appel d'offres, dans sa séance du 25 novembre 2014, a attribué le marché au groupement PAGES – ODM sis 27, rue de l'Hirondelle 34090 MONTPELLIER présentant l'offre économiquement la plus avantageuse.

Décide en conséquence :

- D'autoriser la signature du marché précité au groupement PAGES –ODM, pour un montant total compris entre un seuil minimum de 40 000 € HT et un seuil maximum de 320 000 € HT;
- D'autoriser l'Adjoint délégué à signer le marché et plus généralement tous les documents relatifs à la passation, l'exécution et le règlement du marché ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2014 de la Ville, ligne de crédit 23162, chapitre 908.

Montpellier, le 18/12/2014

Monsieur l'Adjoint délégué
Luc ALBERNHE



Publiée le : 19/12/2014

Notifiée le :



CONTENTIEUX

Société LE PETIT MERLE SNC
Appel c/ le jugement du 23/09/2014

Décision de défendre

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2014/135 du 24 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Que par jugement du 23 septembre 2014, le Tribunal Administratif a rejeté la requête de la société Le Petit Merle SNC et de Monsieur Philippe GIRAL ;
- Que les requérants ont interjeté appel devant la Cour Administrative d'Appel de Marseille ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la commune dans cette affaire.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 18/12/2014

Monsieur l'Adjoint délégué
Max LEVITA

Publiée le : 19/12/2014
Notifiée le :

CONTENTIEUX

Madame Marguerite CLEMENTE

Recours contre titres exécutoires (récupération congé maladie) et contre refus implicite de reclassement ou de rémunération.

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2014/135 du 24 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Que Madame Marguerite CLEMENTE a fait l'objet de titres de recettes qu'elle conteste, titres émis pour recouvrer des sommes non dues du fait de congés maladie (instances n°140367-3, 140372-3, 140374-3), des 17 janvier 2014, 17 avril 2014 et 18 février 2014 respectivement ;
- Qu'elle conteste également le refus implicite opposé à sa demande de reclassement ou de rémunération (instances n°140498-3 et 140505-3) ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 18/12/2014

**Monsieur l'Adjoint délégué
Max LEVITA**

Publiée le : 19/12/2014
Notifiée le :

**CONTENTIEUX
MONTPELLIER c/ M. PAULET (RESTAURANT
ART MANGO)
Dossier PE 34172 12V0139
Décision de défendre**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2014/135 du 24 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Que M. PAULET a réalisé des travaux sans autorisation administrative au n° 40 square Babote ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la commune dans cette affaire ;

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 18/12/2014

Monsieur l'Adjoint délégué
Max LEVITA

Publiée le : 19/12/2014
Notifiée le :

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2014/1425

Contentieux

Madame Céline GENTILHOMME Recours contre refus de reconnaissance d'une maladie professionnelle

Décision de défendre

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2014/135 du 24 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Que Madame Céline GENTILHOMME conteste devant le Tribunal Administratif de Montpellier (instance n°1404485-3) le refus de reconnaissance de maladie professionnelle qui lui a été opposé le 1^{er} août 2014 ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 18/12/2014

Monsieur l'Adjoint délégué
Max LEVITA

Publiée le : 19/12/2014
Notifiée le :

DROIT DE PREEMPTION
Zone d'Aménagement Différé "Avenue de la Mer"
Propriété des Consorts TISSOT
5, rue de la Cavalade
Exercice du droit de préemption

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté de délégation pris par Monsieur le Maire le 29 avril 2014 (n° 2014/1351/T/R) ;
- Vu les articles L.210-1 à L.213-18 et R.213-4 à R.213-26 du code de l'urbanisme ;
- Vu le plan local d'urbanisme de la Ville de Montpellier approuvé par délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 et de l'ensemble de ses évolutions ultérieures ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 8 mars 2007 créant la zone d'aménagement différé "Avenue de la Mer" et désignant la Ville de Montpellier comme titulaire du droit de préemption ;
- Vu le mandat d'acquisitions foncières Ville / SERM sur le périmètre de Port Marianne approuvé par délibération du 21 mai 1990 et modifié par délibération des 20 juin 1991, 27 février 1992, 29 mars 1996, 28 novembre 1997, 25 juillet 2001, 29 juillet 2004, 25 juillet 2006, 26 juillet 2007, 24 juillet 2008, 25 juillet 2011 et 23 juillet 2012 ;
- Vu la délibération du Conseil municipal du 17 décembre 2014 instaurant un périmètre d'étude sur le secteur Cavalade – Miró ;
- Vu l'estimation des services fiscaux en date du 17 décembre 2014 ;

Considérant :

- que le 8 décembre 2014, les Consorts TISSOT ont souscrit une déclaration d'intention d'aliéner une villa avec terrain attenant située 5 rue de la Cavalade et cadastrée section SK 9p de 5.765 m², au prix de 1.5800.000 € plus 60.000 € de frais de négociation ;
- qu'il paraît opportun pour la Ville de MONTPELLIER d'exercer le droit de préemption sur ce bien afin de constituer une réserve foncière dans le cadre de la zone d'aménagement différé "Avenue de la Mer", qui prévoit notamment de réaliser de nouveaux quartiers afin de répondre aux besoins en logements, et dans le cadre du périmètre d'étude du secteur Cavalade – Miró. Cette acquisition est conforme aux articles L.210-1 et L.300-1 du code de l'urbanisme qui précisent que le droit de préemption peut être exercé, notamment, afin de mener une politique locale de l'habitat ;

Décide en conséquence :

- d'exercer le droit de préemption sur la propriété des Consorts TISSOT, située 5 rue de la Cavalade, et cadastrée section SK 9, au prix de 1.580.000 € plus 60.000 € de commission d'agence ;
- que la S.E.R.M. interviendra à l'acte d'acquisition en qualité de tiers payeur dans le cadre du mandat d'acquisitions foncières approuvé le 21 mai 1990 modifié précité.

Montpellier, le 23 DEC. 2014

**Madame la Première Adjointe
Stéphanie JANNIN**

Publiée le : 24 DEC. 2014
Notifiée le :

A large, stylized handwritten signature in blue ink, likely belonging to Stéphanie Jannin, is written over the printed name.

**Technologies de l'Information et de la Communication
Cotisations à des organismes nationaux pour l'année
2015**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2014/1341/T/R donnant délégation à Monsieur Max LEVITA, Adjoint au Maire ;

Considérant :

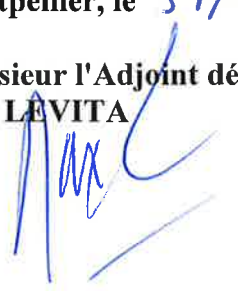
- Que depuis plusieurs années la Ville adhère à des organismes par le versement de cotisations ;
- Qu'il convient de confirmer notre adhésion auprès de ces organismes pour l'exercice 2015 ;

Décide en conséquence :

- D'accepter le versement de cotisations respectivement de 4 500 € et 800 € aux organismes suivants :
 - Association des Développeurs et des Utilisateurs de Logiciels Libres pour les Administrations et les Collectivités Territoriales (ADULLACT)
 - Association OPENDATA France.
- De dire que la dépense d'un montant total de 5 300 € sera imputée sur le budget de la Direction des Systèmes d'Information, Chapitre 920 – Nature 6281.
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire avec les organismes susnommés.

Montpellier, le 31/12/2014

Monsieur l'Adjoint délégué
Max LEVITA



Publiée le : 05/01/2015
Notifiée le :

**Marché Public - Fournitures de produits horticoles-
N°4D0024**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté N°2014/1344 du 29 avril donnant délégation de signature à Monsieur Christophe COUR Adjoint Délégué ;

Considérant :

- qu'il y a lieu de procéder à l'achat de produits horticoles ;
- qu'une procédure a été lancée conformément aux dispositions des articles 33 alinéa 3, articles 57 à 59 et 77-I du codes des Marchés Publics sous la forme d'un marché à bons de commande, alloti, pour une durée de un an reconductible 3 fois à compter de la notification
 - lot 1 : fourniture d'amendements et substrats de culture hors sol professionnels
 - lot 2 : fourniture d'engrais et produits phytosanitaires pour espaces verts et production horticole
 - lot 3 : fourniture d'engrais et produits phytosanitaires pour terrains de sports
 - lot 4 : fourniture de produits phytosanitaires et fournitures diverses en production viticole
 - lot 5 : fourniture diverses pour plantation d'arbres et production
 - lot 6 : fourniture de paillages
- que les critères d'analyse des offres , pour le jugement des offres, étaient les suivants :
 - A/ valeur technique de l'offre au regard du cadre de mémoire technique pour 60%
 - B/ prix des prestations pour 40%
- que la Commission d'appel d'offres, dans sa séance du 25 novembre 2014, a attribué le marché aux entreprises suivantes :
 - lot 1 : ARTERRIS, 31 route de Fabrègues 34660 FABREGUES
 - lots 2, 3, 4 : TOUCHAT, sise 251 route de Baillargues B.P.4 34131 MAUGUIO CEDEX
 - lot 5 : sans suite
 - lot 6 : infructueux

Décide en conséquence :

- D'attribuer les lots suivants aux entreprises suivantes :
 - o lot 1 : l'entreprise ARTERRIS pour un montant maximum annuel de 50 000 € HT
 - o lot 2 : l'entreprise TOUCHAT pour un montant maximum annuel de 40 000 € HT
 - o lot 3 : l'entreprise TOUCHAT pour un montant maximum annuel de 30 000 € HT
 - o lot 4 : l'entreprise TOUCHAT pour un montant maximum annuel de 40 000 € HT

- Ces montants sont identiques pour les périodes de reconductions.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2014 de la Ville , section fonctionnement nature 60628 fonction 928 .
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec les entreprises retenues.

Montpellier, le 23/12/2014

Monsieur l'Adjoint délégué
Christophe COUR

Publiée le : 24/12/2014
Notifiée le :



**Modification par avenant des conditions de
remboursement anticipé provisoire concernant les
prêts n° 10703-10806-10902-11005-11010 réalisés
auprès du Crédit Agricole**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté 2011/2176/T/R donnant délégation à M. Max LEVITA,
- Vu l'arrêté 2014/4166/T/R donnant délégation à Mme Isabelle MARSALA lors de l'absence de M. Max LEVITA prévue du 22 au 28 décembre 2014,
- Vu la Convention de « Crédit Long Terme Multi Index » portant le numéro de contrat CO1296 (référéncée en interne n° 10703- n° 10806- n° 10902) d'un montant initial de 15 000 000,00 EUR signée le 29/12/2006
- Vu la Convention de « Crédit Long Terme Multi Index » portant le numéro de contrat CO2007 (référéncée en interne n° 11005) d'un montant initial de 13 000 000,00 EUR signée le 24/09/2009
- Vu la Convention de « Crédit Long Terme Multi Index » portant le numéro de contrat CO7080, (référéncée en interne n° 11010 d'un montant initial de 5 000 000,00 EUR) signée le 22/12/2011
- Vu l'avenant aux contrats de financement cités ci-dessus proposé par le Crédit Agricole,

Considérant

- Que la demande du Crédit Agricole est motivée par l'objectif d'homogénéiser les contrats de manière à les rendre éligibles au dispositif de TRaitement Informatisé des Créances Privées (TRICP), mécanisme mis en œuvre par la Banque de France sous l'égide de la Banque Centrale Européenne,
- Que l'allongement du délai de notification de remboursement provisoire par anticipation proposé dans l'avenant impacte peu la collectivité : le nouveau délai nécessite d'avoir une vision à une semaine (5 jours ouvrés) de sa trésorerie plutôt qu'à 2 jours ouvrés, le délai de retraitage des fonds n'étant pas impacté. Il n'y a donc pas de risque de rupture de trésorerie en cas de besoin soudain.
- Que les caractéristiques essentielles du contrat : index, marge, passage en taux fixe, conditions de remboursement anticipé définitif ne sont pas modifiées par l'avenant,

Décide en conséquence :

- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué, à signer l'avenant, à procéder ultérieurement aux diverses opérations prévues dans le contrat et à recevoir tous pouvoirs à cet effet.

Montpellier, le 23/12/2014

Madame l'Adjointe déléguée

Isabelle MARSALA

Publiée le : 24/12/2014
Notifiée le :

**Modification par avenant de la durée
de l'emprunt n° CO7080 (ref. interne 11010)
conclu auprès du Crédit Agricole CIB
et diminution de la marge applicable à l'index**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté 2011/2176/T/R donnant délégation à M. Max LEVITA ,
- Vu l'arrêté 2014/4166/T/R donnant délégation à Mme Isabelle MARSALA pendant l'absence de M. Max LEVITA prévue du 22/12/2014 au 28/12/2014 inclus,
- Vu la Convention de « Crédit Long Terme Multi Index » de 5 000 000 EUR portant le numéro de contrat CO7080, référencé en interne n° 11010,

Considérant :

- Que la marge actuelle de 230 points de base sur EURIBOR 3 mois du contrat ci-dessus référencé est largement supérieure aux conditions actuelles de marché,
- Que la bonne santé financière de la Ville de Montpellier présentant une qualité de signature reconnue par les Etablissements financiers lui permet d'obtenir de meilleures conditions de financement,
- Que la négociation réalisée avec le Prêteur Crédit Agricole Corporate and Investment Bank permet d'optimiser la gestion de la dette de la collectivité,
- Que l'offre de réaménagement matérialisée par le projet d'avenant ci-annexé répond à l'attente de la Ville,

Décide en conséquence :

- de diminuer de 0,80% l'an la marge applicable à l'index monétaire courant EURIBOR à compter de la date de signature du présent avenant (marge portée à 1,50% l'an au lieu de 2.30%), en accord avec le Prêteur et Domiciliataire Crédit Agricole Corporate and Investment Bank,
- de modifier le profil d'amortissement en ramenant la durée de 27 à 20 ans (début le 30/12/2014 – fin le 29/09/2034) du montant maximum disponible, comme prévu dans le projet d'avenant ci-annexé,

- de maintenir inchangées les autres conditions du prêt,
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué, à signer l'ensemble de la documentation contractuelle relative à l'offre décrite ci-dessus, à procéder ultérieurement aux diverses opérations prévues dans le contrat et à recevoir tous pouvoirs à cet effet.

Montpellier, le 23/12/2014

Madame l'Adjointe déléguée



Isabelle MARSALA

Publiée le : 24/12/2014

Notifiée le :

**Avenue de l'Europe - Rue du Professeur Blayac
Réaménagement en boulevard urbain
Projet d'avenant n°1 sur le marché n° 2I01
A conclure avec le groupement d'entreprises Eurovia
Méditerranée / Razel-Bec / Sogea Sud / Citéos
Travasset**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;

-Vu l'arrêté n°2014/1718 du 2 Juin donnant délégation à Monsieur Luc ALBERNHE,Adjoint délégué ;

Considérant :

- Que par convention de transfert de maîtrise d'ouvrage en date du 29 novembre 2011, le Département de l'Hérault a délégué à la Ville de Montpellier la réalisation des travaux de mise à 2x2 voies de la rue du professeur Blayac dans le cadre de la desserte de la ZAC Pierres-Vives. La ville devait également réaliser les travaux de réaménagement du parvis du lycée Léonard de Vinci mitoyen à la rue du professeur Blayac. Ces deux opérations ont nécessité la reprise de la conduite d'eau potable située sous la chaussée par la Communauté d'Agglomération.
L'ensemble de ces travaux a fait l'objet d'une convention de groupement de commandes entre la ville de Montpellier, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et le Département de l'Hérault; groupement de commandes approuvé par le conseil municipal en date du 23 juillet 2012.
Dévolus sur appel d'offres, le marché de travaux a été attribué au groupement Eurovia Méditerranée / Razel-Bec / Sogea Sud / Citéos Travasset pour un montant de **3.605.813,29 € H.T.**
- Qu'en phase d'exécution du chantier, un certain nombre de travaux et de sujétions techniques ne pouvaient être prévus à l'origine du projet.

Tous chapitres confondus :

La phase 2 du chantier prévoyait que la circulation soit fermée entre le rond-point René Char et la rue des Aérostiers pour la réalisation des travaux. Le maintien de la circulation engendre un surcoût de **229.554,03 € H.T.**

Chapitre 1 - Voirie

La somme des travaux supplémentaires, représente une plus-value de 161.731,75 € H.T ; Par ailleurs, le bilan des quantités à exécuter fait apparaître une moins-value de 55.859,48 € H.T.

Ce chapitre présente donc une **augmentation du montant initial de 105.872,27 € H.T.**

Chapitre 2 - Assainissement pluvial

Ce chapitre nécessite des travaux supplémentaires : la mise en œuvre d'un caniveau à fente sur le parvis du lycée pour un montant de 12.987,00 € H.T.. Par ailleurs, le bilan des quantités à exécuter dans le cadre du marché fait apparaître une augmentation de 2.336,38 € H.T.

Ce chapitre donc présente une **augmentation du montant initial de 15.323,38 € H.T.**

Chapitre 3 - Adduction d'eau potable

La somme des travaux supplémentaires, représente une plus-value de 56.578,63 € H.T.

Par ailleurs, le bilan des quantités à exécuter dans le cadre du marché fait apparaître une augmentation de 12.872,20 € H.T.

Ce chapitre présente donc une **augmentation du montant initial de 69.450,83 € H.T.**

Chapitre 4 - Eclairage Public et Pégase

Ce chapitre ne nécessite pas de travaux supplémentaires.

Par ailleurs, le bilan des quantités à exécuter dans le cadre du marché fait apparaître une diminution de 5.962,51 € H.T.

Ce chapitre présente donc une **diminution du montant initial de 5.962,51 € H.T.**

Chapitre 5 - Régulation Trafic

Ce chapitre ne nécessite pas de travaux supplémentaires.

Par ailleurs, le bilan des quantités à exécuter dans le cadre du marché fait apparaître une diminution de 593,95 € H.T.

Ce chapitre présente donc une **diminution du montant initial de 593,95 € H.T.**

Chapitre 6 Espaces Verts

La somme des travaux supplémentaires, représente une plus-value de 10.915,00 € H.T.

Par ailleurs, le bilan des quantités à exécuter dans le cadre du marché fait apparaître une diminution de 46,04 € H.T.

Ce chapitre présente donc une **augmentation du montant initial de 10.868,96 € H.T.**

Conclusion

Le récapitulatif financier de l'avenant fait apparaître une augmentation de la masse initiale du marché de 424.513,01 € H.T. soit + 11,77% du contrat initial; ce qui porte le nouveau montant de ce marché de travaux à 4.030.326,30 € H.T.

- Que la commission d'appel d'offres a validé le projet d'avenant n°1 au marché 2101 dans sa séance du 25 Novembre 2014 ;

Décide en conséquence :

- D'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché 2I01 à conclure avec le groupement d'entreprises Eurovia Méditerranée /Razel-Bec/Sogea Sud/Citéos Travesset pour un montant de 424.513,01 € H.T. ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de la Ville ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'Adjoint Délégué à signer cet avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 09/01/2015

Monsieur l'Adjoint délégué
Luc ALBERNHE



Publiée le : 12/01/2015
Notifiée le :

MARCHE PUBLIC
Services de Communications Electroniques
N° 4D00542670

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2014/1341/T/R donnant délégation à Monsieur Max LEVITA, Adjoint au Maire ;

Considérant :

- Qu'il convient de répondre aux besoins de télécommunications électroniques de la Ville avec des objectifs de sécurisation, pérennité, maîtrise des dépenses et couverture des services filaire et non filaire ;
- Que le précédent marché arrive à son terme le 31 décembre 2014 ;
- Qu'un appel d'offres a été lancé conformément aux articles 57 à 59 et 77 du code des marchés publics sous la forme d'un marché alloti, pour une durée de deux ans reconductible une fois pour une période identique ;
- Que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 16 décembre 2014, a attribué les lots 1, 3 et 4 et déclaré infructueux les lots 2 et 6 et sans suite le lot 5 comme ci-après précisé :

Lot 1 : Téléphonie fixe voix, lignes analogiques T0, T2 de secours, SDA appels entrants/sortants

- Valeur technique 40 %
- Prix 50 %
- Délais 10 %

La société ORANGE sise 37/39 rue Boissière – 75116 PARIS Cedex a présenté l'offre la plus économiquement avantageuse ;

Lot 2 : Téléphonie fixe voix T2/normal/secours, SDA, appels entrants/sortants, numéro à coûts partagés

Les 3 offres étant irrégulières, le lot 2 est déclaré infructueux et sera relancé en procédure négociée en référence à l'article 35.I.1 du Code des Marchés Publics ;

Lot 3 : Téléphonie mobile voix et données, VPN mobile

- Valeur technique 25 %
- Couverture Hôtel de Ville indoor et parvis 15 %
- Prix 50 %
- Délais 10 %

La société SFR sise 42 avenue de Friedland - 75008 PARIS a présenté l'offre la plus économiquement avantageuse ;

Lot 4 : Internet fixe, xDSL, FO, VPN et Internet sites distants

- Valeur technique 40 %
- Prix 50 %
- Délais 10 %

La société ORANGE sise 37/39 rue Boissière – 75116 PARIS a présenté l'offre la plus économiquement avantageuse ;

Lot 5 : Internet fixe très haut débit sur FO, normal/secours, VPN sites distants

L'évolution de l'architecture matérielle du système d'information de la Ville de Montpellier a entraîné une modification du besoin, en particulier, les services de type VPN ne sont plus nécessaires, ainsi que les liaisons de type ADSL. Ce lot est déclaré sans suite et sera relancé sous la forme d'un marché passé selon une procédure adaptée ;

Lot 6 : Equipements et services

L'offre du candidat étant jugée irrégulière, le lot est déclaré infructueux.

Décide en conséquence :

- D'attribuer les marchés précités pour une durée de deux ans reconductible une fois pour une durée identique à compter de la date de notification pour les :

Lot 1 : Téléphonie fixe voix, ligne analogique T0, T2 de secours, SDA appels entrants/sortants

A la société ORANGE, pour un montant total maximum de 3 200 000 € HT sur la durée du marché.

Lot 3 : Téléphonie mobile voix et données VPN mobile

A la société SFR, pour un montant total maximum de 960 000 € HT sur la durée du marché.

Lot 4 : Internet fixe, xDSL, FO, VPN, fixe

A la société ORANGE, pour un montant total maximum de 280 000 € HT sur la durée du marché.

- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, tous chapitres.

- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec les entreprises retenues.

Montpellier, le 31/12/2014

Monsieur l'Adjoint délégué
Max LEVITA

Publiée le : 05/01/2015
Notifiée le :

Abonnement à une base de données juridiques Jurisclasseurs pour les Directions et Services

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu le code des Marchés Publics et en particulier les articles 28 et 35 ;
- Vu l'arrêté n° 2014/1341/T/R du 29 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Max Levita, Adjoint au Maire, délégué aux Finances ;

Considérant :

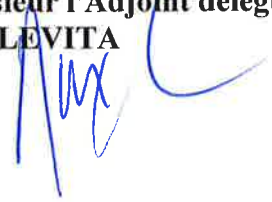
- Qu'il y a lieu de confier à un prestataire l'abonnement à une base de données juridiques en ligne et notamment l'accès aux publications des jurisclasseurs, à destination des élus et agents des directions et services de la Ville de Montpellier ;
- Que la consultation a fait l'objet d'un marché passé en procédure adaptée sans publicité ni mise en concurrence (4B0220) au sens des articles 28 du Code des Marchés Publics, dernier alinéa notamment dans les situations décrites au II de l'article 35 ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché à la Société LEXIS NEXIS, sise 141 rue Javel – 75747 PARIS CEDEX 15, pour l'abonnement à la base de données juridiques et publications des Jurisclasseurs, pour un montant de 17 653 € H.T.
- De dire que la dépense sera imputée sur le Budget Primitif de la Ville, compte par nature 6182, Fonction 920200.
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint Délégué, à signer tout document relatif à ce marché.

Montpellier, le 08/01/2015

Monsieur l'Adjoint délégué
Max LEVITA



Publiée le : 12/01/2015
Notifiée le :

Contentieux
Commune de MONTPELLIER c/ SCI VALPARAISO
Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté n° DP
34172 13 00925

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2014/135 du 24 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Que par un arrêté du 09/01/2014, Madame le Maire de MONTPELLIER ne s'est pas opposé à la déclaration préalable déposée par la SCI VALPARAISO, visant à procéder au remplacement d'une verrière et à la création de deux fenêtres, 07 rue de la Merci ;
- Que la SCI VALPARAISO, considère que cette arrêté favorable a été délivré tardivement et qu'elle s'analyse en retrait de la décision de non-opposition dont elle prétend bénéficier ;
- Que la SCI VALPARAISO a déposé une requête en annulation de l'arrêté auprès du Tribunal Administratif de Montpellier, le 03/07/2014 sous le n°1403305-1 ;

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 08/01/2015

Monsieur l'Adjoint délégué
Max LEVITA

Publiée le : 08/01/2015
Notifiée le :

CONTENTIEUX
**MONTPELLIER c/ GIRARDI Simone (SARL LAS
RAMBLAS)**
Décision de défendre
Dossier PE 12V0076

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2014/135 du 24 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Que M. GIRARDI Simone a réalisé des travaux sans autorisation administrative au n° 11 Place Albert Premier ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la commune dans cette affaire ;

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 08/01/2015

Monsieur l'Adjoint délégué
Max LEVITA

Publiée le : 09/01/2015
Notifiée le :



**Attribution d'un marché public en appel d'offres
ouvert pour l'achat de matériel de sport
(N° 4D0046)**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n° 2014/1341/T/R du 29 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Adjoint délégué ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à l'achat de matériel de sport pour les services de la ville.
- Qu'une procédure d'appel d'offres a été lancée, en date du 18 septembre 2014, conformément aux articles 33 3° alinéa 57 à 59 et, 77-1 (marchés à bons de commandes) du Code des Marchés Publics. Le marché est conclu sous la forme d'un marché (N°4D0046) sans minimum et sans maximum, pour une durée initiale allant de la date de la notification au 31 décembre 2015. Le marché peut être reconduit par période successive de un an pour une durée maximale de reconduction de trois ans (2016 – 2017 – 2018).
- Les critères d'analyse pour le jugement des offres du **lot n°1 (petit matériel de sport)** étaient les suivants : **le prix pour 40% et la valeur technique pour 60%.**
- Que la commission d'appel d'offres, dans la séance du 16 décembre 2014, a attribué le marché à la société **CASAL SPORT**, 909 avenue des Platanes, « Le salicorne », 34 970 LATTES pour **le lot n°1**, présentant une offre jugée économiquement avantageuse au regard de l'ensemble des critères.
- Les critères d'analyse pour le jugement des offres du **lot n°2 (gros matériel de sport)** étaient les suivants : **le prix pour 40% et la valeur technique pour 60%.**
- Que la commission d'appel d'offres dans la séance du 16 décembre 2014, a attribué le marché à la société **CASAL SPORT**, 909 avenue des Platanes, « Le salicorne », 34 970 LATTES pour **le lot n°2**, présentant une offre jugée économiquement avantageuse au regard de l'ensemble des critères.
- Les critères d'analyse pour le jugement des offres du **lot n°4 (matériel de traçage)** étaient les suivants : **le prix pour 40% et la valeur technique pour 60%.**
- Que la commission d'appel d'offres dans la séance du 16 décembre 2014, a attribué le marché à la société **TEISSIER SPORT Z.A. de la Barthe – Bât 7, 34 660 COURNONTERRAL** pour le **lot n°4**, présentant une offre jugée économiquement avantageuse au regard de l'ensemble des critères.

Aucune offre n'a été proposée concernant le lot n°3 (matériel nautique), la commission d'appel d'offres a décidé de déclarer le lot n°3 sans suite. Les besoins, dans ce secteur d'activité, étant très aléatoires, une consultation sera lancée au moment de leur survenue.

Décide en conséquence :

- D'autoriser la signature du marché « achat de matériel de sport » précité :
 - A la société CASAL SPORT pour le lot n°1 (pour une estimation annuelle de commandes de 120 000 € HT).
 - A la société CASAL SPORT pour le lot n°2 (pour une estimation annuelle de commandes de 70 000 € HT).
 - A la société TEISSIER SPORT pour le lot n°4 (pour une estimation annuelle de commandes de 6 000 € HT).
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement de la Ville, nature 60632 et sur le budget investissement nature 2188 tous chapitres.
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec les entreprises retenues par la commission d'appel d'offres.

Montpellier, le 06/01/2015

Monsieur l'Adjoint délégué
Max LEVITA



Publiée le : 07/01/2015
Notifiée le :

Nouvelles conventions d'amodiations du parking Foch- Préfecture/ Marché aux Fleurs

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;

Considérant :

- Qu'à l'issue de la délégation de service public portant sur le parking Foch- Préfecture/ Marché aux Fleurs, dont le terme est intervenu le 14 février 2013 et qui a été renouvelée jusqu'au 31/12/2025, les conventions d'amodiations des 291 places sont arrivées à expiration ;
- Que la délibération n°2013/227 du 6 mai 2013 a fixé un montant de redevance de ces places amodiées à 7 470 euros T.T.C. par place pour une durée de 10 ans ;
- Qu'il a été procédé à de nouvelles locations pour 64 de ces places ;
- Que le niveau - 4 du parking a été ouvert au public et que tous les emplacements en amodiation se trouvent actuellement au niveau -5 du parking comprenant actuellement 88 places ;
- Que 24 emplacements restent disponibles à la location au niveau -5 du parking ;
- Que Messieurs Stéphane Durand et Matthieu Cantaloube ont manifesté expressément leurs demandes de location pour deux emplacements.

Décide en conséquence :

- d'autoriser la location de 2 emplacements à compter du 1^{er} mars 2015 à Stéphane Durand et Matthieu Cantaloube pour un montant de 7 470 euros T.T.C. et pour une durée de 10 ans ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou Madame la Première Adjointe à signer lesdites conventions d'amodiations et plus généralement tous les documents relatifs à cette affaire.

Montpellier, le 15/01/2015

Madame la Première Adjointe
Stéphanie JANNIN

Publiée le : 16/01/2015
Notifiée le :

**MARCHE PUBLIC - MODERNISATION ET
MAINTENANCE DU SYSTEME D'ALERTE CRUE
N°0M626055
AVENANT N°2**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2014/1718 du 2 juin 2014 donnant délégation à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint délégué ;

Considérant :

- Que la Ville de Montpellier a attribué le marché de « Modernisation et maintenance du système d'alerte crue » au groupement d'entreprise DSA / BRL Ingénierie, marché notifié le 7 novembre 2011,
- Que ce marché était composé d'une part travaux et d'une part maintenance,
- Qu'un avenant n° 1 a été passé le 30 octobre 2013 avec l'entreprise mandataire DSA pour tenir compte de plusieurs faits nouveaux intervenus pendant la phase travaux,
- Qu'il est nécessaire d'établir un avenant n° 2 pour définir plus clairement les clauses du contrat de maintenance ente la Ville et l'entreprise mandataire DSA :
 - Maintenance préventive des stations : plus-value de 1 000 €HT suite à l'augmentation du nombre de stations
 - Maintenance préventive de la supervision : moins-value de 500 €HT suite à l'hébergement de l'architecture informatique
 - Maintenance curative des stations et de la supervision : moins-value de 1 700 €HT suite à la suppression des interventions curatives,
 - Telecom et hébergement : plus-value de 19 111 €HT pour prise en charge des frais liés à l'infrastructure informatique.
- Que la Commission d'appels d'offres en date du 25 novembre 2014 a rendu un avis favorable après examen du projet d'avenant n°2.

Décide en conséquence :

- D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer l'avenant n°2 au marché n°0M626055 de « Modernisation et maintenance du système d'alerte crue » d'un montant total de 71 644 € HT portant le montant total du contrat à 689 356,92 € HT et plus généralement tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 12/01/2015

Monsieur l'Adjoint délégué
Luc ALBERNHE



Publiée le : 13/01/2015

Notifiée le :

**Attribution d'un marché passé selon la procédure
adaptée pour l'achat de vêtements de Ville.
(n°4B0199)**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n° 2014/1341/T/R du 29 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA Adjoint Délégué ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à l'achat de vêtements de Ville (n°4B0199) pour les services de la Ville de Montpellier.
- Qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 28 et 77, sous la forme d'un marché à procédure adaptée (à bons de commandes), du Code des Marchés Publics, pour une durée de six mois à compter de la date de notification.
- Les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - * le prix des prestations pour 55%
 - * la valeur technique pour 45%
- Qu'après analyse, la société ESCASSUT, 25 rue des Etuves, 34 060 Montpellier Cedex 2, a présenté l'offre jugée économiquement avantageuse au regard de l'ensemble des critères.

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité « Achat de vêtements de Ville » à la société ESCASSUT pour un montant total maximum de commandes de 30 000.00 € HT
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement de la Ville, nature 60636 tous chapitres.
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché, et plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec l'entreprise retenue.

Montpellier, le 06/01/2015

Monsieur l'Adjoint délégué
Max LEVITA

Publiée le : 07/01/2015

Notifiée le :

**Direction de l'Espace Public
Service des Affaires Economiques
Création de la régie de recettes des "Halles"**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu le décret 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22,
- Vu le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le Décret n°66-850 du 15 novembre 1966 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- Vu les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux,
- Vu le décret n° 97-1259 du 29 décembre 1997 relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux,
- Vu l'instruction codificatrice N°06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux régies de recettes, d'avances, d'avances et de recettes des collectivités territoriales,
- Vu l'arrêté 3 septembre 2001 relatif aux taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et du montant du cautionnement imposé à ces agents,
- Vu l'avis conforme de Monsieur le Trésorier Principal Municipal du 29 décembre 2014,
- Vu l'arrêté n°2014/1431/T/R du 29 Avril 2014 donnant délégation à Monsieur Max LEVITA,

Considérant : que pour faciliter l'encaissement des loyers et charges des halles de la Ville, il convient de créer une régie de recettes.

D E C I D E

Article 1 : Il est institué une régie de recettes des « Halles » auprès de la Direction de L'Espace Public (DEP).

Article 2 : La régie est installée dans les locaux de la Direction de l'Espace Public (DEP), 1 place Georges Frêche 34267 Montpellier Cedex 2.

Article 3 : La régie encaisse les produits suivants :

- Les loyers et les charges des quatre Halles de la ville (Laissac, Castellane, 4 saisons et Jacques Cœur).

Article 4 : Les recettes désignées à l'Article 3 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- Numéraire,
- Chèques,
- Carte bancaire,
- Prélèvements.

Elles sont perçues contre remise à l'usager de factures émanant du logiciel GEODP.

Article 5 : Un compte de dépôt de fonds sera ouvert au nom du régisseur ès qualité auprès du Trésor Public. Ce compte permet l'encaissement des recettes désignées à l'Article 3.

Article 6 : Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 50 000 €.

Article 7 : Le régisseur est tenu de verser au Trésorier municipal le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le maximum fixé à l'article 6 et au minimum une fois par mois.

Article 8 : Le régisseur verse auprès de l'ordonnateur la totalité des pièces justificatives de recettes tous les mois et lors de sa sortie de fonction.

Article 9 : Le régisseur est assujetti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 10 : Le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 11 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 16/01/2015

Monsieur l'Adjoint délégué
Max LEVITA

Publiée le : 19/01/2015
Notifiée le :

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2014/0443

**Cotisation à l'association Clic Maill'âge au titre de
l'année 2014**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;

Considérant :

- Le Centre Local d'Information et de Coordination pour les personnes âgées (CLIC MAILL'AGE) depuis sa création en 2005, est l'interlocuteur privilégié pour coordonner, animer et soutenir les actions en faveur des plus âgés.
- Le CLIC MAILL'AGE regroupe une équipe médico-sociale à l'écoute des personnes âgées de plus de 60 ans, de leur entourage et des professionnels et mène sur le bassin gérontologique de Montpellier des actions orientées vers 3 axes :
 - L'information médico-sociale de proximité ;
 - La création de passerelles entre les professionnels, les services, pour une meilleure coordination ;
 - Des actions de prévention créatrices de lien social.
- Dans le cadre de politique de solidarité envers les personnes âgées, la Ville de Montpellier souhaite poursuivre son engagement et propose de reconduire, pour l'année 2014, l'adhésion au Clic Maill'âge.
- Le montant de la cotisation au Clic Maill'âge, pour l'année 2014, s'élève à 59 870 €.

Décide en conséquence :

- d'accepter le versement de la cotisation au Clic Maill'âge, pour un montant de 59 870 € ;
- de prélever le montant de la dépense sur les crédits au budget 2015 de la Ville sur l'imputation 9281/520/22795 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le

12.01.2015

Monsieur le Maire
Philippe SAUREL

Publiée le : 13/01/2015
Notifiée le :

**Attribution d'un marché passé selon la procédure
adaptée pour l'achat de rayonnages et cloisons, dépôt
ateliers municipaux GAROSUD, Direction Culture et
Patrimoine.
(4B0188)**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n° 2014/1341/T/R du 29 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA Adjoint Délégué ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à l'Achat de rayonnages et cloisons, dépôt ateliers municipaux Garosud, Direction Culture et Patrimoine (4B0188).
- Qu'une procédure a été lancée conformément à article 28 du code des Marchés Publics, sous la forme d'un marché à procédure adaptée dont la durée d'exécution se confond avec celle de l'exécution du bon de commande.
- Les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - * le prix pour 60%
 - * la valeur technique pour 40%
- Qu'après analyse, la société **GLIOZZO MANUTENTION**, ZAE les hauts de Fabrègues, 18 avenue du Général De Gaulle, 34 690 Fabrègues, a présenté une offre jugée économiquement avantageuse au regard de l'ensemble des critères.

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité « achat de rayonnages et cloisons, dépôt ateliers municipaux GAROSUD, Direction Culture et Patrimoine » à la société **GLIOZZO MANUTENTION** pour un montant total de **28 875 € HT**.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget investissement de la Ville, nature 2188, tous chapitres.
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec l'entreprise retenue.

Montpellier, le 08/01/2015

Monsieur l'Adjoint délégué
Max LEVITA

Publiée le : 09/01/2015
Notifiée le :

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2014/0445

**Avenant à la décision n°2014/0092 attribuant le
Marché pour la réalisation d'un diagnostic et la mise
en place d'un Conventionnement avec FIPHFP au
Cabinet Arthur Hunt Consulting
Modification de la Raison Sociale de l'attributaire du
Marché**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu le Code des marchés publics et notamment l'article 28 ;
- Vu l'arrêté municipal n° 2014/1209 en date du 7 avril 2014 donnant délégation à Monsieur Abdi EL KANDOUSSI, Adjoint au Maire ;

Considérant :

- Que par la décision n° 2014/0092 du 20 mars 2014, le marché pour la réalisation d'un diagnostic et la mise en place d'un Conventionnement, a été attribué au Cabinet ARTHUR HUNT CONSULTING ;
- Que ce Cabinet a conservé la même dénomination sociale soit ARTHUR HUNT CONSULTING mais a changé de numéro d'immatriculation au registre du Commerce et des Sociétés, le nouveau numéro étant le 388 452 443 R.C.S. Paris comme précisé dans l'extrait Kbis ci-joint;

Décide en conséquence :

- De signer l'avenant ci-joint prenant en compte cette modification de statut de l'entreprise adjudicatrice.

Montpellier, le 07/01/2015

Monsieur l'Adjoint délégué
Abdi EL KANDOUSSI



Publiée le : 08/01/2015
Notifiée le :



**CONTRAT DE MAINTENANCE DU PROGICIEL
DROIT DE CITE
Marché n° 2M24
Avenant n° 1
Mise à jour des fichiers de la DGI**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2014/1351/T/R en date du 29 avril 2014 donnant délégation de signature à Madame Stéphanie JANNIN, Première Adjointe.

Considérant :

- Que la Ville souhaite remplacer dans son contrat de maintenance du logiciel de gestion des autorisations d'urbanisme dénommé « DROIT DE CITES » passé avec la société OPERIS le module Traducteur Majic III par la prestation de reprise annuelle des fichiers de la Direction Générale des Finances Publiques ;
- Qu'à ce titre, la Ville bénéficiera chaque année d'une comparaison et d'une mise à jour de ses fichiers avec les informations de la Direction Générale des Finances Publiques ;
- Qu'un avenant n°1 au contrat de maintenance doit donc être pris modifiant l'article 2 dudit contrat relatif à la description et au tarif annuel du progiciel de la manière suivante : « L'outil Traducteur Majic III est supprimé de la liste des licences achetée par la Ville ; il est remplacé par la prestation de reprise annuelle des fichiers de la Direction Générale des Finances Publiques ».
- Que cet avenant n° 1 est sans effet sur le montant total du marché ;

Décide en conséquence :

- d'approuver un avenant n°1 au contrat de maintenance du logiciel dénommé « DROIT DE CITES » passé avec la société OPERIS, sans modification du montant du marché correspondant, afin de modifier l'article 2 dudit contrat intégrant la prestation de reprise annuelle des fichiers de la Direction Générale des Finances Publiques et supprimant ainsi l'outil Traducteur Majic III.

Montpellier, le

Stéphanie JANNIN
Stéphanie JANNIN
Première Adjointe

Publiée le : 19/01/2015
Notifiée le :

16 JAN. 2015



**Décision rectificative abrogeant et remplaçant la
décision n°2014/0339 relative au marché d'entretien et
de réparation des installations frigorifiques des
véhicules de livraison de repas de la cuisine Centrale
Marché à procédure adaptée n° 4B0157**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n° 2014/1346 en date du 29 avril 2014 donnant délégation de signature à Madame Isabelle Marsala, adjointe déléguée ;

Considérant :

- Que suite à une erreur matérielle, le numéro de marché 4B0157 a été indiqué de façon erronée (AB0157) sur la décision n° 2014/0339 attribuant le marché à la société CARRIER TRANSICOLD et qu'il convient en conséquence de prendre une décision rectificative ;
- Qu'il y a lieu d'effectuer l'entretien et la réparation des installations frigorifiques des véhicules de livraison de repas de la Cuisine Centrale des Restaurants Scolaires de la Ville ;
- Qu'une procédure en date du 08/08/2014 a été lancée conformément aux articles 28 et 77 du code des marchés publics sous la forme d'un marché à bons de commande passé selon la procédure adaptée pour une durée de 1 an, reconductible trois fois ;
- Les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
Prix 50% - Valeur technique 30% - Délais d'exécution 20% ;
- Qu'après analyse, la société CARRIER TRANSICOLD, M.I.N de Rouen, avenue du Commandant Bicheray – 76108 ROUEN Cedex 1 a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;

Décide en conséquence :

- Que la présente décision abroge et remplace la décision n° 2014/0339 en date du 18/11/2014,
- D'attribuer le marché d'entretien et de réparation des installations frigorifiques des véhicules de livraison de repas de la Cuisine Centrale des Restaurants Scolaires de la Ville à la société CARRIER TRANSICOLD, pour un montant annuel de 14 772 € HT reconductible trois fois, soit sur 4 ans un montant total de 59 088 € HT,

- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de fonctionnement de la Direction de la Restauration Scolaire : CRB 13000 – Nature 61551 – Fonction 922/511 – Ligne de crédit 1509,
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec l'entreprise retenue.

Montpellier, le 14/01/2015

Madame l'Adjointe déléguée
Isabelle MARSALA



Publiée le : 15/01/2015
Notifiée le :

**Marché public: scénographie, création graphique et
maquettage de catalogue de la Comédie du Livre 2015
n°4B0121**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2014/1342 du 29 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Cédric de Saint Jouan, adjoint délégué ;

Considérant :

- Que la Ville organise du 28 au 31 mai 2015 la trentième édition de la Comédie du Livre, manifestation dont il convient d'assurer la mise en œuvre et la visibilité par une scénographie, une création graphique et un catalogue adaptés ;
- Qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics sous la forme d'un marché ordinaire, pour une durée de huit mois à compter de la notification du marché ;
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient la valeur technique et artistique du projet présenté (60%) et le prix (40%) ;
- Qu'après analyse, Madame Aurélie TORRE, 17 rue du Faubourg de la Saunerie, 34000 Montpellier, a présenté une offre économiquement avantageuse ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché de scénographie, création graphique et maquettage de catalogue de la Comédie du Livre 2015 à Madame Aurélie TORRE, pour un montant de 30 500 € HT ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec l'entreprise concernée.

Montpellier, le 13/01/2015

Monsieur l'Adjoint délégué
Cédric de SAINT-JOUAN

Publiée le : 14/01/2015
Notifiée le :

**Résiliation du marché passé par appel d'offres
n° 3D05232400
Fournitures de mâts d'éclairage public type Tramway**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2014/1718 du 2 juin 2014 donnant délégation de signature à M. Luc ALBERNHE,
- Vu la décision n° 2014/0192 attribuant à l'entreprise TECHNILUM, le marché de fourniture de mâts d'éclairage public type Tramway ;

Considérant :

- Que pour des motifs d'intérêt général, le marché n° 3D05232400 – fourniture de mâts d'éclairage public type Tramway doit être résilié et relancé ;

Décide en conséquence :

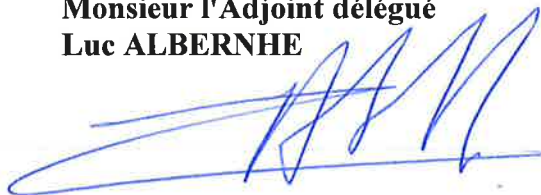
- De résilier le marché 3D05232400 – fourniture de mâts d'éclairage public type Tramway.

Montpellier, le 15/01/2015

**Monsieur l'Adjoint délégué
Luc ALBERNHE**

Publiée le : 16/01/2015

Notifiée le :



Théâtre Jean Vilar, saison 2014-2015
Contrat de co-accueil avec l'association Montpellier
Danse

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2014/1342 du 29 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Cédric de Saint Jouan, adjoint délégué ;

Considérant :

- Que la Ville, *via* le théâtre Jean Vilar, a décidé de co-accueillir, avec l'association Montpellier Danse, le collectif 2 Temps 3 Mouvements dans leur saison 2014-2015 ;
- Que trois représentations, dont une scolaire, du spectacle *Le Bruit des Autres*, seront données au théâtre Jean Vilar les 24, 25 et 26 février 2015 ;
- Qu'il convient de formaliser les conditions de ce co-accueil ;

Décide en conséquence :

- D'approuver le contrat de co-accueil, joint en annexe, entre la Ville de Montpellier et l'association Montpellier Danse ;
- De dire que les partenaires se répartiront les coûts conformément au budget prévisionnel également joint en annexe, soit une estimation de 2 500 € à la charge du théâtre Jean Vilar et 18 771 € à la charge de Montpellier Danse ;
- De dire que les recettes induites par ces représentations, estimées à 5 600 € au total, seront également partagées entre la Ville et Montpellier Danse ;
- De dire que la Ville aura ainsi à sa charge 50 % du résultat des représentations, soit une estimation de 7 835 € ;
- De dire que les sommes correspondantes seront imputées sur le budget de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 13/01/2015

Monsieur l'Adjoint délégué
Cédric de SAINT-JOUAN

Publiée le : 14/01/2015
Notifiée le :

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° **2014/453**

**Marché passé selon une procédure adaptée pour une
mission d'accompagnement de la Ville de Montpellier
pour la préparation et la mise en œuvre du Pedt.
Avenant n° 2**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

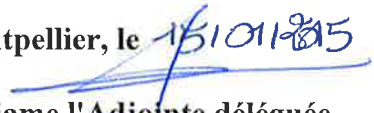
- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n° 2014/1346/T/R donnant délégation de signature à Mme Marsala, Adjointe au Maire déléguée à l'Education

Considérant :

- Qu'il a lieu de procéder à l'attribution d'un second avenant au marché N°4B00371101, d'un montant initial de 80 000 € HT, relatif à une mission d'accompagnement de la Ville de Montpellier pour la préparation et la mise en œuvre du Projet Educatif Territorial (PEDT)
- Qu'à la suite d'une étude approfondissant la mission initiale et plus particulièrement les métiers de responsable et responsable adjoint de centres de loisirs, objet de l'avenant n° 1 d'un montant de 13 350 € HT, des journées supplémentaires de travail se sont avérées nécessaires pour mener à bien cette mission. L'entreprise attributaire du marché (KPMG) a présenté un devis économiquement avantageux d'un montant de 4 800 € HT, ce qui porterait donc le montant global du marché à 98 150 € HT ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer l'avenant précité à l'entreprise KPMG située pour un montant de 4 800 € HT
- De dire que cette dépense sera imputée sur le budget de la Ville, Nature 6233.
- D'autoriser M le Maire, ou à défaut l'Adjointe déléguée à signer l'avenant n°2 au marché N°4B00371101 et plus généralement tous les documents relatifs notamment à la préparation, la passation, l'exécution et le règlement du marché.

Montpellier, le **16/01/2015**

Madame l'Adjointe déléguée
Isabelle MARSALA

Publiée le : **16/01/2015**
Notifiée le :

**Attribution d'un marché public en appel d'offres
ouvert pour l'achat de matériel professionnel de
cuisine et électroménager blanc et brun.
(N° 4D0058)**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n° 2014/1341/T/R du 29 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Adjoint délégué ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à l'achat de matériel professionnel de cuisine et électroménager blanc et brun. (N° 4D0058) pour les services de la ville.
- Qu'une procédure a été lancée, en date 29 septembre 2014, conformément aux articles 33 3° alinéa 57 à 59 et, 77-1 (marchés à bons de commandes sans minimum et sans maximum) du Code des Marchés Publics sous la forme d'un marché en appel d'offres ouvert (N°4D0058). Le marché est conclu pour une durée initiale allant de la notification jusqu'au 31 décembre 2015. Le marché peut être reconduit par période successive de un an pour une durée maximale de reconduction de trois ans.
- Les critères d'analyse pour le jugement des offres du **lot n°1 (Four professionnel de remise en température)** étaient les suivants : **le prix pour 60% et la valeur technique pour 40%.**
- Que la commission d'appel d'offres, dans la séance du 6 janvier 2015, a attribué le marché à la société **SOCAMEL TECHNOLOGIES**, BP 7 – 38 148 RIVES Cedex, pour le **lot n°1**, présentant une offre jugée économiquement avantageuse au regard de l'ensemble des critères.
- Les critères d'analyse pour le jugement des offres du **lot n°2 (Armoire frigorifique professionnelle – froid ventilé)** étaient les suivants : **le prix pour 60% et la valeur technique pour 40%.**
- Que la commission d'appel d'offres dans la séance du 6 janvier 2015, a attribué le marché à la société **SALAGER SERRA**, 8 Z.A. Les Baronnes 34 730 Prades Le Lez, pour le **lot n°2**, présentant une offre jugée économiquement avantageuse au regard de l'ensemble des critères.
- Les critères d'analyse pour le jugement des offres du **lot n°3 (Lave-vaisselle professionnel)** étaient les suivants : **le prix pour 60% et la valeur technique pour 40%.**
- Que la commission d'appel d'offres dans la séance du 6 janvier 2015, a attribué le marché à la société **SALAGER SERRA**, 8 Z.A. Les Baronnes 34 730 Prades Le Lez, pour le **lot n°3**, présentant une offre jugée économiquement avantageuse au regard de l'ensemble des critères.

- Que la commission d'appel d'offres, dans la séance du 06 janvier 2015, a déclaré infructueux le **lot n°4** (*Electroménager blanc et brun*).

Décide en conséquence :

- D'autoriser la signature du marché « Achat de matériel professionnel de cuisine et électroménager blanc et brun précité :

- A la société **SOCAMEL Technologies** pour le lot **n°1** (pour une estimation annuelle de commandes de 30 000 € HT).

- A la société **SALAGER SERRA** pour le lot **n°2** (pour une estimation annuelle de commandes de 40 000 € HT).

- A la société **SALAGER SERRA** pour le lot **n°3** (pour une estimation annuelle de commandes de 30 000 € HT).

- De déclarer le lot **n° 4** infructueux et de le relancer sous forme d'un marché négocié.

- De dire que la dépense sera imputée sur le budget investissement de la Ville, nature 2188 tous chapitres.

- D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec les entreprises retenues par la commission d'appel d'offres.

Montpellier, le 14/01/2015

Monsieur l'Adjoint délégué
Max LEVITA



Publiée le : 15/01/2015
Notifiée le :

**Attribution d'un marché public en appel d'offres
ouvert pour l'achat de matériel de plomberie -
chauffage - arrosage.
(N° 4D0037)**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n° 2014/1341/T/R du 29 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Adjoint délégué ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à l'achat de matériel de plomberie - chauffage - arrosage (N° 4D0037) pour les services de la ville.
- Qu'une procédure a été lancée, en date du 2 octobre 2014, conformément aux articles 33 3° alinéa 57 à 59 et, 77-1 (marchés à bons de commandes sans minimum et sans maximum) du Code des Marchés Publics sous la forme d'un marché en appel d'offres ouvert (N°4D0037). Le marché est conclu pour une durée initiale allant de la notification jusqu'au 31 décembre 2015. Le marché peut être reconduit par période successive de un an pour une durée maximale de reconduction de trois ans. (2016 – 2017 – 2018). Conformément à l'article 8 du Code des Marchés Publics, ce marché est passé pour le groupement de commandes entre la Ville de Montpellier, les communes de Castelnau-le-Lez, Jacou, Pérols, Pignan, Villeneuve-les -Maguelone, le CCAS de Montpellier et la Communauté d'Agglomération de Montpellier, dans les conditions prévues par la convention dudit groupement.
- Les critères d'analyse pour le jugement des offres du **lot n°1 (Matériel de plomberie)** étaient les suivants : **le prix pour 50% et la valeur technique pour 50%.**
- Que la commission d'appel d'offres, dans la séance du 6 janvier 2015, a attribué le marché à la société **LORANS**, avenue Chardonnet – CS 61210 – 35 012 RENNES Cedex, pour le **lot n°1**, présentant une offre jugée économiquement avantageuse au regard de l'ensemble des critères.
- Les critères d'analyse pour le jugement des offres du **lot n°2 (Pièces de chauffages et pièces détachées)** étaient les suivants : **le prix pour 50% et la valeur technique pour 50%.**
- Que la commission d'appel d'offres dans la séance du 6 janvier 2015, a attribué le marché à la société **BAURES**, 462 rue de l'industrie – BP 61178 – MONTPELLIER Cedex, pour le **lot n°2**, présentant une offre jugée économiquement avantageuse au regard de l'ensemble des critères.
- Les critères d'analyse pour le jugement des offres du **lot n°3 (Filtres pour centrales de traitement d'air)** étaient les suivants : **le prix pour 50% et la valeur technique pour 50%.**

- Que la commission d'appel d'offres dans la séance du 6 janvier 2015, a attribué le marché à la société **GEA DELBAG**, 1 rue des Campanules – 77 185 LOGNES, pour le **lot n°3**, présentant l'offre jugée économiquement avantageuse au regard de l'ensemble des critères.

- Les critères d'analyse pour le jugement des offres du **lot n°4 (Matériel de GTC)** étaient les suivants : **le prix pour 50% et la valeur technique pour 50%.**

- Que la commission d'appel d'offres dans la séance du 6 janvier 2015, a attribué le marché à la société **AURETEC Bât 1**, parc ST Jean - ZAC Mas de Grille - rue Théophraste Renaudot - 34 430 ST JEAN DE VEDAS, pour le **lot n°4**, présentant l'offre jugée économiquement avantageuse au regard de l'ensemble des critères.

- Les critères d'analyse pour le jugement des offres du **lot n°5 (Matériel d'arrosage intégré)** étaient les suivants : **le prix pour 50% et la valeur technique pour 50%.**

- Que la commission d'appel d'offres dans la séance du 6 janvier 2015, a attribué le marché à la société **SOMAIR GERVAT**, ZI la Grande Marine – 84 800 L'ISLE-SUR-LA-SORGUE, pour le **lot n°5**, présentant une offre jugée économiquement avantageuse au regard de l'ensemble des critères.

- Que la commission d'appel d'offres, dans la séance du 06 janvier 2015, a déclaré infructueux le **lot n°6 (Equipement de chauffage – radiateurs – chaudières et fumisterie).**

Décide en conséquence :

- D'autoriser la signature du marché « l'achat de matériel de plomberie - chauffage - arrosage. (N°4D0037) » précité :

- A la société **LORANS Technologies** pour le **lot n°1** (pour une estimation annuelle de commandes de 135 000 € HT).

- A la société **BAURES** pour le **lot n°2** (pour une estimation annuelle de commandes de 90 000 € HT).

- A la société **GEA DELBAG** pour le **lot n°3** (pour une estimation annuelle de commandes de 20 000 € HT).

- A la société **AURETEC** pour le **lot n°4** (pour une estimation annuelle de commandes de 70 000 € HT).

- A la société **SOMAIR GERVAT** pour le **lot n°5** (pour une estimation annuelle de commandes de 70 000 € HT).

- De déclarer le **lot n° 6 infructueux** et de le relancer sous forme d'un marché négocié.

- De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement de la Ville, natures 60628 et 60632 et sur le budget investissement, nature 2188, tous chapitres.

- D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec les entreprises retenues par la commission d'appel d'offres.

Montpellier, le 14/01/2015

Monsieur l'Adjoint délégué
Max LEVITA

Publiée le : 15/01/2015

Notifiée le :

DROIT DE PREEMPTION URBAIN
PROPRIETE ALLEGRE
16 rue Adam de Craponne
Exercice du droit de préemption

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu la zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager (ZPPAUP) "GAMBETTA/FIGUEROLLES/CLEMENCEAU", créée par arrêté préfectoral du 28 septembre 2006;
- Vu le plan local d'urbanisme de la Ville de Montpellier approuvé par délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006;
- Vu la délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 approuvant l'instauration du droit de préemption urbain sur le territoire communal;
- Vu la délibération du Conseil municipal du 14 juin 2010 approuvant l'application du droit de préemption urbain renforcé;
- Vu l'arrêté préfectoral du 16 mars 2009 de déclaration d'utilité publique de prescription de travaux et de périmètre de restauration immobilière "Figuerolles – Parc Clémenceau;
- Vu la concession d'aménagement confiée à la SERM par délibération du Conseil municipal du 26 juin 2003;
- Vu l'estimation des services fiscaux du 11 décembre 2014.

Considérant :

- que le 12 novembre 2014, Madame ALLEGRE NICOLE a souscrit une déclaration d'intention d'aliéner une maison située 16 rue Adam de Craponne et cadastrée section HW 688, au prix de 150 000 € plus 12 750 € de commission d'agence;
- que la politique locale de l'habitat mise en œuvre par la Ville de Montpellier vise à réactiver et diversifier le marché du logement et permettre le renouvellement urbain, conformément aux objectifs du Plan Local d'Urbanisme et à l'article L 300-1 du code de l'urbanisme relatif aux opérations d'aménagement ayant pour objet de mettre en œuvre une politique locale de l'habitat et de permettre la restructuration urbaine;

- qu'à cette fin, par délibération du Conseil Municipal du 26 juin 2003, la Ville de Montpellier a décidé de réaliser l'opération d'aménagement urbain "Montpellier Grand Cœur", avec pour objectifs principaux sur le volet habitat de réactiver et diversifier le marché du logement, par la production de logements sociaux publics et de logements à loyer maîtrisé, par la réhabilitation du parc de logements inconfortables ou obsolètes;

- que pour la mise en œuvre de l'opération "Montpellier Grand Cœur" susvisée, la Ville de Montpellier a conclu avec la SERM une concession d'aménagement, selon le régime défini par l'article L 300-4 du code de l'urbanisme, approuvée par délibération du Conseil Municipal du 26 juin 2003;

- que le bien immobilier objet des présentes est situé dans le périmètre de l'opération définie ci-dessus, et dans celui de l'ANRU et OPAH RU "GAMBETTA – CLEMENCEAU , NORD-ECUSSON" et également sous déclaration d'utilité publique de prescription de travaux pris par le Préfet de l'Hérault par arrêté du 16 mars 2006;

- que dans ces conditions, il paraît opportun pour la Ville de Montpellier d'exercer le droit de préemption sur ledit bien immobilier, au vu des objectifs ci-dessus, en vue de la remise aux normes d'habitabilité de l'immeuble permettant la création de logements à loyer maîtrisé;

- que le prix proposé paraît excessif.

Décide en conséquence :

- d'exercer le droit de préemption sur la propriété Madame Nicole ALLEGRE, située 16 rue Adam de Craponne, et cadastrée section HW 688, au prix de 130 500 € plus 12 750 € de commission d'agence;

- dans le cas où le propriétaire déciderait de maintenir le prix indiqué dans la déclaration, d'engager la procédure réglementaire afin que le prix de l'immeuble soit fixé par la juridiction compétente en matière d'expropriation, conformément à l'article R 213-11 du code de l'urbanisme;

- que la SERM interviendra à l'acte d'acquisition en qualité de tiers payeur et que le bien lui sera ensuite cédé gratuitement afin de poursuivre sa mission dans le cadre de la concession d'aménagement.

Montpellier, le 08 JAN. 2015

Madame la Première Adjointe
Stéphanie JANNIN

Publiée le : 03/01/2015
Notifiée le :

Décision d'Ester Protection Fonctionnelle
BENDALI Fatiha/ADDANI Yahia
CAYE Alain/X

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;

Considérant :

- Qu'il est nécessaire d'assurer la défense de la Ville, de Mme BENDALI Fatiha et de Mr CAYE Alain par l'intermédiaire de la SCP VINSONNEAU-PALIES NOY GAUER & Associés/ADDANI Yahia et X dans le cadre de l'agression dont ont été victimes Mme BENDALI Fatiha, Brigadier Chef Principal, et Mr CAYE Alain, Brigadier Chef dans l'exercice de leurs fonctions, le 23 juillet 2014.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville, de Mme BENDALI Fatiha et de Mr CAYE Alain devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire par l'intermédiaire de la SCP VINSONNEAU-PALIES NOY GAUER & Associés ;
- De verser le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville, prélevées sur la ligne budgétaire 14810

Montpellier, le 19/01/2015

Monsieur l'Adjoint délégué
Abdi EL KANDOUSSI



Publiée le : 21/01/2015
Notifiée le :



Recueil des Actes Administratifs

Arrêtés réglementaires

Janvier 2015



CERTIFICAT D’AFFICHAGE

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier certifie qu'ont été affichés, à compter du vendredi 10 octobre 2014 inclus jusqu'au vendredi 28 novembre 2014 inclus :

- sur le panneau d’affichage officiel de la mairie situé à l’extérieur de l’hôtel de Ville, l’arrêté municipal n° DAP 2-2014 en date du 16 septembre 2014 concernant la désignation des lieux d’affichage de l’avis d’enquête publique unique relative à la modification du plan local d’urbanisme (PLU) et des périmètres de protection autour des monuments historiques,
- sur le panneau d’affichage officiel de la mairie situé à l’extérieur de l’hôtel de Ville, l’arrêté municipal n° DAP 3-2014 en date du 25 septembre 2014 concernant l’enquête publique unique relative à la modification du plan local d’urbanisme (PLU) et des périmètres de protection autour des monuments historiques,
- sur le panneau d’affichage officiel de la mairie situé à l’extérieur de l’hôtel de Ville, à proximité immédiate de plusieurs Maisons pour tous et mairies annexes et sur l’ensemble du territoire communal (cf. liste des points d’affichage jointe), l’avis concernant l’ouverture de l’enquête publique unique relative à la modification du PLU et des périmètres de protection autour des monuments historiques.

Montpellier, le 1^{er} décembre 2014

**La Directrice de l’Aménagement
et de la Programmation**

Sylvie MAHOT

OUVERTURE EXCEPTIONNELLE DES COMMERCES LE DIMANCHE

REPOS DOMINICAL DES SALARIES

Commerce de détail alimentaire spécialisé

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le Code du Travail et notamment les articles L3132-26 et L3132-27,
- VU la demande formulée par les organisations professionnelles du secteur d'activité Commerce de détail alimentaire spécialisé
- VU les avis émis par la Chambre de Commerce et d'Industrie de Montpellier et les syndicats de salariés,
- VU la consultation des organisations syndicales en date du 19 décembre 2014,
- CONSIDERANT qu'il s'agit des 1ère, 2ème, 3ème, 4ème et 5ème autorisations sur les cinq dates proposées par le calendrier des ouvertures dominicales 2015, pour le secteur d'activité Commerce de détail alimentaire spécialisé.

Arrête :

ARTICLE 1ER

Les établissements relevant du secteur d'activité Commerce de détail alimentaire spécialisé sont autorisés à ouvrir les dimanches :

11 janvier, 28 juin, 13, 20 et 27 décembre 2015

ARTICLE 2

Chaque salarié qui travaillera ce dimanche percevra une rémunération au moins égale au double de la rémunération normalement due pour une durée équivalente, et bénéficiera d'un repos compensateur équivalent en temps dans la quinzaine qui précède ou suit la suppression du repos.

ARTICLE 3

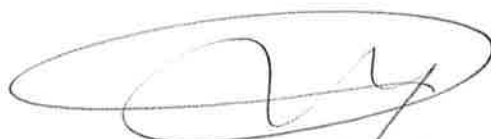
Le présent arrêté sera notifié à Messieurs les Présidents des syndicats et Chambres syndicales concernés.

ARTICLE 4

Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie, Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 05/01/2015

Madame l'Adjointe déléguée



Brigitte ROUSSEL-GALIANA

Publié le : 06/01/2015
Notifié le :

OUVERTURE EXCEPTIONNELLE DES COMMERCES LE DIMANCHE

REPOS DOMINICAL DES SALARIES

Commerce de détail spécialisé de l'équipement de la personne, la culture et les loisirs

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le Code du Travail et notamment les articles L3132-26 et L3132-27,
- VU la demande formulée par les organisations professionnelles du secteur d'activité Commerce de détail spécialisé de l'équipement de la personne, la culture et les loisirs
- VU les avis émis par la Chambre de Commerce et d'Industrie de Montpellier et les syndicats de salariés,
- VU la consultation des organisations syndicales en date du 19 décembre 2014,
- CONSIDERANT qu'il s'agit des 1ère, 2ème, 3ème, 4ème et 5ème autorisations sur les cinq dates proposées par le calendrier des ouvertures dominicales 2015, pour le secteur d'activité Commerce de détail spécialisé de l'équipement de la personne, la culture et les loisirs.

Arrête :

ARTICLE 1ER

Les établissements relevant du secteur d'activité Commerce de détail spécialisé de l'équipement de la personne, la culture et les loisirs sont autorisés à ouvrir les dimanches :

11 janvier, 28 juin, 6, 13 et 20 décembre 2014

ARTICLE 2

Chaque salarié qui travaillera ce dimanche percevra une rémunération au moins égale au double de la rémunération normalement due pour une durée équivalente, et bénéficiera d'un repos compensateur équivalent en temps dans la quinzaine qui précède ou suit la suppression du repos.

ARTICLE 3

Le présent arrêté sera notifié à Messieurs les Présidents des syndicats et Chambres syndicales concernés.

ARTICLE 4

Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie, Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 05/01/2015

Madame l'Adjointe déléguée



Brigitte ROUSSEL-GALIANA

Publié le : 06/01/2015
Notifié le :



OUVERTURE EXCEPTIONNELLE DES COMMERCES LE DIMANCHE

REPOS DOMINICAL DES SALARIES

Commerce de détail spécialisé de l'équipement du foyer Electroménager - TV HIFI

Monsieurle Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le Code du Travail et notamment les articles L3132-26 et L3132-27,
- VU la demande formulée par les organisations professionnelles du secteur d'activité Commerce de détail spécialisé de l'équipement du foyer - Electroménager - TV HIFI
- VU les avis émis par la Chambre de Commerce et d'Industrie de Montpellier et les syndicats de salariés,
- VU la consultation des organisations syndicales en date du 19 décembre 2014,
- CONSIDERANT qu'il s'agit des 1ère, 2ème, 3ème, 4ème et 5ème autorisations sur les cinq dates proposées par le calendrier des ouvertures dominicales 2015, pour le secteur d'activité Commerce de détail spécialisé de l'équipement du foyer
Electroménager - TV HIFI.

Arrête :

ARTICLE 1ER

Les établissements relevant du secteur d'activité Commerce de détail spécialisé de l'équipement du foyer Electroménager - TV HIFI sont autorisés à ouvrir les dimanches :

11 janvier, 28 juin, 6, 13 et 20 décembre 2014

ARTICLE 2

Chaque salarié qui travaillera ce dimanche percevra une rémunération au moins égale au double de la rémunération normalement due pour une durée équivalente, et bénéficiera d'un repos compensateur équivalent en temps dans la quinzaine qui précède ou suit la suppression du repos.

ARTICLE 3

Le présent arrêté sera notifié à Messieurs les Présidents des syndicats et Chambres syndicales concernés.

ARTICLE 4

Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie, Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 05/01/2015

Madame l'Adjointe déléguée



Brigitte ROUSSEL-GALIANA

Publié le : 06/01/2015

Notifié le :

OUVERTURE EXCEPTIONNELLE DES COMMERCE LE DIMANCHE

REPOS DOMINICAL DES SALARIES

Secteur Automobile

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le Code du Travail et notamment les articles L3132-26 et L3132-27,
- VU la demande formulée par les organisations professionnelles du secteur d'activité Secteur Automobile
- VU les avis émis par la Chambre de Commerce et d'Industrie de Montpellier et les syndicats de salariés,
- VU la consultation des organisations syndicales en date du 29 décembre 2014,
- CONSIDERANT qu'il s'agit de la 1ère, 2ème, 3^{ème} et 4ème autorisations sur les cinq dates proposées par le calendrier des ouvertures dominicales 2013, pour le secteur d'activité " Secteur Automobile ".

Arrête :

ARTICLE 1ER

Les établissements relevant du secteur d'activité " Secteur Automobile " sont autorisés à ouvrir les :

18 janvier, 15 mars, 14 juin, 13 septembre et 11 octobre 2015

ARTICLE 2

Chaque salarié qui travaillera ce dimanche percevra une rémunération au moins égale au double de la rémunération normalement due pour une durée équivalente, et bénéficiera d'un repos compensateur équivalent en temps dans la quinzaine qui précède ou suit la suppression du repos.

ARTICLE 3

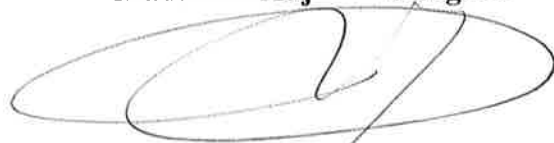
Le présent arrêté sera notifié à Messieurs les Présidents des syndicats et Chambres syndicales concernés.

ARTICLE 4

Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie, Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 05/01/2015

Madame l'Adjointe déléguée



Brigitte ROUSSEL-GALIANA

Publié le : 06/01/2015
Notifié le :

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté permanent Mesures de circulation Rue Charles Didion

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R.411-7, R. 411-8, R. 411-25, R. 415-6 et R. 415-15 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, troisième partie, intersections et régimes de priorité et livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des mesures particulières en matière de circulation des véhicules dans les voies précitées ;

Arrête :

Article 1er :

À l'intersection, de la Rue Charles Didion et de la Rue Boyer, les conducteurs circulant sur la Rue Charles Didion sont tenus de marquer l'arrêt à la limite de la chaussée abordée (STOP) puis de céder le passage aux autres véhicules.

Article 2 :

Il est interdit de tourner à droite dans la Rue Colin pour tous les véhicules venant de la Rue Charles Didion.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Général des Services de la Ville et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.



Montpellier, le 5 janvier 2015

Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publié le : **21 JAN. 2015**

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté permanent Mesures de circulation et de stationnement Rue des Anthémis

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2122.22 et L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R.411-7', R. 411-8, R. 411-25, R. 412-28, R. 415-6, R. 415-15, R. 417-3, R. 417-10 et R. 417-12 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, troisième partie, intersections et régimes de priorité, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription, livre 1, cinquième partie, signalisation d'indication et livre 1, septième partie, marques sur chaussées - annexes ;
- VU l'arrêté municipal du 27 décembre 2013, N°2013/NT/R/DGU-P279, portant réglementation du stationnement payant sur voirie dans les voies de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil Municipal du 7 octobre 2013 modifiant le tarif des abonnements résidents pour le stationnement payant sur voirie en zone orange et jaune ;
- VU la délibération du Conseil Municipal du 22 décembre 2008 modifiant les horaires et les tarifs du stationnement payant sur voirie ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des mesures particulières en matière de circulation et de stationnement des véhicules dans la voie précitée ;

Arrête :

Article 1er :

Un sens unique est institué Rue des Anthémis depuis la Rue Sainte Catherine vers et jusqu'à la Rue Boyer et depuis la Rue Sainte Catherine vers et jusqu'au Boulevard Rabelais.

Article 2 :

À l'intersection, de la Rue Boyer et de la Rue des Anthémis, les conducteurs circulant sur la Rue des Anthémis sont tenus de marquer l'arrêt à la limite de la chaussée abordée (STOP) puis de céder le passage aux autres véhicules.

Article 3 :

Le stationnement payant de tous les véhicules est autorisé dans la zone moyenne durée, aux emplacements prévus à cet effet Rue des Anthémis côté impair, dans sa partie comprise entre la Rue Boyer et la Rue Frédéric Peyson et côté pair, dans sa partie comprise entre le Boulevard Rabelais et la Rue Frédéric Peyson.

Ces dispositions sont applicables **de 9h à 18h tous les jours, sauf dimanche et jours fériés.**

Tout stationnement d'un véhicule excédant 48 heures sera considéré comme abusif.

Le stationnement est limité à 5 heures et soumis au paiement de la redevance correspondante. Le paiement s'effectue au moyen d'horodateurs implantés dans la zone de stationnement. Le ticket délivré est apposé par les automobilistes derrière le pare-brise de manière à être visible et lisible de l'extérieur du véhicule.

Tout stationnement d'un véhicule ne respectant pas les dispositions de durée et de paiement prévues à l'alinéa précédent sera considéré comme abusif et passible de mise en fourrière immédiate.

Une tarification et une durée spécifiques sont applicables pour le stationnement résidentiel dans cette zone selon les modalités définies lors de la délibération municipale visée ci-dessus.

Article 4 :

Les véhicules de livraison ont 1 place réservée Rue des Anthémis côté impair au n° 3.

Ces dispositions sont applicables **de 8h00 à 20h00 tous les jours, sauf dimanche et jours fériés.**

L'arrêt et le stationnement de tout autre véhicule à l'emplacement réservé sont interdits. Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 5 :

L'arrêt et le stationnement sont interdits Rue des Anthémis côté impair, dans sa partie comprise entre la Rue Sainte Catherine et la Rue Frédéric Peyson.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 6 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 7 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 8 :

Le Directeur Général des Services de la Ville et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.



Montpellier, le 5 janvier 2015

Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publié le :

21 JAN. 2015

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté permanent Mesures de circulation et de stationnement Rue Boyer

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2122.22 et L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R.411-7, R. 411-8, R. 411-25, R. 412-28, R. 415-6, R. 415-15, R. 417-3 et R. 417-12 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, troisième partie, intersections et régimes de priorité, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription, livre 1, cinquième partie, signalisation d'indication et livre 1, septième partie, marques sur chaussées - annexes ;
- VU l'arrêté municipal du 27 décembre 2013, N°2013/NT/R/DGU-P279, portant réglementation du stationnement payant sur voirie dans les voies de Montpellier ;
- VU l'arrêté 2012/NT/R/DGU-P346 du 10 décembre 2012, réglementant la circulation et le stationnement des véhicules rue Boyer ;
- VU la délibération du Conseil Municipal du 22 décembre 2008 modifiant les horaires et les tarifs du stationnement payant sur voirie ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes ;
- VU la délibération du Conseil Municipal du 7 octobre 2013 modifiant le tarif des abonnements résidents pour le stationnement payant sur voirie en zone orange et jaune ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des mesures particulières en matière de circulation et de stationnement des véhicules dans la voie précitée ;

Arrête :

Article 1er :

Un sens unique est institué Rue Boyer depuis le Boulevard Vieussens vers et jusqu'à la Rue Frédéric Bazille.

Article 2 :

La circulation des véhicules de plus de sept tonnes cinq (7,5t) est interdite Rue Boyer.

Article 3 :

À l'intersection, de la Rue Boyer, de la Rue Frédéric Bazille et de la Rue du Grand Saint Jean, les conducteurs circulant sur la Rue Boyer et la Rue Frédéric Bazille sont tenus de marquer l'arrêt à la limite de la chaussée abordée (STOP) puis de céder le passage aux autres véhicules.

Article 4 :

Le stationnement payant de tous les véhicules est autorisé dans la zone moyenne durée, aux emplacements prévus à cet effet Rue Boyer côté impair, dans sa partie comprise entre le Boulevard Vieussens et le n°17 (inclus). Et côté pair, dans sa partie comprise entre la Rue Alexis Alquié et la Rue Frédéric Bazille.

Ces dispositions sont applicables **de 9h à 18h tous les jours, sauf dimanche et jours fériés.**

Tout stationnement d'un véhicule excédant 48 heures sera considéré comme abusif.

Le stationnement est limité à 5 heures et soumis au paiement de la redevance correspondante. Le paiement s'effectue au moyen d'horodateurs implantés dans la zone de stationnement. Le ticket délivré est apposé par les automobilistes derrière le pare-brise de manière à être visible et lisible de l'extérieur du véhicule.

Tout stationnement d'un véhicule ne respectant pas les dispositions de durée et de paiement prévues à l'alinéa précédent sera considéré comme abusif et passible de mise en fourrière immédiate.

Une tarification et une durée spécifiques sont applicables pour le stationnement résidentiel dans cette zone selon les modalités définies lors de la délibération municipale visée ci-dessus.

Article 5 :

L'arrêt et le stationnement sont interdits Rue Boyer, dans sa partie comprise entre le n°17 (non inclus) et la Rue Alexis Alquié.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 6 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 7 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures, et l'arrêté n° 2012/NT/R/DGU-P346 du **10 décembre 2012** susvisé est abrogé.

Article 8 :

Le Directeur Général des Services de la Ville et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 5 janvier 2015

Monsieur le Maire



Philippe SAUREL

Publié le : **21 JAN. 2015**

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté permanent Mesures de circulation et de stationnement Rue Colin

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2122.22 et L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R.411-7, R. 411-8, R. 411-25, R. 412-28, R. 415-6, R. 415-15, R. 417-3, R. 417-10, R. 417-11 et R. 417-12 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, troisième partie, intersections et régimes de priorité, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription, livre 1, cinquième partie, signalisation d'indication et livre 1, septième partie, marques sur chaussées - annexes ;
- VU l'arrêté municipal du 27 décembre 2013, N°2013/NT/R/DGU-P279, portant réglementation du stationnement payant sur voirie dans les voies de Montpellier ;
- VU l'arrêté 2010/NT/R/DGU-P427 du 07 septembre 2010, réglementant la circulation et le stationnement des véhicules rue Colin ;
- VU la délibération du Conseil Municipal du 22 décembre 2008 modifiant les horaires et les tarifs du stationnement payant sur voirie ;
- VU la délibération du Conseil Municipal du 7 octobre 2013 modifiant le tarif des abonnements résidents pour le stationnement payant sur voirie en zone orange et jaune ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des mesures particulières en matière de circulation et de stationnement des véhicules dans la voie précitée ;

Arrête :

Article 1er :

Un sens unique est institué Rue Colin depuis la Rue Alexis Alquié vers et jusqu'au Boulevard Vieussens.

Article 2 :

À l'intersection, de la Rue Colin et du Boulevard Vieussens, les conducteurs circulant sur la Rue Colin sont tenus de marquer l'arrêt à la limite de la chaussée abordée (STOP) puis de céder le passage aux autres véhicules.

Article 3 :

Le stationnement est interdit Rue Colin côté impair .

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 4 :

Le stationnement payant de tous les véhicules est autorisé dans la zone moyenne durée, aux emplacements prévus à cet effet Rue Colin côté pair .

Ces dispositions sont applicables **de 9h à 18h tous les jours, sauf dimanche et jours fériés.**

Tout stationnement d'un véhicule excédant 48 heures sera considéré comme abusif.

Le stationnement est limité à 5 heures et soumis au paiement de la redevance correspondante. Le paiement s'effectue au moyen d'horodateurs implantés dans la zone de stationnement. Le ticket délivré est apposé par les automobilistes derrière le pare-brise de manière à être visible et lisible de l'extérieur du véhicule.

Tout stationnement d'un véhicule ne respectant pas les dispositions de durée et de paiement prévues à l'alinéa précédent sera considéré comme abusif et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 5 :

Les personnes à mobilité réduite ont un emplacement réservé Rue Colin côté pair face au n° 9 bis (1 place(s)) et face au n° 13 (2 place(s)).

L'arrêt et le stationnement de tout autre véhicule à l'emplacement réservé sont interdits. Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Les véhicules des personnes à mobilité réduite doivent être munis de la carte de stationnement pour personnes handicapées apposé sur le pare-brise.

Article 6 :

Les cycles ont un emplacement réservé Rue Colin côté pair au n° 20 (4 place(s)) et au n° 40 (4 place(s)).

L'arrêt et le stationnement de tout autre véhicule à l'emplacement réservé sont interdits. Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant.

Article 7 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 8 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures, et l'arrêté n° 2010/NT/R/DGU-P427 du **07 septembre 2010** susvisé est abrogé.

Article 9 :

Le Directeur Général des Services de la Ville et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 5 janvier 2015



Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publié le : 21 JAN. 2015

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté permanent Mesures de circulation et de stationnement Rue du Pavillon

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2122.22 et L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R.411-7, R. 411-8, R. 411-25, R. 412-28, R. 415-6, R. 415-15, R. 417-3 et R. 417-12 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, troisième partie, intersections et régimes de priorité, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription, livre 1, cinquième partie, signalisation d'indication et livre 1, septième partie, marques sur chaussées - annexes ;
- VU l'arrêté municipal du 27 décembre 2013, N°2013/NT/R/DGU-P279, portant réglementation du stationnement payant sur voirie dans les voies de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil Municipal du 7 octobre 2013 modifiant le tarif des abonnements résidents pour le stationnement payant sur voirie en zone orange et jaune ;
- VU la délibération du Conseil Municipal du 22 décembre 2008 modifiant les horaires et les tarifs du stationnement payant sur voirie ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des mesures particulières en matière de circulation et de stationnement des véhicules dans la voie précitée ;

Arrête :

Article 1er :

Un sens unique est institué Rue du Pavillon depuis la Rue Alexis Alquié vers et jusqu'à la Rue Boyer.

Article 2 :

À l'intersection, de la Rue du Pavillon et de la Rue Boyer, les conducteurs circulant sur la Rue du Pavillon sont tenus de marquer l'arrêt à la limite de la chaussée abordée (STOP) puis de céder le passage aux autres véhicules.

Article 3 :

Le stationnement payant de tous les véhicules est autorisé dans la zone moyenne durée, aux emplacements prévus à cet effet Rue du Pavillon côté impair .

Ces dispositions sont applicables **de 9h à 18h tous les jours, sauf dimanche et jours fériés.**

Tout stationnement d'un véhicule excédant 48 heures sera considéré comme abusif.

Le stationnement est limité à 5 heures et soumis au paiement de la redevance correspondante. Le paiement s'effectue au moyen d'horodateurs implantés dans la zone de stationnement. Le ticket délivré est apposé par les automobilistes derrière le pare-brise de manière à être visible et lisible de l'extérieur du véhicule.

Tout stationnement d'un véhicule ne respectant pas les dispositions de durée et de paiement prévues à l'alinéa précédent sera considéré comme abusif et passible de mise en fourrière immédiate.

Une tarification et une durée spécifiques sont applicables pour le stationnement résidentiel dans cette zone selon les modalités définies lors de la délibération municipale visée ci-dessus.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Général des Services de la Ville et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.



Montpellier, le 5 janvier 2015

Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publié le :

21 JAN. 2015

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté permanent Mesures de circulation et de stationnement Rue Alexis Alquié

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2122.22 et L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R.411-7, R. 411-8, R. 411-25, R. 412-28, R. 415-6, R. 415-15, R. 417-3, R. 417-11 et R. 417-12 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, troisième partie, intersections et régimes de priorité, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription, livre 1, cinquième partie, signalisation d'indication et livre 1, septième partie, marques sur chaussées - annexes ;
- VU l'arrêté municipal du 27 décembre 2013, N°2013/NT/R/DGU-P279, portant réglementation du stationnement payant sur voirie dans les voies de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil Municipal du 7 octobre 2013 modifiant le tarif des abonnements résidents pour le stationnement payant sur voirie en zone orange et jaune ;
- VU la délibération du Conseil Municipal du 22 décembre 2008 modifiant les horaires et les tarifs du stationnement payant sur voirie ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des mesures particulières en matière de circulation et de stationnement des véhicules dans la voie précitée ;

Arrête :

Article 1er :

Un sens unique est institué Rue Alexis Alquié :

- depuis la Rue Sainte Catherine vers et jusqu'à la Rue Frédéric Peyson ;
- depuis la Rue Boyer vers et jusqu'à la Rue Frédéric Peyson ;
- depuis la Rue Boyer vers et jusqu'à la Rue Colin ;
- depuis la sortie du parking SNCF, située dans l'angle de la rue d'Alquié contre les voies ferrées, vers et jusqu'à la Rue du Pavillon.

Article 2 :

À l'intersection, de la Rue Alexis Alquié et de la Rue Frédéric Peyson, les conducteurs circulant sur la Rue Alexis Alquié dans les deux sens sont tenus de marquer l'arrêt à la limite de la chaussée abordée (STOP) puis de céder le passage aux autres véhicules.

Article 3 :

Le stationnement payant de tous les véhicules est autorisé dans la zone moyenne durée, aux emplacements prévus à cet effet Rue Alexis Alquié côté impair, dans sa partie comprise entre la Rue Frédéric Peyson et la Rue du Pavillon et côté pair, dans sa partie comprise entre la Rue Sainte Catherine et la Rue Frédéric Peyson.

Ces dispositions sont applicables **de 9h à 18h tous les jours, sauf dimanche et jours fériés.**

Tout stationnement d'un véhicule excédant 48 heures sera considéré comme abusif.

Le stationnement est limité à 5 heures et soumis au paiement de la redevance correspondante. Le paiement s'effectue au moyen d'horodateurs implantés dans la zone de stationnement. Le ticket délivré est apposé par les automobilistes derrière le pare-brise de manière à être visible et lisible de l'extérieur du véhicule.

Tout stationnement d'un véhicule ne respectant pas les dispositions de durée et de paiement prévues à l'alinéa précédent sera considéré comme abusif et passible de mise en fourrière immédiate.

Une tarification et une durée spécifiques sont applicables pour le stationnement résidentiel dans cette zone selon les modalités définies lors de la délibération municipale visée ci-dessus.

Article 4 :

Les personnes à mobilité réduite ont 1 place réservée Rue Alexis Alquié côté impair au n° 19.

L'arrêt et le stationnement de tout autre véhicule à l'emplacement réservé sont interdits. Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Les véhicules des personnes à mobilité réduite doivent être munis de la carte de stationnement pour personnes handicapées apposé sur le pare-brise.

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 6 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 7 :

Le Directeur Général des Services de la Ville et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 5 janvier 2015

Monsieur le Maire

Philippe SAUREL



Publié le : **21 JAN. 2015**

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue Rigaud et Rue Roudil

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 29 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de branchement à la demande de ERDF. ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **19 janvier 2015** et jusqu'au **13 février 2015** inclus, la circulation est interdite sur :

- la Rue Rigaud ;
- la Rue Roudil dans sa partie comprise entre la Rue Joseph Vidal et la Rue Rigaud.

Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00.**

Article 2 :

À compter du **19 janvier 2015** et jusqu'au **13 février 2015** inclus, Rue Rigaud des deux côtés, entre le n° 12 et le n° 16, l'arrêt et le stationnement sont interdits.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 3 :

A compter du 19 janvier 2015 et jusqu'au 13 février 2015 inclus, en dérogation à l'arrêté municipal du 6 avril 2010, N°2010/NT/R/DGU-P320, les véhicules de plus de 7.5T, assignés aux travaux d'ERDF sont spécifiquement autorisés à circuler dans le périmètre défini à l'article 2 de l'arrêté municipal du 6 avril 2010 N°2010/NT/R/DGU-P320.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :



La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise du demandeur.

Article 7 :

Le Directeur Général des Services de la Ville et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 5 Janvier 2015

Monsieur l' Adjoint délégué



Luc ALBERNHE

Publié le : 06 JAN, 2015

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Autorisation de stationnement Place Paul Bec

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 29 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de livraisons à la demande de Infinity-Concept ;

Arrête :

Article 1er :

Le **08 janvier 2015**, Place Paul Bec, le stationnement est autorisé pour le camion de la société Sfic.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de Infinity-Concept.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 05 janvier 2015



Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

0 8 JAN. 2015

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Rue Jeanne de Charrin

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 29 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux sur le réseau d'eaux usées à la demande de VEOLIA ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **26 janvier 2015** et jusqu'au **06 février 2015** inclus, Rue Jeanne de Charrin, le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de VEOLIA

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 5 janvier 2015

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le : 08 JAN. 2015

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'L. ALBERNHE', is written over a circular official stamp. The stamp is partially obscured by the signature and contains some illegible text and a date.

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Avenue Pierre d'Adhémar

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 29 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux sur le réseau eaux usées à la demande de VEOLIA ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **19 janvier 2015** et jusqu'au **30 janvier 2015** inclus, Avenue Pierre d'Adhémar, entre le n°2 et le n°6, le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de VEOLIA

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 5 janvier 2015

 **Monsieur l'Adjoint délégué**
Luc ALBERNHE

Publié le :

12 JAN. 2015

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Avenue de Heidelberg et Avenue de Louisville

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 29 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux d'élague à la demande de la ville de Montpellier ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **12 janvier 2015** et jusqu'au **13 février 2015** inclus, l'Avenue de Heidelberg est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

À compter du **12 janvier 2015** et jusqu'au **13 février 2015** inclus, l'Avenue de Louisville est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de la ville de Montpellier

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 5 janvier 2015

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le : 08 JAN. 2015



Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Avenue de Saint Lazare

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 29 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux d'aménagement d'un local à la demande de l'EURL Gutierrez ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **14 janvier 2015** et jusqu'au **30 juin 2015** inclus, Avenue de Saint Lazare, entre le n° 36 et le n° 40, le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'EURL Gutierrez

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 5 janvier 2015

 **Monsieur l' Adjoint délégué**
Luc ALBERNHE

Publié le : 12 JAN. 2015

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue Joffre

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 29 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux de renouvellement de branchement à la demande de VEOLIA ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **12 janvier 2015** et jusqu'au **23 janvier 2015** inclus, Rue Joffre au n° 7, l'arrêt et le stationnement sont interdits.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules assujétis aux travaux de VEOLIA.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

À compter du **12 janvier 2015** et jusqu'au **23 janvier 2015** inclus, Rue Joffre, la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

Article 3 :

A compter du 5 janvier 2015 et jusqu'au 16 janvier 2015 inclus, en dérogation à l'arrêté municipal du 6 avril 2010, N°2010/NT/R/DGU-P320, les véhicules de plus de 7.5T, assignés aux travaux de GRDF, sont spécifiquement autorisés à circuler dans le périmètre défini à l'article 2 de l'arrêté municipal du 6 avril 2010 N°2010/NT/R/DGU-P320.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise VEOLIA.

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 6 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 7 :

Le Directeur Général des Services de la Ville et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 5 janvier 2015



Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

09 JAN. 2015

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Circulation interdite Rue Joffre, Rue de la Maréchaussée, Rue d'Obilion et Rue de la Victoire de la Marne

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 29 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des mesures particulières en matière de circulation et de stationnement des véhicules dans la voie précitée pour la réalisation des travaux sur le réseau pluvial de la ville de Montpellier. ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **07 janvier 2015** et jusqu'au **16 janvier 2015** inclus, la circulation est interdite sur :

- la Rue Joffre ;
- la Rue d'Obilion ;
- la Rue de la Victoire de la Marne ;
- la Rue de la Maréchaussée.

Ces dispositions sont applicables **de 22h00 à 6h00.**

Article 2 :

A compter du 7 janvier 2015 et jusqu'au 16 janvier 2015 inclus, en dérogation à l'arrêté municipal du 6 avril 2010, N°2010/NT/R/DGU-P320, les véhicules de plus de 7.5T, assignés aux travaux de la ville de Montpellier, sont spécifiquement autorisés à circuler dans le périmètre défini à l'article 2 de l'arrêté municipal du 6 avril 2010 N°2010/NT/R/DGU-P320.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge du demandeur.

Article 6 :

Le Directeur Général des Services de la Ville et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 5 janvier 2015

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

0 8 JAN, 2015



**Direction du
Génie Urbain**

Service Voirie

Arrêté n° 2015-T8

**Arrêté temporaire
Mesures de circulation
Viaduc Alphonse Loubat**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 29 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de remplacement d'un mat d'éclairage à la demande du Service Eclairage Public ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **12 janvier 2015** et jusqu'au **15 janvier 2015** inclus, la circulation est interdite à tous les véhicules de 4h00 à 7h00 Viaduc Alphonse Loubat

Article 2 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur l'Allée de la Citadelle, emprunte :

- la Place du Onze Novembre
- l'Avenue Jean Mermoz
- la Rue Professeur Léon Vallois

et se termine sur l'Avenue de Nîmes.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge du Service Eclairage Public

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 5 janvier 2015

Monsieur l' Adjoint délégué



Luc ALBERNHE

Publié le :

09 JAN, 2015

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Avenue de l'Ecole d'Agriculture-Gabriel Buchet et Avenue de la Gaillarde

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 29 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux sur le réseau d'eau potable à la demande de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **05 janvier 2015** et jusqu'au **27 février 2015** inclus, la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h sur :

- l'Avenue de la Gaillarde dans sa partie comprise entre la Rue de Las Sorbes et l'Avenue de l'Ecole d'Agriculture-Gabriel Buchet ;
- l'Avenue de l'Ecole d'Agriculture-Gabriel Buchet dans sa partie comprise entre la Rue de Las Sorbes et la Rue des Sycomores.

Article 2 :

À compter du **05 janvier 2015** et jusqu'au **27 février 2015** inclus, le stationnement est interdit sur :

- l'Avenue de la Gaillarde dans sa partie comprise entre la Rue de Las Sorbes et l'Avenue de l'Ecole d'Agriculture-Gabriel Buchet ;
- l'Avenue de l'Ecole d'Agriculture-Gabriel Buchet dans sa partie comprise entre la Rue de Las Sorbes et la Rue des Sycomores.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 3 :

À compter du **05 janvier 2015** et jusqu'au **27 février 2015** inclus, la circulation est interdite Avenue de la Gaillarde, dans sa partie comprise entre l'Avenue de l'Ecole d'Agriculture-Gabriel Buchet et la Rue de Las Sorbes

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur l'Avenue de la Gaillarde, emprunte :

- l'Avenue de l'Ecole d'Agriculture-Gabriel Buchet
- la Rue de Las Sorbes

et se termine sur l'Avenue de la Gaillarde.

Article 4 :

À compter du **05 janvier 2015** et jusqu'au **27 février 2015** inclus, Avenue de l'Ecole d'Agriculture-Gabriel Buchet, dans sa partie comprise entre la Rue de Las Sorbes et la Rue des Sycomores, la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10.

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 6 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise SOGEA.

Article 7 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 8 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 5 janvier 2015

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE



Publié le :

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Voies diverses

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 29 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de carottage à la demande du service voirie de la ville de Montpellier ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **26 janvier 2015** et jusqu'au **06 février 2015** inclus, l'Allée Antonin Chauliac est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la voie axiale est interdite à la circulation générale ;
les véhicules seront déviés sur le stationnement laissé libre..
- Le stationnement est interdit ;
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.
- La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

Article 2 :

À compter du **26 janvier 2015** et jusqu'au **06 février 2015** inclus, l'Avenue des Moulins, dans sa partie comprise entre la Route de Lodève et la Rue du Petit Séminaire est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

Article 3 :

À compter du **26 janvier 2015** et jusqu'au **06 février 2015** inclus, sur la Route de Vauguières, dans sa partie comprise entre la Rue du Mas de Brousse et la Rue de la Fontaine de la Banquière est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 5 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise ACR

Article 6 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 7 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 5 janvier 2015

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

0 8 JAN. 2015



Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Rue de Saragosse

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 29 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux de tirage de câble à la demande de France Télécom ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du 19 janvier 2015 et jusqu'au 30 janvier 2015 inclus, Rue de Saragosse, le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise SOGETREL

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 5 janvier 2015

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le : 08 JAN. 2015



**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

Arrêté n°2014/4460/T/R

**Arrêté de délégation de signature
Personnel Municipal
Direction des Relations aux Publics
Service Vie Quotidienne
Sandra YRIS**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2122-30, L 2122-32, R 2122-8, R 2122-10.

Vu le procès-verbal de l'élection du Maire en date du 05 avril 2014

Arrête :

Article 1^{er} :

Madame Sandra YRIS, fonctionnaire territorial au Service aux Citoyens, reçoit délégation de signature pour la certification matérielle et conforme des pièces et documents présentés à cet effet et, dans les conditions prévues à l'article L 2122-30, la légalisation des signatures.

Article 2 :

Madame Sandra YRIS, fonctionnaire territorial au Service aux Citoyens, reçoit délégation de fonction pour la délivrance de toutes copies, extraits, enregistrés à Montpellier.

Article 3 :

Monsieur le Directeur des Services de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le **06/01/2015**

Monsieur le Maire


Philippe SAUREL

Publié le : 07/01/2015
Notifié le :

**Arrêté de délégation de signature
Personnel Municipal
Direction des Relations aux Publics
Service Vie Quotidienne
Yamina DJEMMAL**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2122-30, L 2122-32, R 2122-8, R 2122-10.

Vu le procès-verbal de l'élection du Maire en date du 05 avril 2014

Arrête :

Article 1^{er} :

Madame Yamina DJEMMAL, fonctionnaire territorial au Service aux Citoyens, reçoit délégation de signature pour la certification matérielle et conforme des pièces et documents présentés à cet effet et, dans les conditions prévues à l'article L 2122-30, la légalisation des signatures.

Article 2 :

Madame Yamina DJEMMAL, fonctionnaire territorial au Service aux Citoyens, reçoit délégation de fonction pour la délivrance de toutes copies, extraits, enregistrés à Montpellier.

Article 3 :

Monsieur le Directeur des Services de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 06/01/2015

Monsieur le Maire



Philippe SAUREL

Publié le : 07/01/2015

Notifié le :

1

Ville de
Montpellier



**Secrétariat
général - Service
de l'Assemblée**



Dossier suivi par : FIZE
Poste : 24181
Envoi Bordereau le : 21 janvier 2015

**BORDEREAU DE
NOTIFICATION**

Arrêté municipal n° 2014/4461/T/R

2

**Responsable
hiérarchique :**

Madame Aude CLARY
Fonction : Chef de service.

Visa (facultatif)



3

Agent concerné :

Madame Yamina DJEMMAL

Signature (obligatoire)



4

**Retour Secrétariat
général - Service
de l'Assemblée**

Retourner le bordereau signé dans les
plus brefs délais Selon l'article L2131-1 du CGCT,
les actes pris par les autorités communales sont exécutoires
de plein droit à leur notification aux intéressés.



**Déclaration sans suite du lot n°3 du marché 4D0046
"Achat de matériel de sport"**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23 ;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil Municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n° 2014/1341/T/R du 29 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA Adjoint Délégué ;
- Vu le Code des Marchés Publics et plus particulièrement l'Article 59.
- Considérant qu'il est nécessaire de déclarer sans suite le lot n°3 de la procédure d'appel d'offres n°4D0046 paru au BOMP (N°182 B et Anonce N°197) paru le 23 septembre 2014, au JOUE (N°14-135 387) paru le 23 septembre 2014 pour « l'achat de matériel de sport » pour les services de la Ville.

Arrête :

Article 1^{er} :

le lot n°3 de la procédure d'appel d'offres n°4D0046 paru au BOMP (N°182 B et Anonce N°197) paru le 23 septembre 2014, au JOUE (N°14-135 387) paru le 23 septembre 2014 pour « l'achat de matériel de sport » pour les services de la Ville, est déclaré sans suite, pour des motifs d'intérêt général.

Article 2 :

Le présent arrêté sera notifié par télécopie et lettre recommandée au candidat.

Montpellier, le 06/01/2015

Monsieur l'Adjoint délégué

Max LEVITA

Publié le : 07/01/2015

Notifié le :

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Rue des Passereaux

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 29 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté pour permettre l'accès aux travaux de la crèche à la demande de l'Entreprise BOUDES Yann ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **12 janvier 2015** et jusqu'au **30 septembre 2015** inclus, Rue des Passereaux, entre le n° 1 et le n° 39, le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'Entreprise BOUDES Yann

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 6 janvier 2015

A blue circular stamp from the 'MAIRIE de MONTPELLIER' is partially obscured by a handwritten signature in black ink. The signature is written over the stamp and extends to the right.

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

09 JAN. 2015

Direction du
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2015-T13

**Arrêté temporaire
Mesures de circulation
Avenue de la Pompignane**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 29 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de réalisation de piézomètres à la demande de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **19 janvier 2015** et jusqu'au **30 janvier 2015** inclus, l'Avenue de la Pompignane au droit des piézomètres est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00.**
- La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.
Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00.**

La circulation des véhicules est interdite sur 50m au droit des différents piézomètres.
La libération de la voie sera effectuée au fur et à mesure de l'avancement du chantier.

Article 2 :

À compter du **19 janvier 2015** et jusqu'au **30 janvier 2015** inclus, Avenue de la Pompignane, la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.
Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00.**

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise CSM Bessac.

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 6 janvier 2015

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le : 09 JAN. 2015



Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Route de Lavérune

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 29 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux d'entretien du patrimoine arboré à la demande de la DPB ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **12 janvier 2015** et jusqu'au **06 février 2015** inclus, sur la Route de Lavérune, dans sa partie comprise entre la Rue du Lavandin et la Rue de la Belle est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de L'entreprise Philip frères

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 6 janvier 2015

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le : 09 JAN. 2015



Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue Gustave Eiffel

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 29 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison de réparation du réseau pluvial à la demande du service HU ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **12 janvier 2015** et jusqu'au **23 janvier 2015** inclus, la Rue Gustave Eiffel, entre le n° 81 et le n° 126 est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise SCAM

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 6 janvier 2015

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

09 JAN. 2015



Arrêté temporaire
Mesures de circulation et de stationnement
Année 2015

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L2211-1, à L.2213.6 ;
- Vu le code de la voirie routière ;
- Vu le code de la route et notamment ses articles R411-25, R411-8 et R.413-1 ;
- Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- Vu l'arrêté du 29 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- Vu l'arrêté du 23 juin 1961 approuvé le 6 septembre 1961, portant réglementation générale de la circulation dans les voies de Montpellier ;
- Vu le Règlement d'Occupation et d'Utilisation de l'Espace Urbain (R.O.U.E.U.) du 31 juillet 1998 ;
- Vu l'arrêté permanent N° 2010/NT/DGU-P320 fixant le périmètre d'interdiction aux véhicules de plus de 7,5 tonnes ;
- Vu l'arrêté N°03/2009 du 17 octobre 2003 portant réglementation des horaires nocturnes d'interventions ;
- Vu la demande de ASTEN en date du 06 JANVIER 2015
- CONSIDERANT que l'exploitation et l'entretien du réseau viaire communal nécessite des interventions sur le réseau routier communal par l'entreprise **ASTEN**;
- CONSIDERANT les interventions urgentes rendues nécessaires par la sécurité des biens et des personnes ;
- CONSIDERANT qu'à l'occasion de ces interventions, la circulation et le stationnement doivent être réglementés par l'autorité de police du Maire, sur toutes les voies publiques en agglomération (hormis les routes à grande circulation) et les voies privées ouvertes à la circulation publique ;

ARRÊTE

Article 1.

Le stationnement pourra être interdit et sera réservé aux véhicules de l'entreprise exécutante ou loués par l'entreprise quelque-soit la classification de la voie (V1, V2, V3 ou V4) et sans restriction d'horaires.

Article 2.

La vitesse autorisée sera limitée à 30 km/h pour les besoins de l'intervention.

Article 3.

Des restrictions particulières de circulation pourront être opérées sur les voies classées V1 ou V2. Néanmoins, aucune voie ne pourra être neutralisée totalement sous couvert du présent arrêté, l'écoulement normal de la circulation générale devant toujours être assuré (aucune saturation des carrefours avoisinants).

Article 4.

Chaque intervention fera l'objet d'une signalisation temporaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie « signalisation de prescription » et livre 1, huitième partie « signalisation temporaire », illustrée par le Manuel du Chef de Chantier sur Voirie Urbaine.

Article 5.

Les interventions, effectuées sur les voies classées V1, sont autorisées sans restriction d'horaires particuliers sous réserves du respect des articles énoncés ci-dessus.

Article 6.

Les interventions, effectuées sur les voies classées V2, sont interdites aux heures de pointes édictées ci-après (pose et dépose du balisage comprises) :

- 07h00 à 09h00
- 16h00 à 19h00

Article 7.

Les interventions sur les voies ayant un caractère structurant, classées V3 et V4 dans la hiérarchisation des voies dont la liste est jointe au présent arrêté, ou d'une manière générale, les routes à 2 x 2 voies ou supérieures à 2 voies en sens unique, sont exclues du présent arrêté.

Article 8.

Toute autre intervention n'entrant pas sous le champ du présent arrêté et nécessitant des restrictions de circulation ou de stationnement particulières doit faire l'objet d'un arrêté de circulation temporaire dédié.

Article 9.

Par dérogation à l'arrêté N°2010/NT/DGU-P320, les véhicules de plus de 7,5 tonnes sont autorisés à circuler à l'intérieur du périmètre d'interdiction.

Article 10.

Par dérogation à l'arrêté N°3/2009 du 17 octobre 2003, les interventions urgentes rendues nécessaires par la sécurité des biens et des personnes pourront être réalisées entre 20h00 et 07h00.

Article 11.

Le présent arrêté est valable jusqu'au 31 décembre 2015.

Article 12.

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 13.

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 6 Janvier 2015.

Monsieur l'Adjoint délégué,

Luc ALBERNHE



Publié le :

Notifié le :

28 JAN. 2015

Arrêté temporaire
Mesures de circulation et de stationnement
Année 2015

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L2211-1, à L.2213.6 ;
- Vu le code de la voirie routière ;
- Vu le code de la route et notamment ses articles R411-25, R411-8 et R.413-1 ;
- Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- Vu l'arrêté du 29 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- Vu l'arrêté du 23 juin 1961 approuvé le 6 septembre 1961, portant réglementation générale de la circulation dans les voies de Montpellier ;
- Vu le Règlement d'Occupation et d'Utilisation de l'Espace Urbain (R.O.U.E.U.) du 31 juillet 1998 ;
- Vu l'arrêté permanent N° 2010/NT/DGU-P320 fixant le périmètre d'interdiction aux véhicules de plus de 7,5 tonnes ;
- Vu l'arrêté N°03/2009 du 17 octobre 2003 portant réglementation des horaires nocturnes d'interventions ;
- Vu la demande de **COLAS** en date du 5 janvier 2015 ;
- CONSIDERANT que l'exploitation et l'entretien du réseau viaire communal nécessite des interventions sur le réseau routier communal par l'entreprise **COLAS**;
- CONSIDERANT les interventions urgentes rendues nécessaires par la sécurité des biens et des personnes ;
- CONSIDERANT qu'à l'occasion de ces interventions, la circulation et le stationnement doivent être réglementés par l'autorité de police du Maire, sur toutes les voies publiques en agglomération (hormis les routes à grande circulation) et les voies privées ouvertes à la circulation publique ;

ARRÊTE

Article 1.

Le stationnement pourra être interdit et sera réservé aux véhicules de l'entreprise exécutante ou loués par l'entreprise quelque-soit la classification de la voie (V1, V2, V3 ou V4) et sans restriction d'horaires.

Article 2.

La vitesse autorisée sera limitée à 30 km/h pour les besoins de l'intervention.

Article 3.

Des restrictions particulières de circulation pourront être opérées sur les voies classées V1 ou V2. Néanmoins, aucune voie ne pourra être neutralisée totalement sous couvert du présent arrêté, l'écoulement normal de la circulation générale devant toujours être assuré (aucune saturation des carrefours avoisinants).

Article 4.

Chaque intervention fera l'objet d'une signalisation temporaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie « signalisation de prescription » et livre 1, huitième partie « signalisation temporaire », illustrée par le Manuel du Chef de Chantier sur Voirie Urbaine.

Article 5.

Les interventions, effectuées sur les voies classées V1, sont autorisées sans restriction d'horaires particuliers sous réserves du respect des articles énoncés ci-dessus.

Article 6.

Les interventions, effectuées sur les voies classées V2, sont interdites aux heures de pointes édictées ci-après (pose et dépose du balisage comprises) :

- 07h00 à 09h00
- 16h00 à 19h00

Article 7.

Les interventions sur les voies ayant un caractère structurant, classées V3 et V4 dans la hiérarchisation des voies dont la liste est jointe au présent arrêté, ou d'une manière générale, les routes à 2 x 2 voies ou supérieures à 2 voies en sens unique, sont exclues du présent arrêté.

Article 8.

Toute autre intervention n'entrant pas sous le champ du présent arrêté et nécessitant des restrictions de circulation ou de stationnement particulières doit faire l'objet d'un arrêté de circulation temporaire dédié.

Article 9.

Par dérogation à l'arrêté N°2010/NT/DGU-P320, les véhicules de plus de 7,5 tonnes sont autorisés à circuler à l'intérieur du périmètre d'interdiction.

Article 10.

Par dérogation à l'arrêté N°3/2009 du 17 octobre 2003, les interventions urgentes rendues nécessaires par la sécurité des biens et des personnes pourront être réalisées entre 20h00 et 07h00.

Article 11.

Le présent arrêté est valable jusqu'au 31 décembre 2015.

Article 12.

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 13.

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 6 janvier 2015.

Monsieur l'Adjoint délégué,

Luc ALBERNHE



**Publié le :
Notifié le :**

28 JAN. 2015

Arrêté temporaire
Mesures de circulation et de stationnement
Année 2015

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L2211-1, à L.2213.6 ;
- Vu le code de la voirie routière ;
- Vu le code de la route et notamment ses articles R411-25, R411-8 et R.413-1 ;
- Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- Vu l'arrêté du 29 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- Vu l'arrêté du 23 juin 1961 approuvé le 6 septembre 1961, portant réglementation générale de la circulation dans les voies de Montpellier ;
- Vu le Règlement d'Occupation et d'Utilisation de l'Espace Urbain (R.O.U.E.U.) du 31 juillet 1998 ;
- Vu l'arrêté permanent N° 2010/NT/DGU-P320 fixant le périmètre d'interdiction aux véhicules de plus de 7,5 tonnes ;
- Vu l'arrêté N°03/2009 du 17 octobre 2003 portant réglementation des horaires nocturnes d'interventions ;
- Vu la demande de **EIFFAGE** en date du 5 janvier 2015 ;
- CONSIDERANT que l'exploitation et l'entretien du réseau viaire communal nécessite des interventions sur le réseau routier communal par l'entreprise **EIFFAGE**;
- CONSIDERANT les interventions urgentes rendues nécessaires par la sécurité des biens et des personnes ;
- CONSIDERANT qu'à l'occasion de ces interventions, la circulation et le stationnement doivent être réglementés par l'autorité de police du Maire, sur toutes les voies publiques en agglomération (hormis les routes à grande circulation) et les voies privées ouvertes à la circulation publique ;

ARRÊTE

Article 1.

Le stationnement pourra être interdit et sera réservé aux véhicules de l'entreprise exécutante ou loués par l'entreprise quelque-soit la classification de la voie (V1, V2, V3 ou V4) et sans restriction d'horaires.

Article 2.

La vitesse autorisée sera limitée à 30 km/h pour les besoins de l'intervention.

Article 3.

Des restrictions particulières de circulation pourront être opérées sur les voies classées V1 ou V2. Néanmoins, aucune voie ne pourra être neutralisée totalement sous couvert du présent arrêté, l'écoulement normal de la circulation générale devant toujours être assuré (aucune saturation des carrefours avoisinants).

Article 4.

Chaque intervention fera l'objet d'une signalisation temporaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie « signalisation de prescription » et livre 1, huitième partie « signalisation temporaire », illustrée par le Manuel du Chef de Chantier sur Voirie Urbaine.

Article 5.

Les interventions, effectuées sur les voies classées V1, sont autorisées sans restriction d'horaires particuliers sous réserves du respect des articles énoncés ci-dessus.

Article 6.

Les interventions, effectuées sur les voies classées V2, sont interdites aux heures de pointes édictées ci-après (pose et dépose du balisage comprises) :

- 07h00 à 09h00
- 16h00 à 19h00

Article 7.

Les interventions sur les voies ayant un caractère structurant, classées V3 et V4 dans la hiérarchisation des voies dont la liste est jointe au présent arrêté, ou d'une manière générale, les routes à 2 x 2 voies ou supérieures à 2 voies en sens unique, sont exclues du présent arrêté.

Article 8.

Toute autre intervention n'entrant pas sous le champ du présent arrêté et nécessitant des restrictions de circulation ou de stationnement particulières doit faire l'objet d'un arrêté de circulation temporaire dédié.

Article 9.

Par dérogation à l'arrêté N°2010/NT/DGU-P320, les véhicules de plus de 7,5 tonnes sont autorisés à circuler à l'intérieur du périmètre d'interdiction.

Article 10.

Par dérogation à l'arrêté N°3/2009 du 17 octobre 2003, les interventions urgentes rendues nécessaires par la sécurité des biens et des personnes pourront être réalisées entre 20h00 et 07h00.

Article 11.

Le présent arrêté est valable jusqu'au 31 décembre 2015.

Article 12.

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 13.

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 6 janvier 2015.

Monsieur l'Adjoint délégué,

Luc ALBERNHE



**Publié le :
Notifié le :**

28 JAN. 2015

Arrêté temporaire
Mesures de circulation et de stationnement
Année 2015

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L2211-1, à L.2213.6 ;
- Vu le code de la voirie routière ;
- Vu le code de la route et notamment ses articles R411-25, R411-8 et R.413-1 ;
- Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- Vu l'arrêté du 29 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- Vu l'arrêté du 23 juin 1961 approuvé le 6 septembre 1961, portant réglementation générale de la circulation dans les voies de Montpellier ;
- Vu le Règlement d'Occupation et d'Utilisation de l'Espace Urbain (R.O.U.E.U.) du 31 juillet 1998 ;
- Vu l'arrêté permanent N° 2010/NT/DGU-P320 fixant le périmètre d'interdiction aux véhicules de plus de 7,5 tonnes ;
- Vu l'arrêté N°03/2009 du 17 octobre 2003 portant réglementation des horaires nocturnes d'interventions ;
- Vu la demande de **EUROVIA** en date du 5 janvier 2015 ;
- CONSIDERANT que l'exploitation et l'entretien du réseau viaire communal nécessite des interventions sur le réseau routier communal par l'entreprise **EUROVIA**;
- CONSIDERANT les interventions urgentes rendues nécessaires par la sécurité des biens et des personnes ;
- CONSIDERANT qu'à l'occasion de ces interventions, la circulation et le stationnement doivent être réglementés par l'autorité de police du Maire, sur toutes les voies publiques en agglomération (hormis les routes à grande circulation) et les voies privées ouvertes à la circulation publique ;

ARRÊTE

Article 1.

Le stationnement pourra être interdit et sera réservé aux véhicules de l'entreprise exécutante ou loués par l'entreprise quelque-soit la classification de la voie (V1, V2, V3 ou V4) et sans restriction d'horaires.

Article 2.

La vitesse autorisée sera limitée à 30 km/h pour les besoins de l'intervention.

Article 3.

Des restrictions particulières de circulation pourront être opérées sur les voies classées V1 ou V2. Néanmoins, aucune voie ne pourra être neutralisée totalement sous couvert du présent arrêté, l'écoulement normal de la circulation générale devant toujours être assuré (aucune saturation des carrefours avoisinants).

Article 4.

Chaque intervention fera l'objet d'une signalisation temporaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie « signalisation de prescription » et livre 1, huitième partie « signalisation temporaire », illustrée par le Manuel du Chef de Chantier sur Voirie Urbaine.

Article 5.

Les interventions, effectuées sur les voies classées V1, sont autorisées sans restriction d'horaires particuliers sous réserves du respect des articles énoncés ci-dessus.

Article 6.

Les interventions, effectuées sur les voies classées V2, sont interdites aux heures de pointes édictées ci-après (pose et dépose du balisage comprises) :

- 07h00 à 09h00
- 16h00 à 19h00

Article 7.

Les interventions sur les voies ayant un caractère structurant, classées V3 et V4 dans la hiérarchisation des voies dont la liste est jointe au présent arrêté, ou d'une manière générale, les routes à 2 x 2 voies ou supérieures à 2 voies en sens unique, sont exclues du présent arrêté.

Article 8.

Toute autre intervention n'entrant pas sous le champ du présent arrêté et nécessitant des restrictions de circulation ou de stationnement particulières doit faire l'objet d'un arrêté de circulation temporaire dédié.

Article 9.

Par dérogation à l'arrêté N°2010/NT/DGU-P320, les véhicules de plus de 7,5 tonnes sont autorisés à circuler à l'intérieur du périmètre d'interdiction.

Article 10.

Par dérogation à l'arrêté N°3/2009 du 17 octobre 2003, les interventions urgentes rendues nécessaires par la sécurité des biens et des personnes pourront être réalisées entre 20h00 et 07h00.

Article 11.

Le présent arrêté est valable jusqu'au 31 décembre 2015.

Article 12.

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 13.

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 6 janvier 2015.

Monsieur l'Adjoint délégué,

Luc ALBERNHE



Publié le :

Notifié le :

28 JAN. 2015

Arrêté temporaire
Mesures de circulation et de stationnement
Année 2015

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L2211-1, à L.2213.6 ;
- Vu le code de la voirie routière ;
- Vu le code de la route et notamment ses articles R411-25, R411-8 et R.413-1 ;
- Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- Vu l'arrêté du 29 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- Vu l'arrêté du 23 juin 1961 approuvé le 6 septembre 1961, portant réglementation générale de la circulation dans les voies de Montpellier ;
- Vu le Règlement d'Occupation et d'Utilisation de l'Espace Urbain (R.O.U.E.U.) du 31 juillet 1998 ;
- Vu l'arrêté permanent N° 2010/NT/DGU-P320 fixant le périmètre d'interdiction aux véhicules de plus de 7,5 tonnes ;
- Vu l'arrêté N°03/2009 du 17 octobre 2003 portant réglementation des horaires nocturnes d'interventions ;
- Vu la demande de **MALET** en date du 5 janvier 2015 ;
- CONSIDERANT que l'exploitation et l'entretien du réseau viaire communal nécessite des interventions sur le réseau routier communal par l'entreprise **MALET**;
- CONSIDERANT les interventions urgentes rendues nécessaires par la sécurité des biens et des personnes ;
- CONSIDERANT qu'à l'occasion de ces interventions, la circulation et le stationnement doivent être réglementés par l'autorité de police du Maire, sur toutes les voies publiques en agglomération (hormis les routes à grande circulation) et les voies privées ouvertes à la circulation publique ;

ARRÊTE

Article 1.

Le stationnement pourra être interdit et sera réservé aux véhicules de l'entreprise exécutante ou loués par l'entreprise quelque-soit la classification de la voie (V1, V2, V3 ou V4) et sans restriction d'horaires.

Article 2.

La vitesse autorisée sera limitée à 30 km/h pour les besoins de l'intervention.

Article 3.

Des restrictions particulières de circulation pourront être opérées sur les voies classées V1 ou V2. Néanmoins, aucune voie ne pourra être neutralisée totalement sous couvert du présent arrêté, l'écoulement normal de la circulation générale devant toujours être assuré (aucune saturation des carrefours avoisinants).

Article 4.

Chaque intervention fera l'objet d'une signalisation temporaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie « signalisation de prescription » et livre 1, huitième partie « signalisation temporaire », illustrée par le Manuel du Chef de Chantier sur Voirie Urbaine.

Article 5.

Les interventions, effectuées sur les voies classées V1, sont autorisées sans restriction d'horaires particuliers sous réserves du respect des articles énoncés ci-dessus.

Article 6.

Les interventions, effectuées sur les voies classées V2, sont interdites aux heures de pointes édictées ci-après (pose et dépose du balisage comprises) :

- 07h00 à 09h00
- 16h00 à 19h00

Article 7.

Les interventions sur les voies ayant un caractère structurant, classées V3 et V4 dans la hiérarchisation des voies dont la liste est jointe au présent arrêté, ou d'une manière générale, les routes à 2 x 2 voies ou supérieures à 2 voies en sens unique, sont exclues du présent arrêté.

Article 8.

Toute autre intervention n'entrant pas sous le champ du présent arrêté et nécessitant des restrictions de circulation ou de stationnement particulières doit faire l'objet d'un arrêté de circulation temporaire dédié.

Article 9.

Par dérogation à l'arrêté N°2010/NT/DGU-P320, les véhicules de plus de 7,5 tonnes sont autorisés à circuler à l'intérieur du périmètre d'interdiction.

Article 10.

Par dérogation à l'arrêté N°3/2009 du 17 octobre 2003, les interventions urgentes rendues nécessaires par la sécurité des biens et des personnes pourront être réalisées entre 20h00 et 07h00.

Article 11.

Le présent arrêté est valable jusqu'au 31 décembre 2015.

Article 12.

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

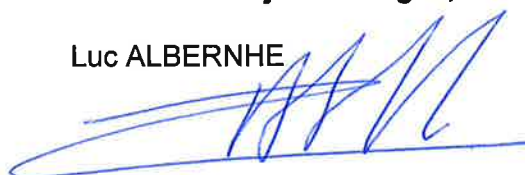
Article 13.

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 6 janvier 2015.

Monsieur l'Adjoint délégué,

Luc ALBERNHE



**Publié le :
Notifié le :**

28 JAN. 2015

Arrêté temporaire
Mesures de circulation et de stationnement
Année 2015

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L2211-1, à L.2213.6 ;
- Vu le code de la voirie routière ;
- Vu le code de la route et notamment ses articles R411-25, R411-8 et R.413-1 ;
- Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- Vu l'arrêté du 29 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- Vu l'arrêté du 23 juin 1961 approuvé le 6 septembre 1961, portant réglementation générale de la circulation dans les voies de Montpellier ;
- Vu le Règlement d'Occupation et d'Utilisation de l'Espace Urbain (R.O.U.E.U.) du 31 juillet 1998 ;
- Vu l'arrêté permanent N° 2010/NT/DGU-P320 fixant le périmètre d'interdiction aux véhicules de plus de 7,5 tonnes ;
- Vu l'arrêté N°03/2009 du 17 octobre 2003 portant réglementation des horaires nocturnes d'interventions ;
- Vu la demande de **RAZEL-BEC** en date du 5 janvier 2015 ;
- CONSIDERANT que l'exploitation et l'entretien du réseau viaire communal nécessite des interventions sur le réseau routier communal par l'entreprise **RAZEL-BEC**;
- CONSIDERANT les interventions urgentes rendues nécessaires par la sécurité des biens et des personnes ;
- CONSIDERANT qu'à l'occasion de ces interventions, la circulation et le stationnement doivent être réglementés par l'autorité de police du Maire, sur toutes les voies publiques en agglomération (hormis les routes à grande circulation) et les voies privées ouvertes à la circulation publique ;

ARRÊTE

Article 1.

Le stationnement pourra être interdit et sera réservé aux véhicules de l'entreprise exécutante ou loués par l'entreprise quelque-soit la classification de la voie (V1, V2, V3 ou V4) et sans restriction d'horaires.

Article 2.

La vitesse autorisée sera limitée à 30 km/h pour les besoins de l'intervention.

Article 3.

Des restrictions particulières de circulation pourront être opérées sur les voies classées V1 ou V2. Néanmoins, aucune voie ne pourra être neutralisée totalement sous couvert du présent arrêté, l'écoulement normal de la circulation générale devant toujours être assuré (aucune saturation des carrefours avoisinants).

Article 4.

Chaque intervention fera l'objet d'une signalisation temporaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie « signalisation de prescription » et livre 1, huitième partie « signalisation temporaire », illustrée par le Manuel du Chef de Chantier sur Voirie Urbaine.

Article 5.

Les interventions, effectuées sur les voies classées V1, sont autorisées sans restriction d'horaires particuliers sous réserves du respect des articles énoncés ci-dessus.

Article 6.

Les interventions, effectuées sur les voies classées V2, sont interdites aux heures de pointes édictées ci-après (pose et dépose du balisage comprises) :

- 07h00 à 09h00
- 16h00 à 19h00

Article 7.

Les interventions sur les voies ayant un caractère structurant, classées V3 et V4 dans la hiérarchisation des voies dont la liste est jointe au présent arrêté, ou d'une manière générale, les routes à 2 x 2 voies ou supérieures à 2 voies en sens unique, sont exclues du présent arrêté.

Article 8.

Toute autre intervention n'entrant pas sous le champ du présent arrêté et nécessitant des restrictions de circulation ou de stationnement particulières doit faire l'objet d'un arrêté de circulation temporaire dédié.

Article 9.

Par dérogation à l'arrêté N°2010/NT/DGU-P320, les véhicules de plus de 7,5 tonnes sont autorisés à circuler à l'intérieur du périmètre d'interdiction.

Article 10.

Par dérogation à l'arrêté N°3/2009 du 17 octobre 2003, les interventions urgentes rendues nécessaires par la sécurité des biens et des personnes pourront être réalisées entre 20h00 et 07h00.

Article 11.

Le présent arrêté est valable jusqu'au 31 décembre 2015.

Article 12.

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 13.

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 6 janvier 2015.

Monsieur l'Adjoint délégué,

Luc ALBERNHE



**Publié le :
Notifié le :**

28 JAN. 2015

Arrêté temporaire
Mesures de circulation et de stationnement
Année 2015

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L2211-1, à L.2213.6 ;
- Vu le code de la voirie routière ;
- Vu le code de la route et notamment ses articles R411-25, R411-8 et R.413-1 ;
- Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- Vu l'arrêté du 29 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- Vu l'arrêté du 23 juin 1961 approuvé le 6 septembre 1961, portant réglementation générale de la circulation dans les voies de Montpellier ;
- Vu le Règlement d'Occupation et d'Utilisation de l'Espace Urbain (R.O.U.E.U.) du 31 juillet 1998 ;
- Vu l'arrêté permanent N° 2010/NT/DGU-P320 fixant le périmètre d'interdiction aux véhicules de plus de 7,5 tonnes ;
- Vu l'arrêté N°03/2009 du 17 octobre 2003 portant réglementation des horaires nocturnes d'interventions ;
- Vu la demande de la **SERM RMCF** en date du 16 décembre 2014 ;
- **CONSIDÉRANT** que l'exploitation et l'entretien du réseau de distribution de chaleur et de froid nécessitent des interventions sur le réseau routier communal par la société **DALKIA** ;
- **CONSIDÉRANT** les interventions urgentes rendues nécessaires par la sécurité des biens et des personnes ;
- **CONSIDÉRANT** qu'à l'occasion de ces interventions, la circulation et le stationnement doivent être réglementés par l'autorité de police du Maire, sur toutes les voies publiques en agglomération (hormis les routes à grande circulation) et les voies privées ouvertes à la circulation publique ;

ARRÊTE

Article 1.

Le stationnement pourra être interdit dans la limite de trois emplacements et sera réservé aux véhicules de l'entreprise exécutante ou loués par l'entreprise quelque-soit la classification de la voie (V1, V2, V3 ou V4) et sans restriction d'horaires.

Article 2.

La vitesse autorisée sera limitée à 30 km/h pour les besoins de l'intervention.

Article 3.

Des restrictions particulières de circulation pourront être opérées sur les voies classées V1 ou V2. Néanmoins, aucune voie ne pourra être neutralisée totalement sous couvert du présent arrêté, l'écoulement normal de la circulation générale devant toujours être assuré (aucune saturation des carrefours avoisinants).

Article 4.

Chaque intervention fera l'objet d'une signalisation temporaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie « signalisation de prescription » et livre 1, huitième partie « signalisation temporaire », illustrée par le Manuel du Chef de Chantier sur Voirie Urbaine.

Article 5.

Les interventions, effectuées sur les voies classées V1, sont autorisées sans restriction d'horaires particuliers sous réserves du respect des articles énoncés ci-dessus.

Article 6.

Les interventions, effectuées sur les voies classées V2, sont interdites aux heures de pointes édictées ci-après (pose et dépose du balisage comprises) :

- 07h00 à 09h00
- 16h00 à 19h00

Article 7.

Les interventions sur les voies ayant un caractère structurant, classées V3 et V4 dans la hiérarchisation des voies dont la liste est jointe au présent arrêté, ou d'une manière générale, les routes à 2 x 2 voies ou supérieures à 2 voies en sens unique, sont exclues du présent arrêté.

Article 8.

Toute autre intervention n'entrant pas sous le champ du présent arrêté et nécessitant des restrictions de circulation ou de stationnement particulières doit faire l'objet d'un arrêté de circulation temporaire dédié.

Article 9.

Par dérogation à l'arrêté N°2010/NT/DGU-P320, les véhicules de plus de 7,5 tonnes sont autorisés à circuler à l'intérieur du périmètre d'interdiction.

Article 10.

Par dérogation à l'arrêté N°3/2009 du 17 octobre 2003, les interventions urgentes rendues nécessaires par la sécurité des biens et des personnes pourront être réalisées entre 20h00 et 07h00.

Article 11.

Le présent arrêté est valable jusqu'au 31 décembre 2015.

Article 12.

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 13.

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 6 janvier 2015.

Monsieur l'Adjoint délégué,

Luc ALBERNHE



Publié le :

Notifié le :

12 JAN. 2015

Direction du Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n°
Annuel/2015/SERM>IDEX

Arrêté temporaire
Mesures de circulation et de stationnement
Année 2015

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L2211-1, à L.2213.6 ;
- Vu le code de la voirie routière ;
- Vu le code de la route et notamment ses articles R411-25, R411-8 et R.413-1 ;
- Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- Vu l'arrêté du 29 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- Vu l'arrêté du 23 juin 1961 approuvé le 6 septembre 1961, portant réglementation générale de la circulation dans les voies de Montpellier ;
- Vu le Règlement d'Occupation et d'Utilisation de l'Espace Urbain (R.O.U.E.U.) du 31 juillet 1998 ;
- Vu l'arrêté permanent N° 2010/NT/DGU-P320 fixant le périmètre d'interdiction aux véhicules de plus de 7,5 tonnes ;
- Vu l'arrêté N°03/2009 du 17 octobre 2003 portant réglementation des horaires nocturnes d'interventions ;
- Vu la demande de la **SERM RMCF** en date du 16 décembre 2014 ;
- **CONSIDÉRANT** que l'exploitation et l'entretien du réseau de distribution de chaleur et de froid nécessitent des interventions sur le réseau routier communal par la société **IDEX**;
- **CONSIDÉRANT** les interventions urgentes rendues nécessaires par la sécurité des biens et des personnes ;
- **CONSIDÉRANT** qu'à l'occasion de ces interventions, la circulation et le stationnement doivent être réglementés par l'autorité de police du Maire, sur toutes les voies publiques en agglomération (hormis les routes à grande circulation) et les voies privées ouvertes à la circulation publique ;

ARRÊTE

Article 1.

Le stationnement pourra être interdit dans la limite de trois emplacements et sera réservé aux véhicules de l'entreprise exécutante ou loués par l'entreprise quelque-soit la classification de la voie (V1, V2, V3 ou V4) et sans restriction d'horaires.

Article 2.

La vitesse autorisée sera limitée à 30 km/h pour les besoins de l'intervention.

Article 3.

Des restrictions particulières de circulation pourront être opérées sur les voies classées V1 ou V2. Néanmoins, aucune voie ne pourra être neutralisée totalement sous couvert du présent arrêté, l'écoulement normal de la circulation générale devant toujours être assuré (aucune saturation des carrefours avoisinants).

Article 4.

Chaque intervention fera l'objet d'une signalisation temporaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie « signalisation de prescription » et livre 1, huitième partie « signalisation temporaire », illustrée par le Manuel du Chef de Chantier sur Voirie Urbaine.

Article 5.

Les interventions, effectuées sur les voies classées V1, sont autorisées sans restriction d'horaires particuliers sous réserves du respect des articles énoncés ci-dessus.

Article 6.

Les interventions, effectuées sur les voies classées V2, sont interdites aux heures de pointes édictées ci-après (pose et dépose du balisage comprises) :

- 07h00 à 09h00
- 16h00 à 19h00

Article 7.

Les interventions sur les voies ayant un caractère structurant, classées V3 et V4 dans la hiérarchisation des voies dont la liste est jointe au présent arrêté, ou d'une manière générale, les routes à 2 x 2 voies ou supérieures à 2 voies en sens unique, sont exclues du présent arrêté.

Article 8.

Toute autre intervention n'entrant pas sous le champ du présent arrêté et nécessitant des restrictions de circulation ou de stationnement particulières doit faire l'objet d'un arrêté de circulation temporaire dédié.

Article 9.

Par dérogation à l'arrêté N°2010/NT/DGU-P320, les véhicules de plus de 7,5 tonnes sont autorisés à circuler à l'intérieur du périmètre d'interdiction.

Article 10.

Par dérogation à l'arrêté N°3/2009 du 17 octobre 2003, les interventions urgentes rendues nécessaires par la sécurité des biens et des personnes pourront être réalisées entre 20h00 et 07h00.

Article 11.

Le présent arrêté est valable jusqu'au 31 décembre 2015.

Article 12.

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.


Article 13.

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 6 janvier 2015.

Monsieur l'Adjoint délégué,

Luc ALBERNHE



Publié le :

Notifié le :

12 JAN. 2015

Arrêté temporaire
Mesures de circulation et de stationnement
Année 2015

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L2211-1, à L.2213.6 ;
- Vu le code de la voirie routière ;
- Vu le code de la route et notamment ses articles R411-25, R411-8 et R.413-1 ;
- Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- Vu l'arrêté du 29 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- Vu l'arrêté du 23 juin 1961 approuvé le 6 septembre 1961, portant réglementation générale de la circulation dans les voies de Montpellier ;
- Vu le Règlement d'Occupation et d'Utilisation de l'Espace Urbain (R.O.U.E.U.) du 31 juillet 1998 ;
- Vu l'arrêté permanent N° 2010/NT/DGU-P320 fixant le périmètre d'interdiction aux véhicules de plus de 7,5 tonnes ;
- Vu l'arrêté N°03/2009 du 17 octobre 2003 portant réglementation des horaires nocturnes d'interventions ;
- Vu la demande de la **SERM RMCF** en date du 16 décembre 2014 ;
- **CONSIDÉRANT** que l'exploitation et l'entretien du réseau de distribution de chaleur et de froid nécessitent des interventions sur le réseau routier communal par la société **SPIE**;
- **CONSIDÉRANT** les interventions urgentes rendues nécessaires par la sécurité des biens et des personnes ;
- **CONSIDÉRANT** qu'à l'occasion de ces interventions, la circulation et le stationnement doivent être réglementés par l'autorité de police du Maire, sur toutes les voies publiques en agglomération (hormis les routes à grande circulation) et les voies privées ouvertes à la circulation publique ;

ARRÊTE

Article 1.

Le stationnement pourra être interdit dans la limite de trois emplacements et sera réservé aux véhicules de l'entreprise exécutante ou loués par l'entreprise quelque-soit la classification de la voie (V1, V2, V3 ou V4) et sans restriction d'horaires.

Article 2.

La vitesse autorisée sera limitée à 30 km/h pour les besoins de l'intervention.

Article 3.

Des restrictions particulières de circulation pourront être opérées sur les voies classées V1 ou V2. Néanmoins, aucune voie ne pourra être neutralisée totalement sous couvert du présent arrêté, l'écoulement normal de la circulation générale devant toujours être assuré (aucune saturation des carrefours avoisinants).

Article 4.

Chaque intervention fera l'objet d'une signalisation temporaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie « signalisation de prescription » et livre 1, huitième partie « signalisation temporaire », illustrée par le Manuel du Chef de Chantier sur Voirie Urbaine.

Article 5.

Les interventions, effectuées sur les voies classées V1, sont autorisées sans restriction d'horaires particuliers sous réserves du respect des articles énoncés ci-dessus.

Article 6.

Les interventions, effectuées sur les voies classées V2, sont interdites aux heures de pointes édictées ci-après (pose et dépose du balisage comprises) :

- 07h00 à 09h00
- 16h00 à 19h00

Article 7.

Les interventions sur les voies ayant un caractère structurant, classées V3 et V4 dans la hiérarchisation des voies dont la liste est jointe au présent arrêté, ou d'une manière générale, les routes à 2 x 2 voies ou supérieures à 2 voies en sens unique, sont exclues du présent arrêté.

Article 8.

Toute autre intervention n'entrant pas sous le champ du présent arrêté et nécessitant des restrictions de circulation ou de stationnement particulières doit faire l'objet d'un arrêté de circulation temporaire dédié.

Article 9.

Par dérogation à l'arrêté N°2010/NT/DGU-P320, les véhicules de plus de 7,5 tonnes sont autorisés à circuler à l'intérieur du périmètre d'interdiction.

Article 10.

Par dérogation à l'arrêté N°3/2009 du 17 octobre 2003, les interventions urgentes rendues nécessaires par la sécurité des biens et des personnes pourront être réalisées entre 20h00 et 07h00.

Article 11.

Le présent arrêté est valable jusqu'au 31 décembre 2015.

Article 12.

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 13.

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 6 janvier 2015.

Monsieur l'Adjoint délégué,

Luc ALBERNHE



**Publié le :
Notifié le :**

28 JAN. 2015

Arrêté temporaire
Mesures de circulation et de stationnement
Année 2015

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L2211-1, à L.2213.6 ;
- Vu le code de la voirie routière ;
- Vu le code de la route et notamment ses articles R411-25, R411-8 et R.413-1 ;
- Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- Vu l'arrêté du 29 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- Vu l'arrêté du 23 juin 1961 approuvé le 6 septembre 1961, portant réglementation générale de la circulation dans les voies de Montpellier ;
- Vu le Règlement d'Occupation et d'Utilisation de l'Espace Urbain (R.O.U.E.U.) du 31 juillet 1998 ;
- Vu l'arrêté permanent N° 2010/NT/DGU-P320 fixant le périmètre d'interdiction aux véhicules de plus de 7,5 tonnes ;
- Vu l'arrêté N°03/2009 du 17 octobre 2003 portant réglementation des horaires nocturnes d'interventions ;
- Vu la demande de **URBAN'NT** en date du 5 janvier 2015 ;
- CONSIDERANT que l'exploitation et l'entretien du réseau viaire communal nécessite des interventions sur le réseau routier communal par l'entreprise **URBAN'NT**;
- CONSIDERANT les interventions urgentes rendues nécessaires par la sécurité des biens et des personnes ;
- CONSIDERANT qu'à l'occasion de ces interventions, la circulation et le stationnement doivent être réglementés par l'autorité de police du Maire, sur toutes les voies publiques en agglomération (hormis les routes à grande circulation) et les voies privées ouvertes à la circulation publique ;

ARRÊTE

Article 1.

Le stationnement pourra être interdit et sera réservé aux véhicules de l'entreprise exécutante ou loués par l'entreprise quelque-soit la classification de la voie (V1, V2, V3 ou V4) et sans restriction d'horaires.

Article 2.

La vitesse autorisée sera limitée à 30 km/h pour les besoins de l'intervention.

Article 3.

Des restrictions particulières de circulation pourront être opérées sur les voies classées V1 ou V2. Néanmoins, aucune voie ne pourra être neutralisée totalement sous couvert du présent arrêté, l'écoulement normal de la circulation générale devant toujours être assuré (aucune saturation des carrefours avoisinants).

Article 4.

Chaque intervention fera l'objet d'une signalisation temporaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie « signalisation de prescription » et livre 1, huitième partie « signalisation temporaire », illustrée par le Manuel du Chef de Chantier sur Voirie Urbaine.

Article 5.

Les interventions, effectuées sur les voies classées V1, sont autorisées sans restriction d'horaires particuliers sous réserves du respect des articles énoncés ci-dessus.

Article 6.

Les interventions, effectuées sur les voies classées V2, sont interdites aux heures de pointes édictées ci-après (pose et dépose du balisage comprises) :

- 07h00 à 09h00
- 16h00 à 19h00

Article 7.

Les interventions sur les voies ayant un caractère structurant, classées V3 et V4 dans la hiérarchisation des voies dont la liste est jointe au présent arrêté, ou d'une manière générale, les routes à 2 x 2 voies ou supérieures à 2 voies en sens unique, sont exclues du présent arrêté.

Article 8.

Toute autre intervention n'entrant pas sous le champ du présent arrêté et nécessitant des restrictions de circulation ou de stationnement particulières doit faire l'objet d'un arrêté de circulation temporaire dédié.

Article 9.

Par dérogation à l'arrêté N°2010/NT/DGU-P320, les véhicules de plus de 7,5 tonnes sont autorisés à circuler à l'intérieur du périmètre d'interdiction.

Article 10.

Par dérogation à l'arrêté N°3/2009 du 17 octobre 2003, les interventions urgentes rendues nécessaires par la sécurité des biens et des personnes pourront être réalisées entre 20h00 et 07h00.

Article 11.

Le présent arrêté est valable jusqu'au 31 décembre 2015.

Article 12.

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

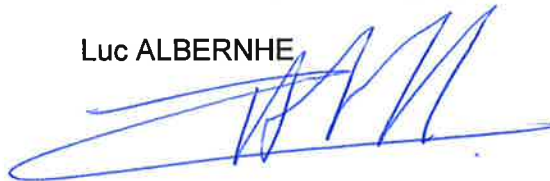
Article 13.

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 6 janvier 2015.

Monsieur l'Adjoint délégué,

Luc ALBERNHE



Publié le :

Notifié le :

28 JAN. 2015

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Rue du Professeur Blayac

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 29 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de plantation à la demande de la ville de Montpellier ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **12 janvier 2015** et jusqu'au **23 janvier 2015** inclus, la Rue du Professeur Blayac, dans sa partie comprise entre Rond-point René Char et l'Avenue de l'Europe est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la voie de gauche est interdite à la circulation générale dans les deux sens de circulation.
- La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise BRL

Article 4 :

- Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 7 janvier 2015

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le : 08 JAN. 2015



Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement STADE YVES DU MANOIR

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 29 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur les voies du présent arrêté, afin de permettre le bon déroulement du match de rugby MHR contre TOULOUSE au stade Yves du Manoir ;

Arrête :

Article 1er :

Le **25 janvier 2015**, la circulation est interdite sur :

- l'Avenue Maurice Planès ;
- la Rue de Bugarel dans sa partie comprise entre l'Avenue de Toulouse et le Boulevard Paul Valéry ;
- la Rue de Font Couverte dans sa partie comprise entre la Rue du Lavandin et le Boulevard Paul Valéry.

Ces dispositions sont applicables **de 10h00 à 19h00.**

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables :

- aux véhicules autorisées à accéder au stade Yves du Manoir ;
- aux riverains.

Article 2 :

Le **25 janvier 2015**, le stationnement est interdit sur :

- l'Avenue Maurice Planès ;
- la Rue Gustave Flaubert dans sa partie comprise entre la Rue Alfred Jarry et la Rue Ulysse Vergnes.

Ces dispositions sont applicable **de 10h00 à 19h00**.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables :

- aux véhicules autorisées à accéder au stade Yves du Manoir ;
- aux riverains.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 3 :

Le coup d'envoi du match sera donné à **14h00**.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté seront appliquées à la diligence des services de police.

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 6 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 7 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 7 Janvier 2015

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

0 8 JAN. 2015



Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Rue Lakanal

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 29 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux sur le réseau gaz à la demande de GRDF Exploitation ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **12 janvier 2015** et jusqu'au **30 janvier 2015** inclus, la circulation est interdite Rue Lakanal, dans sa partie comprise entre la Rue Francis Garnier et la Rue d'Aubeterre

Article 2 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Rue Lakanal, emprunte :

- la Rue Francis Garnier
- la Rue de la Ferrade
- la Rue Ferdinand Fabre

et se termine sur la Rue Lakanal.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de GRDF Exploitation

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 7 janvier 2015


Monsieur l' Adjoint délégué
Luc ALBERNHE

Publié le : 09 JAN. 2015

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Avenue de Saint Maur

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 29 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux d'élargissement à la demande de l'Entreprise PHILIPFRERES ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **12 janvier 2015** et jusqu'au **30 janvier 2015** inclus, l'Avenue de Saint Maur entre Avenue du Professeur Léon Vallois et l'Avenue Saint André de Novigens, sur une distance de 40m à l'avancement des travaux est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'Entreprise PHILIPFRERES

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 7 janvier 2015



Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le : 09 JAN. 2015

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Tunnel de la Comédie et Boulevard Victor Hugo

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 29 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, pour permettre la maintenance des équipements techniques du tunnel par la société SPIE ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **29 janvier 2015** et jusqu'au **30 janvier 2015** inclus, la circulation est interdite Tunnel de la Comédie

Ces dispositions sont applicables **de 22 h à 6 h.**

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules de secours.

Article 2 :

Une déviation est mise en place en provenance de boulevard de l'Observatoire. Cette déviation débute sur le Boulevard Victor Hugo, emprunte :

- la Rue Joffre
- la Rue du Clos René
- la Rue Aristide Ollivier

et se termine sur le Pont Juvénal.

Article 3 :

À compter du **29 janvier 2015** et jusqu'au **30 janvier 2015** inclus, La sortie des riverains de la zone piétonne s'effectuera par le boulevard Victor Hugo qui, exceptionnellement, aura son sens de circulation inversé entre les rues Diderot et rue de la République.
l'entrepreneur chargé des travaux veillera au respect de la présente disposition.

Article 4 :

À compter du **29 janvier 2015** et jusqu'au **30 janvier 2015** inclus, L'entrepreneur, chargé d'effectuer les travaux (SPIE fax : 04.67.07.04.41) devra assurer la signalisation du chantier et des éventuels itinéraires de déviation (pose et maintenance permanente). Il est responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation. Il devra afficher le présent arrêté de manière lisible pendant la durée des travaux.

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 6 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 7 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de SPIE.

Article 8 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 07 janvier 2015

The image shows a blue circular official stamp of the 'Mairie de Montpellier' (City of Montpellier) with the text 'HERAULT' at the bottom. Overlaid on this stamp is a handwritten signature in black ink, which appears to be 'Luc ALBERNHE'.

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le : 1 2 JAN. 2015

Direction du
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2015-T21

**Arrêté temporaire
Mesures de circulation
Avenue Raymond Dugrand**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 29 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux d'entretien du paysage végétal à la demande de DPB ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **26 janvier 2015** et jusqu'au **30 janvier 2015** inclus, l'Avenue Raymond Dugrand, dans sa partie comprise entre la Place Christophe Colomb et la Place Ernest Granier est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la voie de gauche est interdite à la circulation générale ;
Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00.**
- La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise Clanet.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 07 janvier 2015

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le : 13 JAN. 2015



Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Impasse des Grèzes

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 29 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux d'abattage d'arbres à la demande du Service Voirie ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **12 janvier 2015** et jusqu'au **26 janvier 2015** inclus, Impasse des Grèzes, le stationnement est interdit.

Article 2 :

À compter du **12 janvier 2015** et jusqu'au **26 janvier 2015** inclus, la circulation est interdite Impasse des Grèzes
Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux riverains.

Article 3 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur l'Impasse des Grèzes, emprunte :

- la Rue des Grèzes
- la Rue de Bionne
- la Rue de Padirac

et se termine sur l'Impasse des Grèzes.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 5 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge par la DPB

Article 6 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 7 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 7 janvier 2015

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

13 JAN. 2015



Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Autorisation accès véhicules de plus de 3.5 tonnes Place Georges Frêche

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 29 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de reprise de pavage à la demande de la SERM ;

Arrête :

Article 1er :

Le **08 janvier 2015**, Place Georges Frêche, l'accès des véhicules de plus de 3.5 tonnes est autorisé pour les travaux de l'entreprise DURAND.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise DURAND.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 07 janvier 2014

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

0 8 JAN. 2015



Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue Lakanal

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 29 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de remplacement d'un regard d'eau usée à la demande de Véolia ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **19 janvier 2015** et jusqu'au **30 janvier 2015** inclus, la Rue Lakanal, dans sa partie comprise entre la Rue d'Aubeterre et la Rue Arnaud de Villeneuve est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation est interdite ;
Ces dispositions sont applicables **de 9h30 à 16h00.**
 - La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
 - le stationnement est interdit.
- Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Rue Lakanal, emprunte :

- la Rue d'Aubeterre
- la Rue de Ferrare
- la Rue Ferdinand Fabre

et se termine sur la Rue Lakanal.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de Vélolia.


Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 07 janvier 2015

 **Monsieur l' Adjoint délégué**
Luc ALBERNHE

Publié le : 13 JAN. 2015

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Rue Arthur Young

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 29 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux sur le réseau AEP à la demande de VEOLIA.

Arrête :

Article 1er :

À compter du **12 janvier 2015** et jusqu'au **30 janvier 2015** inclus, Rue Arthur Young sur 4 places de stationnement du parking de l'IRD au niveau du passage piétons, le stationnement est interdit. Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de SADE.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 7 janvier 2015

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

13 JAN. 2015



Direction du
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2015-T27

**Arrêté temporaire
Interdiction de stationnement
Rue des Cormorans**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 29 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux de branchement électrique à la demande de ERDF ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **19 janvier 2015** et jusqu'au **23 janvier 2015** inclus, Rue des Cormorans des deux côtés au droit du numéro 25 sur 3 places, le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise Sotranasa.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 07 janvier 2015

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

13 JAN. 2015



Direction du
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2015-T28

**Arrêté temporaire
Interdiction de stationnement
Chemin de Moularès**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 29 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux de branchement sur réseau gaz à la demande de GRDF ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **19 janvier 2015** et jusqu'au **30 janvier 2015** inclus, Chemin de Moularès, dans sa partie comprise entre l'Avenue des Droits de l'Homme et le Boulevard des Consuls de Mer, le stationnement est interdit à l'avancement du chantier.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise TPSM.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 07 janvier 2015

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

13 JAN 2015



Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Avenue de Saint Lazare

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 29 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux de pose d'arceaux pour postes fixes à la demande de Montpellier Agglomération ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **13 janvier 2015** et jusqu'au **30 janvier 2015** inclus, Avenue de Saint Lazare, entre le n° 19 et le n° 23, le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de Montpellier Agglomération

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 7 janvier 2015



Monsieur/l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

13 JAN. 2015

